

# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRINX DE L'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, (rue N. D. des Victoires 46; place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 33 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

L'Italie, depuis un an, attire l'attention de l'Europe. L'attitude de Pie IX doit être pour ce pays une époque de progrès et l'on sent que la vie politique, si longtemps en sommeil, tend à renaître avec une énergie nouvelle et à changer la face de cette péninsule. Le mot de réforme pacifique n'a pas été prononcé en vain et la violence n'a pas été le seul moyen employé pour arriver à la réforme. Le signal de la marche a été donné et rien, nous l'espérons, ne viendra en ralentir la continuité. C'est en vain que l'Autriche, qui règne sur une partie de ce pays par la force, veut avoir recours à l'intimidation, faire des menaces d'un autre temps; elle doit échouer, car ses démonstrations hostiles n'auront d'autre but que d'accroître le mouvement général et peuvent compromettre d'une façon sérieuse sa domination dans ce pays. L'Autriche ne demande son salut qu'à la force, et son intelligence ne va pas jusqu'à comprendre que c'est là aujourd'hui une ressource bien faible bien usée, et qu'il suffit d'une idée générale, qui s'étend et gagne du terrain chaque jour, pour renverser toutes ses illusions et détruire toutes ses espérances. Ce qui vient de se passer à Ferrare devrait lui faire comprendre qu'elle s'égare de plus en plus. Le résultat le plus clair de cet acte de violence a été de susciter l'esprit public en Italie. Le patriotisme s'est réveillé plus hardi, plus fier et plus dévoué que par le passé. L'organisation de la garde nationale dans les Etats de l'Eglise, qu'on espérait paralyser, a été activée au contraire, et aujourd'hui dans toutes les villes du domaine de St-Pierre, cette garde est organisée, des postes sont occupés par elle; elle s'initie avec un zèle admirable au maniement des armes; le sentiment de nationalité et d'indépendance renaît avec une nouvelle vivacité et la vieille querelle endormie, mais jamais éteinte des Guelles et des Gibelins recommencerait active et guerrière, si l'Autriche, retenue par la crainte de voir les provinces lombardes lui échapper dans un soulèvement général, n'était forcée, malgré elle, à modérer quelque peu son ardeur belliqueuse et ses velléités d'empirisme sur l'indépendance du St-Siège. L'Autriche a une médiocre confiance dans sa domination en Lombardie. Quand un temps de paix, après trente ans de domination non contestée, elle en est réduite à protéger chacun de ses corps de garde, dans la capitale de la Lombardie, par des pièces de canon, elle avoue par là même qu'elle domine par la terreur, mais qu'elle ne règne pas par l'affection. Un pouvoir si précaire doit inspirer sur sa durée des craintes sérieuses et en s'emparant si brutalement de Ferrare, l'Autriche a peut-être plutôt voulu donner le change sur ses propres terreurs à elle que vouloir inspirer des craintes bien sérieuses au St-Siège.

Certes, nous le comprenons, l'Autriche doit voir avec une sérieuse anxiété la contagion des idées libérales s'étendre chaque jour en Italie sous le patronage de l'immortel Pie IX. Sa puissance est sérieusement menacée: la Toscane s'est associée au mouvement des Etats de l'Eglise; le grand-duc a compris les besoins de son époque et il a fait déjà et il s'apprête à faire les concessions réclamées par l'esprit public, concessions qui consolideront son pouvoir, loin de l'ébranler. Le duc de Lucques, qui, un moment, avait essayé du système de résistance patronné par l'Autriche, appliqué avec une rigueur inouïe et un luxe effroyable de tyrannie violente et basse au duché de Parme, le duc de Lucques s'est arrêté à temps dans un système d'opposition qui pouvait compromettre son pouvoir et le 1er septembre il a accordé à ses sujets, qu'il appelle ses enfants, et sur lesquels, dit-il, un peu tard, il est vrai, il veut régner par le cœur et non par la crainte, la garde nationale, et promis la liberté de la presse; les institutions communales vont donner à cette concession toute sa valeur. Ajoutons que le duc général, cette fois-ci jusqu'à la prodigalité, reconnaît le mouvement général qui agit l'Italie, en disant qu'il veut

faire pour Lucques ce que Léopold fait pour la Toscane. En présence de tous ces faits qui s'éclairent et qui se consolident chaque jour, l'Autriche, nous le concevons, doit trembler sur sa domination, elle qui ne veut rien accorder, elle qui ne peut surtout faire oublier à l'Italie son titre de républicain, sa qualité de puissance étrangère et conquérante; mais il faut cependant qu'elle se résigne à vivre avec ses ennemis, à renoncer, dans son propre intérêt, à user de violence; car elle a tout à redouter des représailles de l'Italie et rien à attendre de bon de son système d'intimidation. L'arme frémisse sous la tyrannie qui l'appresse depuis un mois et il est facile de reconnaître l'indignation publique suscitée dans cette ville par la présence des soldats étrangers et de pressentir peut-être un soulèvement qu'on fait tout pour provoquer.

En attendant, l'esprit d'opposition à l'Autriche gagne chaque jour du terrain en Italie. Pie IX n'est plus seul, il est avec ses sujets qui ont compris sa voix et ses conseils. Le clergé s'associe activement au désir de St-Père. Les archevêques publient chaque jour des circulaires pour engager le clergé sous leurs ordres à seconder le gouvernement, les populations dans l'organisation des gardes nationales, soit en contribuant à leur équipement par des offrandes pécuniaires versées chaque mois, soit en engageant par leurs paroles et leurs conseils leurs paroissiens à prendre leur part des charges de la milice civique. Ces exhortations ne sont pas stériles. L'esprit de Pie IX, qui conseille la paix et la modération, mais qui sait aussi être ferme et ne point céder à d'odieuses intimidations, pénètre ainsi tous les centres de la société et les réunit, tous dans l'intérêt commun de la cause nationale et du progrès pacifique; il est difficile de se faire une idée exacte de l'influence exercée par Pie IX sur la Péninsule. Dire qu'il est populaire, c'est rester au-dessous de la vérité: la popularité en Italie, c'est de l'enthousiasme; c'est de l'adoration et Pie IX en recueille tous les fruits dans l'intérêt de l'Italie. Dans toutes les parties de l'Italie, dans les villes comme dans les villages, en Lombardie comme dans les Etats de l'Eglise, l'on trouve partout des inscriptions tracées sur les murs qui témoignent de l'immense popularité du grand pontife qui siège dans la chaire de saint Pierre. Or cette popularité, résultat des idées libérales de Pie IX, qui donne une force incalculable contre laquelle l'Autriche n'osera point venir se briser. La cause de la prospérité, de la renaissance pacifique de l'Italie est donc en bonne voie de succès et l'on peut regarder, sans trop d'inquiétudes pour l'avenir, les tentatives de violence de l'Autriche. Elle ne peut que se compromettre elle-même dans cet essai de lutte contre le progrès.

## COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le conseiller Levit.

AUDIENCE DU 30 AOÛT.

### Meurtre.

Faire respecter la vie des citoyens, est une des premières conditions de l'amélioration morale de la Corse. Le jury de cette session a jusqu'ici marché vers ce noble but; et aujourd'hui encore, il a témoigné par son verdict de tout le prix qu'il attache à la réalisation de cette salutaire pensée. Un meurtre entouré des circonstances les plus favorables à l'accusé, était imputé au nommé San-Piero Bernardini, de la commune de Valle d'Alesani. Le 9 décembre 1846, le malheureux Pietri Charles-Philippe, recevait de Bernardini deux blessures mortelles, l'une à la hanche, produite par un coup de fusil, l'autre à la tête, par un coup de pistolet. La victime avait eu évidemment des torts graves à se reprocher; l'accusé prétendait s'être trouvé dans le cas de la légitime défense; mais ce système n'a point prévalu, grâce à la sagacité du jury qui veut, avant tout, que la vie des citoyens soit toujours respectée.

L'accusé cultivait depuis plusieurs années un terrain

appartenant au sieur Calvani de la commune de Chianale. Au mois d'octobre 1846, il avait fumé cet enclos, qui avait été affermé, par la famille Calvani, à Pietri Charles-Philippe. Bernardini se plaignait de cette contravention; et ayant un jour rencontré dans le terrain en question, le sieur Calvani et Pietri, il leur proposa de faire vider leur différend à l'amiable par le juge de paix du canton ou par tout autre homme de bien. Le sieur Calvani parut se rendre à cette proposition; mais Pietri en témoigna le plus grand mécontentement. Armé de son fusil il le dirigea plusieurs fois vers l'accusé lequel ne dut la conservation de ses jours qu'à l'intervention bienveillante du sieur Calvani. Transporté de colère, Pietri proféra de nouvelles menaces, et comme Bernardini s'était éloigné du lieu de la contestation, Pietri se précipita sur ses traces en disant qu'il l'aurait immolé s'il parvenait à le rencontrer sur son passage.

Vers les cinq heures du soir, Pietri aperçoit Bernardini dans un makis. Il le défie de venir se mesurer avec lui. Bernardini obéit. Les deux adversaires dirigent réciproquement leurs fusils l'un contre l'autre. Les deux détenteurs sont lâchés; mais le fusil de Pietri ne produit que l'explosion de l'amorce; celui de Bernardini au contraire, va frapper à la hanche de son adversaire. Celui-ci se précipite sur son meurtrier; mais Bernardini, sans lui donner le temps de s'approcher, fait feu avec son pistolet et blesse une autre fois à la tête Pietri qui tombe immédiatement baigné dans son sang.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, qui soutenait l'accusation dans cette affaire, a repoussé le système de la légitime défense, en reconnaissant toutefois que l'accusé avait été violemment provoqué.

M. Giordani, organe de la partie civile, a demandé deux mille francs de dommages-intérêts.

M. Gavini défenseur de l'accusé a cherché à établir que son client s'était trouvé dans la nécessité de défendre sa propre vie.

Déclaré coupable, par le jury, d'homicide volontaire avec circonstances atténuantes et provocation violente, San-Piero Bernardini a été condamné à trois années d'emprisonnement, et à trois cents francs de dommages-intérêts en faveur de la partie civile.

AUDIENCE DU 31 AOÛT.

Tentative d'assassinat.

Un crime horrible entouré des plus graves circonstances était en ce jour soumis à l'appréciation du jury. Le 17 mars 1847, les cloches de la commune d'Ota avaient annoncé la mort du nommé Leca Pierre-Marie qui avait reçu des mains de son frère Leca Paul, un coup de fusil par lequel il avait eu le dos et la poitrine traversés de part en part. La Providence a heureusement sauvé les jours du malheureux Leca Pierre-Marie, qui vient aujourd'hui raconter à la justice les circonstances de l'attentat commis sur sa personne. Leca Pierre avait l'habitude de battre son frère et d'exercer sur lui de fréquentes brutalités. Celui-ci qui était plus jeune que lui, était exaspéré des mauvais traitements qu'il subissait presque continuellement. Il paraît que la veille du jour où cette tentative a été commise et d'après Leca Paul-Marie, le matin même de l'événement, le jeune Leca Paul fut maltraité comme il l'était habituellement. Il paraît aussi, que Leca Paul-Marie devait quitter momentanément la bergerie et en laisser à son frère pûlé la surveillance. Celui-ci lui dit d'entrer dans sa cabane pour y compter ses pièces de fromage, car il ne voulait point recevoir ensuite le reproche de les avoir dérobées. Le frère aîné se rend à cette proposition; mais tandis qu'il sortait de cette hutte la tête contre terre (car la porte en était très basse) Leca Paul fait feu contre son frère et le blesse mortellement par derrière. Un autre jeune berger le nommé Matteo Simon, qui se trouvait en compagnie de Paul Leca et qui avait voulu s'associer à son crime, tenta de décharger sur

médiatement pour Paris; il avait demandé qu'on ne lui fit aucune réception à cause de son état de souffrance. Le prince est atteint d'une dysenterie assez violente.

M. le contre-amiral Tréhouart a succédé au prince dans le commandement des forces navales qui étaient placées sous ses ordres.

Au départ du prince, le 9, tous les bâtiments composant l'escadre, moins les vaisseaux le *Jupiter* et l'*Iéna*, et la frégate à vapeur le *Magellan*, qui ont été envoyés à Tunis, se trouvaient encore réunis dans la baie de Naples, et l'on n'était pas encore fixé sur la destination ultérieure de ces forces navales.

Le prince a successivement séjourné en Sicile, à Naples et à Rome.

On raconte qu'arrivé à la gare du chemin de fer, à Orléans avec un officier d'ordonnance, le prince de Joinville fut arrêté par un surveillant au moment où il sortait de la gare pour voir la voie et les magasins de marchandises en attendant le départ du convoi.

— On ne passe pas ici, lui dit le surveillant.

— Comment, mon ami, nous sommes étrangers; nous voulons visiter....

— On ne visite pas, monsieur.

Le prince, s'étant mis à rire aux éclats de l'attitude de cet *Alphérès*, fut reconnu par un employé qui vint à passer, et délivra S. A. R.

Le surveillant se confondit en excuses.

— Il n'y a qu'un bon soldat qui sache observer sa consigne, dit le prince.

Le prince prit le premier convoi partant et arriva à la gare de Paris, où l'attendaient M. le duc d'Aumale et M. le baron Pasquier, premier chirurgien du roi.

— Le 15 août, 78<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'empereur Napoléon, de nombreuses couronnes ont été déposées au pied de la colonne Vendôme.

— On lit dans le *Commerce* :

M. le duc d'Aumale s'est occupé hier et aujourd'hui avec le ministre des affaires étrangères, des affaires de nos possessions africaines. Le prince fait des préparatifs de départ pour l'Algérie, dont il est définitivement nommé gouverneur général, ainsi que nous l'avons annoncé. Il partira dans quelques jours pour Alger, où il sera immédiatement installé dans ses nouvelles fonctions. Il sera accompagné, dit-on, de deux lieutenants-généraux et de plusieurs officiers supérieurs d'état-major.

Plusieurs courriers ont été expédiés ces jours derniers, pour commander et hâter certaines dispositions pour la réception du nouveau gouverneur-général.

M. le duc d'Aumale a annoncé la résolution de conserver M. le lieutenant-général Bédou comme son premier et plus essentiel auxiliaire dans l'administration de la colonie.

On annonce une organisation nouvelle de plusieurs des principaux services dans cette colonie: la direction civile, la direction des finances seraient avec raison supprimées pour être converties en une seule et même direction, dont un conseiller d'Etat deviendrait titulaire.

Tout Paris s'entrevoit de la condamnation qui vient de frapper d'Ecqueville. Dix ans de réclusion pour avoir été témoin dans un duel et n'avoir pas dit toute la vérité sur les circonstances de ce duel, pourrait paraître une peine exorbitante et sans proportion avec le délit commis; mais il y a évidemment dans ce procès une intention politique et sociale dont il faut savoir tenir compte à la cour d'assises. Les pouvoirs placés à la tête de la société veulent abolir ce reste de barbarie qu'on appelle le duel et il faut avouer qu'on s'y prend plus adroitement que Richelieu et Louis XIV, punir de mort les duellistes est un très mauvais moyen. On fait des enthousiastes, des martyrs du duel, mais faire planer sur les duellistes et sur leurs témoins cette menace continuelle d'amende, de police correctionnelle, d'emprisonnement et même de peines infamantes; c'est décourager les plus intrépides, et en effet les duels sont aujourd'hui aussi rares qu'ils étaient fréquents autrefois. Nous marchons à un moment où on n'en entend plus parler. Les condamnations prononcées à la suite du duel Dujarrier n'auront pas peu contribué à ce résultat. Nous disons les condamnations, car il nous paraît évident que la condamnation de d'Ecqueville va entraîner celle de Bauvallon, son arrestation en pleine audience signifie cela ou ne signifie rien..... A Dieu ne plaise cependant que nous entendions préjuger en quoi que ce soit l'opinion du jury.

— Par suite de nouveaux ordres de M. le ministre, en date du 6 août, M. le préfet maritime de Brest vient de prescrire les dispositions suivantes :

1<sup>re</sup> Seront maintenus armés, après visite et réparations, s'il y a lieu: le *Mercur*, brick de première classe; la *Gazelle*, goélette; la *Somme*, transport; l'*Albion*, transport; la *Loire*, transport.

2<sup>re</sup> En commission de port; le *Triton*, vaisseau de quatrième rang; la *Belle-Poule*, frégate de premier rang; la *Cléopâtre*, frégate de deuxième rang; la *Danaé*, frégate de deuxième rang; l'*Erigone*, frégate de troisième rang; la *Thétis*, frégate de troisième rang; la *Natade*, corvette de 24 canons.

3<sup>re</sup> Seront désarmés, visités et réparés: l'*Uranie*, frégate de deuxième rang; l'*Andromède*, frégate de deuxième rang; l'*Africaine*, frégate de troisième rang; la *Victorieuse*, corvette de 24 canons; le *Lapeyrouse*, brick de première classe.

L'ordre de commission de la *Belle-Poule*, de la *Thétis* et de la *Natade* est maintenu et sera exécuté sans délai.

## NOUVELLES D'ITALIE.

Le *Corriere Livornese* du 23 nous apporte les nouvelles suivantes :

Le soir du 24 une réunion de plus de 3,000 personnes s'est formée sur la place du *Duomo* à Florence. Elle a parcouru la rue Calzajoli, la place du Palazzo-Vecchio où ils saluèrent la grande garde qui était sous les armes en criant *Vive la ligne*. Arrivés à la place Pitti, ils répétèrent pour trois fois: *Vive Leopold II*, *vive la garde civique*. Après cette démonstration ils se retirèrent en bon ordre et chacun rentra dans sa demeure.

Le grand duc a concédé l'organisation de la garde civique.

A Pise il y eut, au café de l'Union, une quasi émeute envers sept individus qui proféraient des cris contre Pie IX. Six sont parvenus à se sauver, un seul est resté entre les mains du peuple qui l'avait garrotté se disposait à le jeter dans l'Arno. Il n'est parvenu à se soustraire à son triste sort que lorsqu'il a avoué qu'il avait été payé. C'est alors qu'on l'a remis entre les mains de la police.

Des troubles ont eu lieu aussi à Lucques dans la soirée du 24.

Ferrare est toujours occupée par les Autrichiens. Le pape a adressé à l'Autriche une notification par laquelle il a fixé un délai de 20 jours pour l'évacuation de Ferrare, et en cas de refus il aurait délivré les passeports à son ambassadeur. Il a publié en même temps une lettre encyclique où il fait ressortir toute la prépondérance autrichienne qui exigeait même le renvoi de l'heretique.

Une estafette expédiée par le gouvernement piémontais arrivée à Rome le 22 a apporté des dépêches par suite desquelles le roi s'est décidé pour la cause italienne et a en même temps notifié à l'Autriche d'évacuer la ville et la forteresse de Ferrare dans le délai de 20 jours; en cas de refus il ferait une démonstration dans la Lombardie.

A Bologne il arrive à chaque instant des troupes pontificales et suisses destinées à former une ligne d'observation sur divers points du Rhin, entre Bologne et Ferrare, avec ordre de résister.

## VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le lundi prochain, 30 du courant, huit heures du matin, sur le rivage de la mer, de la place Louis-Philippe de cette ville, il sera procédé à la vente aux enchères publiques par le ministère du greffier soussigné à ce commis, de cent poutrelles de construction, et trois poutres en bois de châtaigner. La vente sera faite au comptant.

Bastia, le 27 août 1847.

Le greffier du tribunal de commerce de Bastia.

A.-D. MARIOTTI.

## VENTE AU PROFIT DE L'ETAT.

Par acte en date du 20 août 1847, enregistré, passé pardevant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Calvi, M. Arena André, de Calvi, propriétaire et receveur de l'enregistrement et des domaines à Grasse, a cédé à l'Etat, pour la construction de la route royale

Occidentale n. 199, d'Ajaccio à Bastia, 39 ares 50 c. de terrain, situé au lieu dit *Finoecchieja*, pour prix et valeur de 98 fr. 75 c.

Le présent avis est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 5 mai 1841.

Pour le sous-préfet en congé,

Le membre du conseil d'arrondissement délégué,

Signé J.-B. ROCCA-CASTELLANI.

## AVIS.

Par acte sous signature privée en date du 15 avril 1847, enregistré à Bastia le 26 avril 1847, une société commerciale en nom collectif, à perte et gain communs a été formée entre les sieurs Joseph-Antoine et Jean-Baptiste père et fils Bernardi, commerçants de la commune de Luri dont la durée est de cinq ans, à partir du 1er janvier 1847. L'extrait de cet acte de société a été déposé et affiché au tribunal de commerce de Bastia.

## PORT DE BASTIA.

### ARRIVÉES.

De la Plage, 19 août, brick-goélette Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, charbon.

Gènes, 19 id. bouf Vierge des Carmes, de 18 tx, c. Figalo, pâtes et riz.

Gènes, 20 id. bouf Jésus Marie, de 18 tx, c. Bausa, pâtes et riz.

Gènes, 20 id. bouf Conception, de 22 tx, c. Gentil, haricots.

Gènes, 22 id. brick-goélette Conception, de 60 tx, c. Ersa, charbon.

Toulon, 23 id. brick-goélette Phénix, de 65 tx, c. Guasco, plâtre, diverses.

Marseille, 23 id. tartane Minerve, de 60 tx, c. Bastiani, pierres de taille.

Portoferrato, 23 id. bat. à vap. Maréchal-Sebastiani, c. Bertocci, passagers.

Nice, 24 id. tartane Victor-et-Louise, de 61 tx, c. Gentil, en lest.

Marseille, 24 id. brick-goélette Corse, de 49 tx, c. Marinetti, diverses.

Ajaccio, 24 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Sisco, pass.

Marseille, 25 id. paquebot Napoléon, c. De Cuers, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

Marseille, 25 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, diverses et passagers.

De la mer, 25 id. bat. à vap. de l'Etat Liamone, c. Corelli, lieutenant de vaisseau.

De la Plage, 25 id. brick-goélette St-Antoine, de 48 tx, c. Mécolin, charbon.

Deux gondoles venant du Cap-Corse, avec charbon et vin.

### DEPARTS.

Livourne, 19 id. brick-goélette Assomption, de 60 tx, c. Gentil, en lest.

Livourne, 19 id. mistik Assomption, de 29 tx, c. Alessandri, en lest.

A la Plage, 19 id. brick-goélette Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

A la Plage, 19 id. bouf Conception, de 22 tx, c. Gentil, en lest.

Marseille, 20 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, haricots.

Marseille, 20 id. bat. à vap. Napoléon, c. De Cuers, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

Marseille, 20 id. brick-goélette Assomption, de 69 tx, c. Siretti, fonte fer.

Rio, 20 id. brick-goélette Charité, de 81 tx, c. Paoletti, en lest.

Portoferrato, 20 id. brick-goélette St-Joseph, de 81 tx, c. Giannoni, en lest.

Ajaccio, 21 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Sisco pass.

Livourne, 23 id. goélette Assomption, de 42 tx, c. Thiers, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

**COPAHU FERRUGINEUX,**

3 FR. LE FLACON, infatigable pour la guérison des rhumes, toues, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉRAL, à Paris; dépôt à Bastia chez M. Rossi et Compagnie. (8160).



l'informant Paul-Marie Leca un pistolet qui heureusement ne prit point feu.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation. Il a prouvé l'existence de la préméditation et a appuyé principalement sur le frère homicide la juste sévérité du jury.

M<sup>rs</sup> Caraffa et Montero ont plaidé en faveur de leurs clients l'excuse de la provocation violente en soutenant qu'une lutte avait eu lieu entre eux et la victime au moment où les coups ont été dirigés sur elle. Ce système de défense a prévalu. Le jury a admis l'excuse de la provocation violente en faveur des deux accusés et les circonstances atténuantes pour Simon Mattei. En conséquence Luca Paul a été condamné à cinq années d'emprisonnement et à dix années de surveillance, et Mattei Simon à quatre années de la même peine et à cinq ans de surveillance de la haute police.

Présidence de M. le conseiller Juchereau de St-Denis.

AUDIENCE DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE.

Assassinat et complicité de ce crime.

Les deux familles Orsatelli et Pancrazi, de la commune de Giocatojo, n'étaient plus, depuis quelques temps, en bonne intelligence. Pancrazi Maria était garde-champêtre, il avait dressé des procès-verbaux qui constataient des contraventions commises par les bestiaux des Orsatelli, de légères amendes avaient été prononcées contre eux; dès lors la paix et la tranquillité n'étaient plus possibles dans les deux familles.

Les Orsatelli avaient vendu un escabeau de cordonnier à un beau-frère de Marien Pancrazi. Comme le prix de la vente n'en avait point encore été touché, les Orsatelli en compagnie de leur cousin Franceschi Jean Bernard demandent la restitution de ce vieux meuble et le mettent en pièce en présence de l'acheteur.

Quelques jours après, le 7 du mois de mars 1847, vers les huit heures du soir, une altercation vive s'éleva entre Orsatelli Charles-Dominique et Pancrazi Louis dans le cabaret du sieur Pietri. Un instant après cette rixe, le malheureux Pancrazi Louis, s'étant rendu dans sa demeure avec son père pour y prendre des comestibles afin de passer gaiement le reste de la soirée, est frappé, à son retour, par une balle meurtrière et il tombe presque sans vie aux pieds de l'auteur de ses jours.

Le mourant transporté dans son domicile déclare avoir été blessé par Orsatelli Séraphin qui se trouvait en embuscade avec son frère Charles-Dominique. Cependant deux coups de feu avaient été entendus. Le malheureux Pancrazi proclama d'abord qu'il avait été l'auteur du second coup, puis sur les observations de son père il soutint qu'il n'avait point tiré et que les deux Orsatelli avaient été les auteurs des deux explosions. Cette scène horrible se passait à côté de la maison de Franceschi Jean-Bernard, et le père de la victime soutenait que les deux meurtriers étaient sortis de la maison de Franceschi et que tous trois étaient présents sur le lieu de l'événement.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation, M<sup>rs</sup> Gavini et Montero ont exposé les moyens de défense des trois accusés.

Le jury a rendu un verdict négatif relativement à Franceschi et à Charles-Dominique Orsatelli, affirmatif relativement à Séraphin Orsatelli sur la question de meurtre sans préméditation et avec circonstances atténuantes. En conséquence les deux premiers accusés ont été acquittés et le troisième a été condamné à dix années de réclusion.

La fin si cruellement prématurée de Mme la duchesse de Praslin, les affreuses circonstances au milieu desquelles elle s'est produite, ont arraché un cri de douleur sur toute l'étendue de la France. Ce cri retentira en Europe, partout où parviendra la nouvelle d'une si déplorable catastrophe. Jamais événement pris en dehors des événements politiques et des calamités nationales, n'a plus vivement impressionné les populations.

Il est difficile de se faire une idée de la consternation manifestée dans la capitale et dans les pays où Mme la duchesse de Praslin était connue par ses rares qualités et par les plus nobles vertus dont elle était un modèle accompli. En Corse surtout, dans ce pays qui s'honore de compter parmi ses plus grandes illustrations M. le maréchal Sebastiani, où la population est pénétrée d'une vive reconnaissance pour les preuves éclatantes d'intérêt qu'il n'a cessé de donner en tout temps à sa terre natale, où le dévouement qu'il inspire va jusqu'à

la vénération, la douleur a été publique, le deuil universel.

Quelle serait la portée du coup terrible qui a déchiré le cœur paternel de M. le maréchal frappé dans ce qu'il avait de plus cher au monde, et dont l'existence est l'objet de tous nos vœux ? L'incertitude a tenu les esprits en suspens pendant les huit ou dix jours qu'a duré l'absence de nouvelles de M. le maréchal. Enfin la perplexité générale a été considérablement diminuée par la certitude que la santé de notre illustre compatriote, quelque affectée par un immense malheur, est cependant de nature à rassurer ses nombreux amis. Espérons qu'après avoir payé un juste tribut de larmes à la perte d'une fille unique, digne objet de toutes ses affections, la fermeté de son caractère le résignation à la volonté du ciel où les vertus de Mme la duchesse de Praslin ont reçu sans doute une récompense méritée, adoucissent avec le temps l'amertume de sa douleur. Si les regrets et les sympathies peuvent être de quelque consolation pour le cœur d'un père profondément ulcéré, il faut convenir que jamais ces sentiments n'ont été ni plus vifs, ni plus unanimes que dans cette circonstance.

Le 2 du courant, à dix heures du matin, un service a été célébré, pour le repos de l'âme de Mme la duchesse de Praslin, par la corporation des marins de Bastia, dans l'église paroissiale de St-Jean.

Les membres de la famille Sebastiani présents à Bastia, MM. le premier président, le procureur-général et son parquet, les présidents, plusieurs conseillers de la cour royale, le sous-préfet, le président, les juges et substituts du tribunal de première instance, le maire et plusieurs membres du conseil municipal, le commissaire de l'administration de marins, le bâtonnier et plusieurs membres de l'ordre des avocats, l'aumônier du collège royal faisant fonction de proviseur, des employés de toutes les administrations civiles, la corporation des marins et un concours nombreux de personnes de toutes les classes, parmi lesquelles il y avait beaucoup de dames, ont assisté à cette pieuse et touchante cérémonie, pendant laquelle le recueillement et la tristesse étaient empreints sur tous les visages.

L'office a été célébré par M. le curé de St-Jean assisté de son clergé, dans la chapelle des marins. L'église était tendue de noir. Au milieu d'un pavillon surmonté d'une couronne, s'élevait un mausolée, sur les faces duquel on remarquait l'écusson de M. le maréchal Sebastiani, et surmonté d'une pyramide parsemée de larmes. Sur cette pyramide se tenait un ange qui, les bras croisés sur la poitrine, les yeux tournés vers le ciel, le front rayonnant d'un reflet céleste, mais le visage empreint d'une suprême tristesse qui n'en altérait point la sérénité semblait l'âme d'un élu implorant la miséricorde divine et voulant fléchir sa justice.

M. le duc de Choiseul-Praslin est mort le 24 août à cinq heures du soir des suites de son empoisonnement par l'arsenic. L'autopsie a constaté les ravages nombreux de cet éternel poison. Il a été enterré le lendemain dans le cimetière du sud.

La cour des pairs, par suite de cette mort, n'avait plus d'instruction à poursuivre relativement au duc, dont la mort éteignait toute action publique. Par un arrêt en date du 30 août la cour s'est dessaisie de l'instruction relative à la dame de Luzy-Desportes accusée de complicité dans l'effroyable tragédie du 18 août et l'a renvoyée en conséquence devant le tribunal de première instance du département de la Seine, qui aura à poursuivre l'examen des charges pesant sur l'accusée.

M. le maréchal Sebastiani, depuis son retour à Paris ne quitte point son hôtel, où son frère lui tient une compagnie assidue. L'infortuné maréchal ne reçoit que ses amis les plus intimes qui s'efforcent d'adoucir l'immense douleur sous le poids de laquelle il gémît.

Il y a trois jours que les restes mortels du roi Louis Bonaparte, et de son fils aîné sont arrivés ici de Livourne avec l'un des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry pour être transférés sur un autre paquebot qui devait les transporter à Marseille.

Notre population n'a pu rester indifférente au séjour momentané des cendres du frère et du neveu de l'empereur : aussi aujourd'hui jeudi un service funèbre a été spontanément décidé par nos concitoyens.

Dès onze heures du matin une cérémonie presque improvisée réunissait, à la paroisse St-Jean ornée de

deuil, l'élite de la société. Monseigneur Mattioli et M. le docteur Conneau chargés d'accompagner les deux cendres de Livourne à St-Louis, avaient été priés d'assister à cette touchante et pieuse réunion. M. de Tracchio, de passage à Bastia, y représentait par ses liens de parenté la famille des nobles proscrits.

Un groupe très nombreux et complet de nos officiers et sous-officiers retraités, ainsi qu'un grand nombre de légionnaires, tous débris de nos vieilles phalanges entouraient le magnifique catafalque élevé au milieu de la nef.

M. le maire, M. le premier président y étaient les premiers représentants de notre magistrature et de notre administration, des membres les plus distingués du barreau, l'élite de nos commerçants, propriétaires, employés, chefs d'ateliers, simples ouvriers, tous dans la tenue la plus convenable, se trouvaient à dans un parfait recueillement comme autant de représentants de notre population entière.

À la fin du service divin, la foule, précédée d'un ecclésiastique, s'est dirigée silencieuse et tête nue vers les quais où de nombreuses embarcations étaient cependant insuffisantes pour contenir tous ceux qui voulaient assister au transbordement et donner, en aspergeant de l'eau bénite, un dernier adieu aux restes précieux de nos illustres compatriotes. Ajoutons que dès le matin les quarante navires qui se trouvaient dans le port, avaient tous en signe de deuil leurs pavillons en berne et leurs vergues en panteenne.

Nous ne terminerons pas le récit de cette démonstration religieuse et patriotique sans mentionner l'empressement d'un grand nombre de dames qui, en sortant de l'église, ont voulu faire acte de présence en se dirigeant toutes ensemble à l'extrémité du grand môle d'où elles pouvaient voir de près la fin de cette touchante et triste cérémonie.

Nous recevons la lettre suivante que nous nous empressons de publier :

Bastia, le 9 septembre 1847.

Monsieur,

La touchante preuve d'intérêt et de regret que l'excellente population de votre ville et les braves marins de votre port, ont spontanément donné aux restes mortels de deux de leurs compatriotes qui, après trente-deux ans d'exil touchent le sol natal pour y trouver le repos éternel, ont profondément ému mon cœur.

Lorsque, sur la terre de l'exil, je rendrai compte au fils et au frère des augustes défunts de la triste mission qui m'a été confiée, ce qui touchera, j'en suis sûr, le plus le cœur du pauvre exilé, ce sera d'apprendre que la population de Bastia s'est associée à sa douleur et qu'en versant des larmes sur le sort de ses infortunés compatriotes, morts sur la terre étrangère ils ont spontanément adressé des prières au Tout-Puissant pour le repos de leur âme.

Moi, je ne puis que vous prier, Monsieur, de faire parvenir en attendant mes remerciements à cette noble population et d'agréer l'assurance de mes sentiments distingués et de ma parfaite considération,

Votre dévoué serviteur,

D. E. CONNEAU.

La commission prise dans le sein de la faculté des lettres d'Aix, pour l'examen du baccalauréat de l'académie de la Corse a commencé, ainsi que nous l'avions annoncé, ses opérations le 28 août. Elle a tenu ses séances dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville d'Ajaccio. Seize candidats s'étaient fait inscrire. Sur ce nombre sept ont été admis par la commission : cinq appartenaient au collège royal de Bastia et deux autres au collège communal d'Ajaccio. La commission a usé, dans cette première session, d'une assez grande indulgence, n'ayant point voulu encore appliquer ici la moyenne dont elle se sert sur le continent. Mais nous croyons devoir le signaler ici, pour que les candidats à venir se préparent en conséquence et fassent tout ce qui dépend d'eux pour éviter un échec auquel ils s'exposeraient sûrement s'ils prenaient pour règle ce qui s'est passé à la dernière session. La commission a voulu ménager la transition et ne pas appliquer tout d'abord toute la juste sévérité qui préside à ses travaux sur le continent. La commission a remarqué aussi que les candidats ne savaient pas rendre compte d'une manière bien nette et bien claire des idées et des connaissances qu'ils devaient avoir acquises. Il importe donc aux candidats des années prochaines de s'exercer de bonne heure à s'assimiler les objets de leurs études de manière à les posséder parfaitement et à prouver par

leurs réponses, que leur mémoire seule n'a pas été exercée par eux aux dépens de leur intelligence. Nous désirons vivement que les conseils que nous croyons devoir donner dans l'intérêt des aspirants au baccalauréat, soient suivis par eux. De là dépend leur succès, ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour ne pas rendre stériles les huit ou neuf années qu'ils passent au collège.

#### COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

La rentrée des classes aura lieu le lundi 20 septembre courant. Les élèves internes devront être rendus au collège la veille, le dimanche, 19 septembre à huit heures du soir. Les cours recommenceront le lendemain 20.

Depuis quelque temps l'effervescence était grande dans le duché de Lucques, les populations réclamaient à grande voix des concessions semblables à celles qui ont été faites dans les Etats de l'Eglise et en Toscane. Le gouvernement du duc a eu d'abord recouru à la violence, aux emprisonnements pour tâcher de triompher de ces réclamations ; ce système au lieu d'apaiser les esprits n'a fait que les exciter de plus en plus et mercuriellement l'irritation de la population de Lucques effraya tellement les conseillers du prince qu'ils se décidèrent à lui envoyer une députation de trois membres, pris dans leur sein, pour prévenir le duc de la situation grave de la ville et lui représenter la nécessité d'accorder des concessions. Le duc s'est rendu aux sollicitations de cette députation, qui, du reste, était accompagnée de six à sept mille habitants de Lucques, et dans une proclamation adressée à ses sujets, il leur a accordé l'établissement de la garde nationale, la liberté des prisonniers, qui avaient été arrêtés par son propre fils, le prince héritier, et leur a assuré de plus que son conseil avait reçu ordre de s'occuper des moyens d'accorder la liberté de la presse et des institutions politiques en harmonie avec celles dont jouit ou dont va jouir la Toscane. La révolution de Lucques est donc accomplie et d'une manière toute pacifique. De grandes fêtes ont été célébrées à Lucques le 31 août et le 2 septembre soir. De nombreux habitants de Pise et de Livourne se sont empressés de s'y rendre pour prendre part à la joie de leurs voisins.

D'après les dernières nouvelles d'Italie, le grand-duc de Toscane venait, sur un avis du conseil d'Etat, nouvellement institué par lui, d'accorder l'institution de la garde nationale. La joie a été immense à cette occasion, quinze mille personnes se sont portées sous les fenêtres du Palais-Royal, pour témoigner à l'empereur leur vive reconnaissance. Le grand-duc a paru au balcon du palais avec son fils aîné, et a été salué par les cris mille fois répétés de *Vive Pie IX, vive Léopold II, vive l'Italie!* A Livourne une messe solennelle et un Te Deum ont été chantés mercredi dernier, en présence de toute la population, des autorités civiles et militaires, les habitants de Pise et de Lucques s'étaient associés à cette fête. Le duc de Lucques a accordé amitié à toutes les personnes compromises dans les dernières affaires de ce duché.

On parle d'une nouvelle démonstration qui serait faite par Livourne. Trente mille personnes, hommes et femmes doivent se rendre dimanche à Florence, par le chemin de fer, pour remercier le grand-duc.

Rien de nouveau pour Ferrare. La tranquillité continue à régner dans cette ville malgré la présence de la garnison autrichienne.

D'après des lettres de Livourne, les Anglais auraient débarqué des troupes à Ancone.

— Le bateau à vapeur, l'*Antilope*, ancien stationnaire de Bastia, a relâché ici vendredi dernier ; il est reparti le lendemain pour Civita-Vecchia, où il est envoyé pour être à la disposition de M. Rossi, ambassadeur de France près le St-Siège.

M. Dechoudens Barthélemy, propriétaire à Guajama Ile de Porto-Ricco, a été nommé par le pape consul de Rome et chevalier de premier ordre à Guajama.

Le 29 août a eu lieu la distribution des prix du pensionnat de demoiselles dirigé par Mme Pélouzi née Testa. Cette fête avait été précédée d'un examen subi par les jeunes élèves en présence d'un nombreux et brillant concours de personnes appartenant à l'un et à l'autre sexe. Les parents étaient en grand nombre : plusieurs étaient venus tout exprès de leur village, afin de pouvoir juger par eux-mêmes de l'application et des progrès des jeunes élèves confiées au zèle et à la constante sollicitude de Mme Pélouzi. Présent à toutes les épreuves, nous aurions voulu, si les colonnes de ce journal nous l'avaient permis, consigner dans un article détaillé, les impressions que nous avons reçues et que tous les assistants ont partagées avec nous, nous nous contenterons de dire, en peu de mots, sur quelles matières a roulé l'examen.

La rhétorique, la grammaire française et italienne ; la syntaxe, la géographie, la cosmographie, l'exposition de la doctrine chrétienne, telles ont été les diverses branches d'enseignement sur lesquelles les jeunes élèves ont

été tour-à-tour interrogées et appliquées. A voir l'assurance avec laquelle elles ont répondu en français, avec une pureté remarquable, on se croit transporté sur le continent français où l'éducation des demoiselles marche de pair avec celle des jeunes gens. Les questions auxquelles nous ont assisté aux lites, aux interrogations de l'examen, ceux qui se rappellent l'a-propos, la lucidité des réponses faites aux questions souvent très-difficiles, savent que nous n'exagérons pas et que nous ne sommes en ce moment que les interprètes de l'opinion de chacun. Après les résultats obtenus dans cet examen, Mme Pélouzi, la pieuse et diligente institutrice, devait naturellement s'attendre à voir une foule nombreuse au jour solennel de la distribution, son attente n'a pas été trompée, et le nombre et le choix des personnes n'ont pas manqué à cette fête de famille : ce concours empressé témoignait de la confiance qu'inspire aux parents la sage et habile direction de Mme Pélouzi, et même temps qu'il était une marque de sympathie pour les douloureuses appréhensions si tristement réalisées et qui préoccupaient si profondément la famille de Mme Pélouzi.

M. le professeur Mattei, dont il ne nous appartient pas de faire l'éloge, a su, dans un discours remarquable par la profondeur des idées, la netteté et la concision du style, soutenir l'attention de l'auditoire qui se pressait autour de l'estrade où se trouvaient les autorités de la ville, les membres de la cour royale, les officiers supérieurs de la division. Quelques morceaux des grands maîtres ont été exécutés sur le piano, et tout le monde a pu constater la précision, l'aptitude des jeunes et modestes musiciennes. Le dessin et les ouvrages à l'aiguille exposés au fond de l'enceinte ont eu l'approbation des connaisseurs ; on a remarqué surtout deux tableaux, une *Marie Stuart*, une *descente de Croix*.

Nous sommes heureux de pouvoir déclarer, que l'éducation des demoiselles est confiée à des soins intelligents et éclairés ; dès lors, en appelant l'attention des pères de famille du pays sur l'établissement de Mme Pélouzi, nous croyons remplir un devoir de reconnaissance et de justice.

#### Distribution des prix aux élèves du pensionnat de M. Moretti.

La distribution des prix aux élèves du pensionnat dirigé par M. Moretti a eu lieu le 30 du mois dernier, dans une des salles de l'établissement, au milieu d'un concours aussi nombreux que brillant. M. le maire de la ville et l'honorable chanoine Panialucci aumônier du collège royal faisant fonctions de proviseur, présidaient à cette fête de famille, où l'on remarquait également plusieurs dames de distinction, de nombreuses autorités militaires, et quelques fonctionnaires supérieurs de la magistrature. A l'ouverture de la séance, une allocution touchante a été adressée à ses jeunes élèves par le maître de la pension. La fanfare du 10<sup>e</sup> de ligne a exécuté différents morceaux en l'honneur des lauréats à mesure qu'ils avaient le bonheur de remporter des couronnes.

M. Moretti a eu l'heureuse pensée de fonder une institution dont les avantages ne manquent pas de se faire sentir. Les jeunes enfants, confiés à sa surveillance, assistent à des leçons qui ont pour but de les préparer à suivre le cours de sixième au collège royal. D'autres, plus avancés, outre le cours qu'ils suivent au collège, reçoivent au pensionnat des répétitions qui les fortifient dans leurs études. En examinant la tenue de ces jeunes élèves, le zèle et l'empressement de leur maître, on peut déjà favorablement augurer d'un établissement naissant qui fait concevoir pour l'éducation de notre jeunesse de si belles espérances.

#### ORDONNANCE DU ROI.

Louis-Philippe, Roi des Français. A tous présents et à venir, salut. Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grand-maitre de l'Université,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bourses royales seront réparties entre les collèges royaux, et divisées en demi-bourses, bourses trois-quarts et bourses entières, conformément aux indications portées dans le tableau annexé à la présente ordonnance. Les changements dans cette répartition ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'un règlement délibéré en conseil royal de l'Université.

Art. 2. Les dites demi-bourses, les bourses trois-quarts et les bourses entières seront numérotées dans chaque collège séparément et en autant de séries distinctes. Chaque élève ne pourra obtenir que successivement les bourses trois-quarts et les bourses entières. Les premières nominations, les translations et promotions n'auront lieu qu'à mesure qu'il y aura des vacances. La vacance et le numéro de la demi-bourse de la bourse, trois-quarts ou de la bourse entière, devenue vacante, devront être mentionnés dans l'acte de nomination, pour que ledit acte soit valable.

Art. 3. Il pourra être nommé par nous, dans chaque collège royal, des boursiers surnuméraires, dont le nombre est fixé par le même tableau, et dont les places seront également numérotées. Il ne pourra être nommé qu'aux places de surnuméraires vacantes. Les surnuméraires qui seront entrés en qualité de pensionnaires, à dater du jour de leur nomination, au collège auquel ils seront destinés, prendront, de plein droit, et dans le rang de leur nomination, occasion des

demi-bourses qui deviendront vacantes dans ledit collège.

Art. 4. Les mutations de toute nature seront opérées par arrêté de notre ministre secrétaire d'Etat, avec mention expresse, dans tous les cas de promotion ou de transfèrement, du numéro des demi-bourses, bourses trois-quarts ou bourses entières, qui seront vacantes et dont il sera disposé.

Art. 5. Les recteurs, après avoir pris l'avis du proviseur, peuvent autoriser les élèves qui atteignent l'âge de dix-huit ans, pendant la durée de l'année scolaire, à achever ladite année. La prolongation, qui serait accordée ultérieurement, s'étendrait également à tout le cours de l'année scolaire. Elle ne sera accordée que sur la proposition du recteur, par arrêté de notre ministre secrétaire d'Etat, grand-maitre de l'Université.

Art. 6. A l'avenir, les congés seront accordés aux élèves du gouvernement par les recteurs. Il pourra être disposé en faveur des surnuméraires les plus méritants par la décision du recteur du prix de la bourse qu'occupait l'élève en congé, lequel reprendra ses droits à l'expiration de son congé.

Art. 7. Dispositions transitoires. Les boursiers nommés antérieurement à la présente ordonnance, en dehors des limites qu'elle détermine, jouiront du bénéfice de leur nomination. Leurs bourses, demi-bourses ou bourses trois-quarts ne seront pas numérotées. Elles s'éteindront successivement, sans qu'il puisse y être pourvu.

Art. 8. Les dispositions des ordonnances antérieures, qui seraient contraires aux prescriptions de la présente ordonnance, sont et demeurent rapportées.

Art. 9. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grand-maitre de l'Université, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais des Tuileries, le 16 juillet 1847.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi :

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grand-maitre de l'Université,

SALVANDY.

#### NOUVELLES DIVERSES.

— Deux testaments de Mme la duchesse de Praslin ont été déposés entre les mains de M. le président du tribunal de la Seine. Ces deux testaments sont de dates différentes, l'un est de 1841, l'autre de 1846.

Dans le premier on remarque que la duchesse parle toujours de son mari dans les termes les plus affectueux. Dans le second, celui de 1846, la duchesse ne confère pas, comme on l'adit à tort, l'usufruit de tous ses biens à son mari, elle lui lègue une partie de son mobilier, et lui donne l'usufruit d'une de ses terres.

Dans ce même testament de 1846, se trouve une clause assez remarquable. La duchesse lègue ses diamants à l'un de ses fils, seulement elle demande que ces diamants soient vendus, et que le produit de cette vente soit affecté à l'achat de rentes sur l'Etat.

D'après le vœu de la testatrice, les arrérages de ces rentes ne devraient pas être employés, mais bien au contraire capitalisés pour acheter chaque année de nouvelles rentes, jusqu'au moment où le jeune de Praslin songerait à se marier.

Alors le prix originaire des diamants, ainsi augmenté par les intérêts annuels, devrait servir à l'achat des diamants destinés à la nouvelles épousée.

— On voyait dans la grande cour du Palais-de-Justice deux charrettes remplies d'un grand nombre de malles et coffres, et surmontées de matelas portant de larges laches de sang. Les coffres étaient remplis d'objets d'habillement et autres ayant servi de pièces de conviction dans des accusations d'assassinat et de vol : les matelas avaient été empreints du sang des victimes de divers meurtres.

Aucun de ces effets, dont quelques-uns, dit-on, sont des pendules, des montres d'or et d'argent et d'autres bijoux de prix, n'ayant été réclamés en temps utile par les parties intéressées, ils seront vendus aux enchères publiques, au profit du domaine de l'Etat.

— Un officier de marine qui a fait plusieurs voyages dans la Plata, vient d'être chargé de dépouiller les documents que possède sur Buenos-Ayres le département de la marine, de rédiger dans la forme de rapport un travail contenant l'étude approfondie des ressources et des moyens qu'il faudrait employer, le cas échéant, pour faire le siège de Buenos-Ayres.

— Londres, 28 août. — La gazette d'hier contient un ordre de cabinet annonçant qu'un traité a été conclu entre la Grande-Bretagne et le grand-duc de Toscane, qui accorde à la Toscane, tous les privilèges dont jouissent les Etats-Unis et le Portugal, d'après l'acte 759 de Georges III, autorisant la conclusion d'un traité de commerce avec ces deux nations.

— Par nos lettres d'Italie, nous recevons la nouvelle d'un bruit qui court à Rome de l'arrivée d'une escadre anglaise dans les eaux d'Ancône. Ce fait, quelque probable qu'il puisse être, ne doit être admis, selon nous, qu'avec une extrême réserve, les prochaines arrivées ne sauraient manquer de mieux nous éclairer à ce sujet.

Aucun mouvement n'a été opéré par les troupes autrichiennes sur la ligne du Po. Seulement le bruit s'accrédite que le gouvernement autrichien a ordonné à un nouveau corps d'armée de se porter en observation sur les frontières de Sardaigne. Divers mouvements de troupes et le langage plein d'aigreur qu'on



# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

PRINCE DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉONARDE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

La situation de l'Europe est aujourd'hui dans un état fâcheux : les bruits de guerre circulent de tous côtés. En Suisse deux partis sont en présence et les graves dissensions qui les séparent, s'envenimant de jour en jour, paraissent d'un moment à l'autre se dénouer par la force des armes. Les sept cantons catholiques ont formé une ligue, le *Sunderbund* pour repousser les décrets de la diète qui demandait le renvoi des jésuites de Lucerne, comme compromettant la liberté de la Suisse. Le *Sunderbund*, prétend que chaque canton est maître de son administration intérieure et que la confédération ne saurait à aucun titre, intervenir dans ses affaires particulières. La majorité des cantons est d'un avis opposé et a ordonné la dissolution du *Sunderbund*, sans tenir compte de cette décision, continue ses préparatifs de résistance. La guerre peut donc éclater d'un moment à l'autre, car les cantons opposés au *Sunderbund* font aussi de leur côté leurs préparatifs.

Un différend fâcheux a éclaté, il y a près de six mois entre la Grèce et la Turquie. Des propositions d'arrangement avaient été faites et l'on pouvait espérer que la bonne harmonie allait bientôt être rétablie entre les deux pays voisins. Il n'en est rien. La Porte a mis en avant de nouvelles exigences auxquelles la Grèce refuse de se soumettre. La Turquie se décide à retirer leur escadron à tous les consuls grecs : ce serait là une rupture complète des affaires qui pourrait bientôt amener la guerre. La Grèce aspirait de même à la vis des consuls turcs.

En Italie la présence des troupes autrichiennes à Ferrare continue d'exciter l'indignation des populations. L'enthousiasme public pour la résistance fait chaque jour de nouveaux progrès. Les concessions accordées à la Toscane et au duché de Lucques n'ont fait qu'accroître ces dispositions. On parle de nouvelles démonstrations très significatives du roi de Sardaigne. La population du Piémont suit le mouvement général de l'Italie, s'associe à ses joies, à ses espérances et veut se débarrasser de ces manifestations inspirées de nouvelles craintes à l'Autriche et tout fait espérer que la du moins le progrès pourra s'accomplir pacifiquement. L'opinion publique en Italie triompha de l'esprit rétrograde et violent. La cause de l'indépendance et de l'affranchissement de l'Italie fait donc chaque jour des progrès et des progrès d'autant plus assurés qu'ils sont plus pacifiques.

Malheureusement il n'en est pas de même dans les Deux-Siciles. Le roi de ce pays ne paraît pas comprendre la portée du mouvement qui agite le pays. Son gouvernement n'est pas disposé à accorder de sages concessions aux populations et à recourir aux vieux et odieux systèmes de résistance sans entraves et sans intelligence. C'est là un jeu terrible qui, aujourd'hui plus que jamais est dangereux. Aussi les dernières nouvelles annoncent-elles que la résistance fait de rapides progrès. Dans les Calabres, les Abruzzes comme en Sicile, le mouvement gagne et s'étend. Peut-être dans les nouvelles répandues à la hâte et grossies par l'imagination, y a-t-il beaucoup d'exagération, mais toujours est-il que les esprits fermentent, que des soulèvements ont eu lieu et que le gouvernement napolitain ne paraît pas disposé à prévenir par les seuls moyens efficaces, par la justice et l'équité, les concessions raisonnables, un mouvement insurrectionnel qui peut éclater d'un moment à l'autre. A Naples les fêtes s'échauffent et l'on s'attendait à un soulèvement pour le 8 septembre. Toutefois d'après les nouvelles du 9, la ville est restée paisible quoique frémissante.

En Espagne une nouvelle révolution ministérielle vient d'avoir lieu qui pourrait amener de nouveaux troubles. La direction des affaires vient d'être remise à un cabinet, qui fait des avances aux progressistes, ce cabinet dont le chef est grandement compromis sous le point de vue financier, ce cabinet hostile à la

France paraît avoir été formé sous les auspices de l'ambassadeur anglais à Madrid. Son premier acte a été le rappel d'Espartero, auquel ses honneurs, grades et titres ont été rendus. Les progressistes manquaient d'un chef, le ministre Salamanca le leur donne. Dieu veuille que de nouvelles complications ne sortent pas de cet acte de clémence conseillé à la reine par ses nombreux ministres.

On le voit, la position des Etats secondaires de l'Europe est agitée et bien des causes de guerre sont renfermées dans les agitations qui les troublent. Espérons toutefois que toutes ces difficultés pourront se dénouer pacifiquement et que la cause du progrès pacifique, des sages améliorations, de l'affranchissement de l'Italie, du triomphe de la liberté, conciliée avec l'ordre, n'auront pas à souffrir de ces principes de lutte et d'antagonisme.

En conformité de l'ordonnance royale du 14 mai 1846, les électeurs communaux de Bastia ont procédé au renouvellement triennal de la moitié du conseil municipal dont les membres sortant ont été désignés par le sort.

Les élections se sont faites par sections les 5, 7, 9, 11 et 13 de ce mois dans la grande salle de la bibliothèque communale. Elles ont offert un ensemble satisfaisant. Les anciens conseillers municipaux qui se sont présentés comme candidats ont été réélus; les nouveaux membres appelés à remplacer ceux qui n'ont pas cru devoir se mettre sur les rangs, sont des citoyens dont le caractère honorable nous est un sûr garant des bonnes intentions et du zèle qu'ils apporteront dans l'accomplissement de leur mandat.

D'après la composition du corps municipal, l'union et la concorde ne peuvent manquer de régner entre le conseil et l'administration. L'état financier et les nombreux besoins de la ville depuis longtemps en souffrance exigent une unité de vues et d'action que le civisme des bons citoyens peut seul assurer et dont on ne saurait s'écarter sans compromettre gravement l'avenir de notre cité. Cet accord nous paraît désormais certain.

Dans la section de la Place d'Armes, la presque unanimité des suffrages a été portée sur M. le maire Lazarotti et deux membres de sa famille. La haute marque de confiance que les électeurs lui ont donnée d'une manière aussi solennelle prouve que la population sait apprécier le zèle et le dévouement déployé par cet administrateur dans l'exercice des difficiles fonctions de la mairie. Elle est une récompense méritée des soins de tous les instants et de la sollicitude avec lesquels il ne cesse de veiller aux intérêts de la commune avec une activité et une énergie infatigables.

C'est envain que l'on s'est efforcé de contrarier cette manifestation de l'opinion publique : or, les efforts dirigés dans ce sens contraire n'ont servi qu'à la rendre plus éclatante et plus significative.

## ÉLECTIONS COMMUNALES DE BASTIA.

## Section de St-Jean.

MM. Andrenucci Dominique, nouveau.  
Santelli François-Marie-Nicolas, réélu.  
Sisco Pierre-André, nouveau.

## Section de St-Marie.

MM. Bonavia Vincent, nouveau.  
Montera Hyacinthe, nouveau.  
Terigi Pierre, nouveau.

## Section des Jésuites. (Bastia.)

MM. Podestà Dominique-Joseph, réélu.  
Carbuccia Horace, réélu.  
Jésuites. (Cardo).

Bigaglia François-Xavier, nouveau.  
Section de Place d'Armes.

MM. Lazarotti Antoine-Sébastien, réélu.  
Lazarotti Jean-André, réélu.

Ajaccio Sauveur, réélu.

Section de la Conception.

MM. Lota Antoine-Hyacinthe, réélu.  
Casevecchia Jacques-Félix, réélu.

Par décision de M. le ministre de l'instruction publique, M. Bouchez, inspecteur de l'académie de la Corse, est appelé aux mêmes fonctions dans l'académie de Montpellier. Il est remplacé dans notre académie par M. Duranton, professeur de mathématiques spéciales au collège royal de Clermont.

Dans la soirée du 9 septembre il y a eu à Gênes une démonstration pacifique, se rattachant à la situation générale des esprits en Italie. Neuf mille personnes, rangées en ordre ont parcouru les principales rues de la ville, qui étaient illuminées, aux cris de *Vive Pie IX*, *Vive Charles Albert*, défenseurs de l'indépendance italienne. Deux étendards précédaient, l'un celui de Pie IX, l'autre celui du roi de Sardaigne. Aucun désordre n'a eu lieu.

Le *Corriere Livornese* publie la lettre suivante, qu'on assure avoir été écrite par le roi de Sardaigne au comte Castagneto, intendant général de la liste civile.

« Je vous écris seulement ces deux mots, car j'ai beaucoup à faire.

« L'Autriche a adressé une lettre à toutes les puissances de l'Europe, dans laquelle elle déclare vouloir conserver Ferrare, croyant en avoir le droit. A mon retour de Raconigi, j'ai trouvé une foule immense devant le palais. C'était une démonstration très convenable sans cris tumultueux. Si la Providence veut que l'indépendance de l'Italie soit soutenue par la guerre, je monterai à cheval avec mes fils, je prendrai le commandement des troupes et je ferai ce que fait actuellement Schiampi contre la Russie.

« Oh! quel beau jour sera celui dans lequel on pourra crier : « Aux armes pour l'indépendance de l'Italie. » Le même journal dans un supplément, en date du 11 septembre annonce l'arrivée à Livourne du prince de Canino et du docteur Louis Masi son secrétaire. Ils étaient tous deux en habit d'uniforme de la garde nationale de Rome. Cette vue a excité un vif enthousiasme et donné lieu à de nouvelles démonstrations politiques dans lesquelles les noms de Pie IX, de Léopold II, de Charles-Albert roi de Sardaigne ont figuré comme d'ordinaire.

L'*Alba*, journal de Florence, donne la date du 13 septembre les nouvelles suivantes du royaume des Deux Siciles :

L'insurrection de Messine a été étouffée dans le sang. Quatre bateaux à vapeur de guerre commandés par le frère du roi, le prince Louis, portant des troupes de débarquement, menacèrent de bombarder la ville dont les redoutables forteresses étaient au pouvoir des troupes royales. Les insurgés ne pouvant résister se sont retirés dans les montagnes.

Le titre d'*Alter ego* a été confié par le roi au général Landi, homme très violent.

Jusqu'au 7 septembre, Palerme bien qu'en grande fermentation n'avait point encore pris les armes. Mais un bateau à vapeur qui quittait ce port, à peine en fut-il éloigné qu'il entendit une forte détonation et qu'il vit voler en l'air un fort que les insurgés venaient probablement de faire sauter.

A Reggio on avait établi un gouvernement provisoire. Mais dans la journée de samedi 5 septembre, la ville fut bombardée par deux bateaux à vapeur de guerre. C'est alors que les révoltés durent abandonner Reggio et se retirer dans les montagnes. Si l'on doit ajouter foi aux nouvelles qui arrivent ici de Naples, de Corse et Catanzano auraient arboré l'étendard de la ré-

remarque dans les réponses de l'*Observateur Autrichien*, organe de M. de Metternich, à la feuille officielle de Turin, donnant beaucoup de poids à cette nouvelle.

La *Bulacina*, journal semi-officiel de Rome, annonce comme certaine l'arrivée des dépêches du roi de Piémont. D'un autre côté, on donne comme certaine l'adhésion du roi de Naples et du grand-duc de Toscane aux protestations du Saint-Père.

Nous apprenons que le roi de Sardaigne, désirant manifester la haute estime qu'il professe pour S. E. le cardinal Ferretti et pour la conduite ferme et digne qu'il vient de montrer dans ces circonstances difficiles, vient de le décorer de la grand-croix de St-Maurice et St-Lazare. Cet acte de Charles-Albert a été vivement apprécié à Rome et a été accueilli avec la plus grande satisfaction.

— On lit dans le *Courrier de Nantes* :

« L'exécuteur des hautes œuvres de la ville de Nantes comparait hier devant le tribunal de police correctionnelle, sous la prévention d'exercice illégal de la chirurgie. Le plaignant, blessé au côté par un marteau, fut conduit par un de ses amis devant ce médecin d'un nouveau genre. Après avoir palpé le blessé, il déclara qu'il n'y avait pas de fracture, lui apporta une compresse, et l'engagea à vaquer à ses travaux.

Le malade, souffrant beaucoup plusieurs jours après, se décida à voir un médecin, qui déclara, suivant le dire du témoin, que la huitième côte était renforcée dans les intestins. Le docteur remit la côte fracturée, et le patient, après quinze ou vingt jours de souffrances, vint demander justice contre l'exécuteur. Plusieurs témoins sont entendus, et le délit est constaté.

Le défendeur produisit une pièce fort curieuse : c'est une autorisation datée de 1780, accordée au père du prévenu, à l'effet de remettre et soigner, par les moyens de son art, tous les membres cassés, endommagés et disloqués. L'avocat parla ensuite de la réputation qui pèse sur les exécuteurs et des misères auxquelles leurs enfants sont exposés.

Grâce au plaidoyer touchant de son défenseur, le tribunal condamne le prévenu à 15 fr. d'amende seulement.

— Une ordonnance royale en date du 29 août insérée au *Moniteur*, porte ce qui suit :

A l'avenir, dans le cas prévu par l'article 65 de l'ordonnance du 15 janvier 1836, les conseillers attachés aux chambres civiles qui seront appelés à siéger à la chambre criminelle seront pris parmi les conseillers derniers nommés.

A cet effet, chaque année avant le 1er septembre, le premier président désignera parmi les conseillers attachés aux chambres civiles, les quatre conseillers les derniers inscrits au tableau des réceptions, pour être appelés selon l'ordre de l'ancienneté à servir au besoin de suppléants dans la chambre criminelle pendant les vacances.

— Une autre ordonnance royale en date du 25 août dernier porte ce qui suit :

A l'avenir, les années d'étude ou de stage des aspirants au titre d'officier de santé ne seront comptées qu'à partir du jour où les jeunes gens auront accompli leur seizième année.

— Voici un fait rapporté par le *Mémorial judiciaire de la Loire* que nos lecteurs ne liront pas sans éprouver une vive émotion :

« Vendredi 13 août, à midi, une berline attelée de quatre chevaux conduits par deux postillons arrivait à toute vitesse dans notre ville. Sur la place Royale, les postillons, pour éviter un encombrement de voitures voulurent ramener leurs chevaux sur le milieu de la route. Dans ce mouvement le cheval porteur en arbalète s'abattit; le postillon qui le montait fut précipité sur le pavé, pincé par les autres chevaux, qui s'abattirent également en entraînant dans leur chute le second postillon. Deux jeunes voyageurs en habit bourgeois étaient dans la berline; ils s'élançèrent aussitôt à terre, dégageant vivement le premier postillon qui, ayant le corps engagé sous son cheval, devait être le plus maltraité, et le portèrent eux-mêmes chez M. Bastide, pharmacien sur la place, pendant que le valet de chambre, aidé des passants et des revendeuses, relevait l'autre postillon qui n'a pas eu de mal.

« Quoique graves, les nombreuses contusions qu'a reçues le postillon ne mettent pas sa vie en danger. Quand les premiers secours lui eurent été donnés sous les yeux des deux étrangers, ceux-ci se rendirent à pied à l'hôtel du Nord, où ils ont fait apporter le blessé, auprès duquel ont été appelés deux médecins.

« Une heure et demie après, ces deux Messieurs visitaient le postillon et lui remettaient 10 pièces de 20 fr., avec l'assurance que ce secours ne se bornerait pas là si son état s'aggravait.

« L'un des voyageurs, qu'on a vu si empressé à secourir le postillon, qui l'a pris dans ses bras et transporté chez un pharmacien, qui l'a fait traiter avec tant de sollicitude et que personne en ce moment-là n'a reconnu, est un jeune homme que tous les Français estiment et respectent, c'est un fils du roi. C'est le brave prince de Joinville, qui, malade lui-même, a quitté l'escadre qu'il commandait dans la Méditerranée, et rentre à Paris après avoir visité l'illustre papa Pie IX. »

## DOUANES.

Paris, le 13 août 1847.

Aux termes de l'article 53 de la loi du 21 avril 1806, l'administration pouvait recevoir en paiement des droits sur le sel s'élevant à plus de 500 fr., des obliga-

tions cautionnées payables à trois, six ou neuf mois, ce qui établissait pour le crédit une moyenne de six mois.

Une décision ministérielle du 26 août 1806 a admis ensuite les redevables de l'impôt du sel à l'acquiescer en espèces, sous le bénéfice d'un escompte de demi pour cent par mois.

L'expérience a fait connaître qu'un délai de neuf mois, sans utilité réelle pour le commerce du sel, présentait des risques pour le trésor.

L'arrêté ministériel du 9 décembre 1822, art. 7, tout en maintenant les dispositions des règlements relatives à l'escompte des droits acquittés en totalité au comptant et en numéraire, a donné, par suite, aux receveurs la faculté d'admettre, pour le montant des droits, des obligations ou traites à trois mois pour la moitié et à six mois pour l'autre moitié, en bonifiant au redevable l'escompte sur la portion du crédit qui aurait pu être portée jusqu'à neuf mois.

Ainsi, d'une part, dans toute opération pour droits créés, il y avait à la fois crédit et escompte; et, de l'autre, comme dans les cas plus ordinaires d'acquiescements au comptant et en numéraire, le trésor continuait de bonifier au commerce des sels un escompte pour l'anticipation d'un délai dont l'utilité était devenue de jour en jour plus manifeste.

L'article 7 de la loi du 8 de ce mois, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1848, et qui se trouve inséré au Bulletin des Lois n. 1410, a pour objet de faire cesser ces anomalies, de mettre la règle d'accord avec les faits, et, par une conséquence nécessaire, d'exonérer le trésor de l'escompte des trois derniers mois.

Cet article est ainsi conçu :  
« Les droits sur le sel, lorsque la somme à payer excédera 600 fr., pourront être acquittés en obligations cautionnées, moitié à trois mois, moitié à six mois. »

Cette disposition, qui ne sera exécutoire qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1848, et qui, d'ailleurs, ne doit apporter aucun changement aux règles établies pour la concession du crédit, aura pour effet d'en réduire la durée moyenne d'un quart, c'est-à-dire de six mois à quatre mois et demi.

Quant à l'escompte, dont le bénéfice a été étendu aux perceptions s'élevant au moins à 300 fr., par l'article 11 de la loi du 23 avril 1833 (circulaire n. 1381) et dont le taux a été fixé à 5 0/0 par an, par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1843, que la circulaire n. 2003 a transmis, il est actuellement bonifié pour six mois, à raison de 2 fr. 50 c. par 100 fr., soit 2 1/2 0/0.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1848, l'escompte ne sera plus, pour quatre mois et demi, terme moyen du crédit, que de 1 fr. 87 c. 1/2 par 100 fr., soit 1 7/8 0/0.

Les directeurs sont invités à donner les ordres nécessaires pour l'exécution de la présente, qu'ils devront porter à la connaissance du commerce.

Le conseiller d'Etat directeur général,  
Th. GRETERIN.

— La question de la récolte est aujourd'hui définitivement résolue. Quoiqu'elle ne soit pas terminée ou rentrée dans quelques-uns des départements du Nord, il n'est plus permis de rester à cet égard dans le doute ou l'incertitude. La Providence y a mis du sien; la récolte 1847 sera une des plus abondantes qu'on ait vues depuis longtemps, et non-seulement c'est le blé qui abonde, mais aussi les pommes de terre, les fruits de toute espèce et enfin le raisin. La vigne n'a jamais présenté un plus bel aspect. Les futaillies et la vasselle vinaire sont très recherchées. La Bourgogne aura, dit-on, une récolte double de la récolte des bonnes années ordinaires.

— M. Berryer, qui devait défendre M. Beauvallon devant la cour d'assises de la Seine, comme il le défendait devant la cour d'assise de Rouen, se trouve en ce moment assez gravement indisposé pour qu'il lui soit impossible d'accepter cette mission. C'est M. Crémieux, le défenseur de M. d'Acqueville, qui présentera aussi la défense de M. de Beauvallon.

— Voici les nouvelles publiées par le *Courrier des Etats-Unis* : ces nouvelles sont portées en Europe par le *Britannia*, arrivé à Liverpool avec les dépêches de New-York du 31 juillet, de Boston du 1<sup>er</sup> août et d'Halicax du 3 août :

New-York, 31 juillet au soir.

Nous recevons quelques détails sur les nouvelles apportées de Vera-Cruz par l'*Orléans*. Elles sont graves et intéressantes à tous égards.

Ce navire avait quitté Vera-Cruz le 14 juillet, mais, arrivé à Tampico le 15, il y apprit du colonel Yates que le colonel de Russy avait remonté la rivière à la tête de 120 hommes, pour tâcher de rejoindre les prisonniers américains récemment rendus à la liberté. Débarqué à Huejutla avec soixante mules, cet officier s'était vu entouré par 1,200 à 1,500 Mexicains et avait eu toutes les peines du monde à se soustraire à un passage vers le fleuve, sur les bords duquel il attendait des renforts.

En conséquence de cette situation, le colonel Yates ordonna à l'*Orléans* de retourner à Vera-Cruz pour demander au gouverneur Wilson quatre compagnies

d'infanterie : en attendant 150 hommes paraissent de Tampico pour aller secourir le colonel de Russy.

L'*Orléans* revint donc sur ses pas et entra à Vera-Cruz le 16. Il trouva la ville dans la plus grande agitation. Le général Pearce, qui, le 14, était en route pour Puebla avec 2,500 hommes et 150 wagons, et devait avoir atteint le Pont-National, avait rebrousse chemin et se trouvait campé à dix milles de la ville. Ce mouvement rétrograde était expliqué par le bruit qu'une force mexicaine considérable se trouvait au Pont-National et marchait sur Vera-Cruz. Au dire d'un passager, il y aurait plus : ce serait à la suite d'un complot, dont l'issue serait restée douteuse, que le général Pearce se serait replié sur Vera-Cruz. Quoi qu'il en soit, tout se préparait dans la ville pour soutenir l'attaque dont elle était menacée; les navires s'étaient ancrés au large, et le général Pearce, après avoir pris un renfort de 700 hommes, avait marché à la rencontre de l'ennemi.

Par suite de cette circonstance, l'*Orléans* ne put obtenir les troupes qu'il venait chercher; il embarqua seulement vingt-cinq soldats de marins, et remit à la mer le 18, laissant les choses dans la situation que nous venons de dire. De retour à Tampico, il apprit que le colonel de Russy avait eu à livrer plusieurs escarmouches avec un corps de 1,200 à 1,400 Mexicains avant de parvenir à faire sa jonction avec le renfort de 150 hommes expédié par le colonel Yates. Il était rentré à Tampico dans la nuit du 16, ayant eu 20 hommes tués, 10 blessés, 2 disparus, et ayant en outre perdu 20 chevaux et 60 mules.

— Ce matin, à six heures le steamboat *Niagara* parti de New-York pour son voyage quotidien à Albany; mais arrivé à la hauteur de Sing-Sing, le récipient à vapeur a fait explosion, ainsi qu'une des parois de sa chaudière, emportant le tuyau de la chambre des chauffeurs et celle du barbillon, et causant divers autres avaries au bâtiment.

## RESSEMBLANCE INFALLIBLE.

## PORTRAITS AU DAGUERRÉOTYPE

PAR J. BLANCHARD

EN QUELQUES SECONDES ET TOUJOURS A L'OMBRE.  
Rue Droite N° 10, au 4<sup>e</sup> étage,  
près la Mairie.

Prix : 3, 7, 12, 20 et 30 fr. selon la grandeur du portrait.

L'Artiste se transporte au domicile des personnes qui le désirent, et n'est que de passage en cette ville.

## PORT DE BASTIA.

## ARRIVÉES.

De la plage, 2 septembre, tartane Victoire-Louise, de 61 tx, c. Gentil, charbon.

Toulon, 3 id. bat. à vap. de l'Etat Antiope, c. Asteyrac, lieutenant de vais. en relache.

Portovecchio, 3 id. bouf St Jean Baptiste, de 22 tx, c. Coste, bois.

Livourne, 3 id. bat. à vap. Letizia, c. Lota, blé.

Propriano, 5 id. mistick S<sup>t</sup> Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, blé.

Fromm, 6 id. brick-goël, Marie-Jean, de 100 tx, c. Ewrot, bouille.

Naples, 7 id. bat. à vap. de l'Etat Pinguin, c. N... en relache sur rade.

Marseille, 8 id. paquebot Napoléon, c. de Cuers, dépêches et passagers.

Marseille, bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, diverses et passagers.

Fiumorbo, 8 id. brick-goël, Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, en lest.

Du Cap-Corse, 2 gondoles chargées de vin.

## DÉPARTS.

Marseille, 3 septembre, bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, diverses et passagers.

Marseille, 3 id. paquebot Napoléon, c. de Cuers, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

Civita-vecchia, 4 id. bat. à vap. de l'Etat Antiope, c. Asteyrac, lieutenant de vais.

Livourne, 4 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

Gênes, 8 id. bat. à vap. Llamone, c. Corelli, lieutenant de vaisseau.

À la mer, 8 id. bat. à vap. de l'Etat Pinguin, c. N... lieutenant de vaisseau.

Livourne, 8 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, passagers.

Livourne, 8 id. brick-goël, Conception, de 60 tx, c. Ersa, en lest.

Livourne, 8 id. bouf St Jean Baptiste, de 22 tx, c. Guaitella, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

## CAPSULES AU COPAHU PUR,

2 FR. 50 C. LE FLACON, AU LIEU DES 5 FR. précédemment établis à tout autre remède pour la prompte guérison des maladies secrètes. A la pharmacie B&C, 4 Paris. Dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Comp<sup>e</sup>.

(8162)



ville. Terrano dans les Abruzzes et Lecce dans la Pouille se sont aussi soulevés. A Naples on continue les arrestations. On a arrêté Domenico Mauro, Francesco Trischera, le professeur Simonetti, Carlo Poggio, Mariano d'Ayala et dix ou douze autres personnes. On a encore arrêté plusieurs officiers. Les canons de la forteresse sont chargés à mitraille, et la troupe a ordre de tirer sur le peuple à la première démonstration. Le gouvernement ne fait plus partir de troupes dans le jour, pour la Sicile, craignant que le peuple ne puisse se rendre compte de l'état des forces qui restent à Naples. Les troupes sont consignées dans leurs casernes, et pendant la nuit on les dirige sur des bateaux à vapeur contre la Sicile.

La situation du royaume de Naples est toujours très agitée. D'après des lettres publiées par le *Corriere Liornese*, Messine, Catane seraient en pleine révolte. Après avoir pillé d'abord devant les troupes, elles auraient bientôt repris courage et seraient revenues au combat. On croit que le mouvement s'est étendu jusqu'à Palerme.

A Reggio, dans la Calabre un gouvernement provisoire aurait été formé, et les révoltés auraient quitté cette ville pour exciter le même mouvement dans les environs. L'exemple de Reggio aurait été suivi par Cosenza et Catanzaro, Teramo, dans les Abruzzes, se serait également soulevé.

A Naples on croyait qu'à l'occasion de la fête de la Madonna di Pie' di Grotta, il y aurait une tentative de soulèvement. Des cartouches avaient été distribuées aux troupes qui, à cette fête, sont très nombreuses. La tranquillité n'a pas été troublée. Toutefois de nombreuses arrestations ont été faites à Naples.

On nous écrit de Livourne en date du 16 :

« En Toscane nous sommes en pleine révolution pacifique. L'année 89, à Paris, dans ses plus beaux jours n'offrait rien de plus beau et de plus sublime que la fête qui a eu lieu dimanche à Florence. Cette fête avait l'avantage, sur celle de Paris, de présenter le spectacle de la concorde et de l'union de toutes les classes. Si les Autrichiens ne nous inquiètent pas, nous donnerons au monde l'exemple unique d'une révolution à la fois politique, sociale et religieuse, accomplie par la seule force morale, sans qu'aucune tache de sang soit venue la déshonorer. Si l'Autriche nous attaque, nous ferons voir à l'Europe qu'on peut apprendre des Parisiens et des Livournais à défendre une ville au moyen des barricades, et des Espagnols le pays par des bandes de guerriers. Livourne est une des premières villes d'Italie qui puisse être attaquée, mais dans ce cas Livourne montrera qu'elle peut, comme la Hollande, appeler les eaux à son secours, et qu'en désespoir de cause elle saura être la Saragosse de l'Italie. »

#### NOUVELLES DIVERSES.

— Le *Moniteur* contient une circulaire de l'administration des douanes sur l'exécution de l'ordonnance du 12 juillet 1847, relative à l'armement des navires de commerce. Cette ordonnance a réglé ce qui concerne la fabrication, la livraison, l'embarquement et le retour des armes et munitions de guerre à l'usage des navires de commerce. La circulaire appelle l'attention du service des douanes sur les dispositions de cette ordonnance relatives à l'embarquement et au retour, dont l'exécution réclame le concours de la douane.

— M. le maréchal Sebastiani est toujours à Paris en son hôtel du faubourg St-Honoré, aussi bien portant que son âge et les douloureuses circonstances qu'il traverse peuvent permettre.

Il vient d'être nommé, dit-on, tuteur des enfants du duc de Praslin, par le conseil de famille.

On procède à l'inventaire des biens du duc et de la duchesse.

Le cercueil renfermant les restes mortels de l'infortunée duchesse de Praslin est toujours déposé dans les caveaux de l'église de la Madeleine.

— Une nouvelle importante est arrivée Paris. Abd-el-Kader a tout à fait levé le masque; il s'est emparé de la ville de Taza et marche droit sur Fez, sous les murs de laquelle il livra une bataille décisive à l'empereur Abder-Rhaman. L'audace d'Abd-el-Kader paraît avoir produit une vive sensation sur les tribus marocaines qui voient en lui une sorte de prédestiné et la fortune duquel elles sont disposées à s'associer. Nous devons nous attendre d'un moment à l'autre à des événements considérables, et l'armée française

pourrait bien être appelée à donner une suite à la bataille d'Isly.

— Un employé du ministère de la guerre, M. Delassalle, est en ce moment détenu sous l'inculpation de différents faits assez graves. Il s'agit, dit-on, de ventes de places en Algérie, et de participation dans des bénéfices résultant de concessions de fournitures. Une instruction a été commencée à ce sujet et M. Broussais, juge du tribunal de la Seine, en est chargé. Différents bruits ont couru sur les arrestations qui auraient eu lieu par suite des révélations du principal inculpé. Nous croyons pouvoir assurer qu'il est inexact, comme on l'a dit, que plus de vingt-trois personnes employées au ministère de la guerre aient été arrêtées. Aucun des employés du ministère autre que M. Delassalle, n'a été arrêté, et rien n'indique jusqu'à présent que l'instruction doive porter de ce côté.

D'après les indications fournies à la justice, des ordres avaient été transmis à Alger pour arrêter les sieurs G... et P..., signalés comme des agents de la corruption tentée sur M. Delassalle. Mais ces deux individus avaient quitté l'Algérie. On s'est mis immédiatement à leur poursuite, et tous deux viennent d'être arrêtés, l'un à Marseille, au moment où il débarquait; l'autre à Paris, où on l'a retrouvé avant-hier. Leurs papiers ont été saisis.

(Le Droit.)

ESPAGNE. — Madrid, 6 septembre. Une grande agitation règne en ce moment à Madrid. Le brusque renouveau de la crise ministérielle, la formation aussi, subite qu'imprévue du cabinet Salamanca, l'échec éprouvé par les modérés, le rappel d'Espartero et sa nomination comme capitaine-général et comme sénateur, enfin la publication de l'amnistie générale ont causé une émotion difficile à décrire. Les progressistes triomphent : leur adversaires sont plutôt indignés qu'abattus; mais chacun s'attend à des graves événements. Tel est même l'état d'opinion que le gouvernement, dont le premier soin aurait dû être, dans des circonstances aussi nouvelles, de convoquer les Cortès, ne les rassemblera au contraire que pour les dissoudre immédiatement, et encore à l'époque extrême déterminée par la constitution. C'est du moins ce qu'affirme l'Espagne qui annonce en même temps leur réunion pour la fin de décembre.

Le jour où a paru le décret d'amnistie et de rappel d'Espartero, il y a eu une tentative de manifestation dans la capitale. Quelques centaines de gamins déguillés ont entouré la reine sur le Prado et lui ont fait une ovation qui, pour tout dire, paraissait la flatter médiocrement. Quelques progressistes et dans le nombre M. Mendizabal avaient illuminé leur maison. Ce matin la *Gazette* publiait une circulaire adressée aux chefs politiques pour les engager à veiller à la tranquillité publique et à repousser tous les désordres.

— On suppose que la totalité de la population israélite répandue sur la surface du globe s'élève à six millions d'individus. Sur ce nombre, il n'y en a que deux cents mille qui jouissent de tous les droits de citoyen, à savoir : trente mille dans les Etats-Unis d'Amérique, vingt-mille en Angleterre (encore incomplètement émancipés), cinquante mille dans la Hollande, dix mille dans la Belgique et quatre-vingt-dix mille en France; tous les autres sont plus ou moins opprimés, soumis à des lois exceptionnelles plus ou moins violentes, ou considérés comme des membres à part de la grande famille humaine. (Archives Israélites.)

— La *Meurthe*, arrivée ces jours derniers de Tahiti à Brest, a porté les lettres autographes écrites au gouverneur Bruat par les chefs de Tahiti, à l'occasion de la reconnaissance du protectorat par la reine Pomaré, puis une lettre de la reine elle-même adressée au roi des Français pour lui déclarer sa soumission.

— On écrit de Trieste (Etats autrichiens), le 29 août : Le Lloyd autrichien à Trieste a pris pendant les dernières années un développement qui l'a placé en tête de tous les établissements du même genre.

Il possède vingt-cinq grands navires à vapeur, parmi lesquels il y en a dont les machines sont de la force de 250 à 300 chevaux. Ces bâtiments font des services réguliers entre Trieste et les principaux ports du Levant. Ils ont transporté, en 1846, plus de 200 mille voyageurs et des dépêches monnayées de la valeur de 50 millions de florins (130 millions de francs), sans compter les marchandises.

— Maintenant le Lloyd autrichien fait construire simultanément cinq nouveaux grands steamers spécialement destinés à augmenter le nombre des services entre Trieste et Alexandrie.

— Cet établissement possède des usines pour la fabrication de toutes sortes de machines, et dans les-

quelles on travaille plus de deux quintaux de fer par jour.

— Dans son hôtel, à Trieste, il existe un immense bazar, qui peut être regardé comme une exposition perpétuelle des plus nouvelles productions de l'industrie nationale et étrangère.

— Au centre de son hôtel, à Trieste, se trouve une vaste salle à toiture vitrée où arrive et sont déposés par jour environ deux cent cinquante journaux de tous les points du globe. Cette salle de lecture et la nombreuse bibliothèque qui y est jointe comptent treize cents abonnés. Au fur et à mesure que les journaux arrivent, un des lecteurs attachés à l'établissement monte dans une espèce de chaire placée au milieu de la salle annonce à haute voix les nouvelles les plus importantes contenues dans les nouveaux journaux. La même chose se fait pour les nouvelles particulières que l'établissement du Lloyd reçoit par la correspondance de ses nombreux agents dans le Levant et en Asie.

— Le Lloyd autrichien publie lui-même quatre ouvrages périodiques, savoir : un journal politique et commercial qui a pour titre le nom de l'établissement un journal littéraire, une feuille hebdomadaire consacrée à l'industrie manufacturière, et une revue d'économie politique. Ces écrits s'impriment tous dans l'établissement même.

— Le nombre des ouvriers employés habituellement dans les ateliers du Lloyd autrichien est d'environ huit cent, qui tous sont logés dans l'établissement. Ils ont à leur disposition une bibliothèque avec une salle de lecture, et tous les soirs on leur enseigne gratuitement la musique vocale.

— On lit dans le *Moniteur* :

Le ministre de la guerre vient de faire mettre ce qui suit à l'ordre dans tous les corps de l'armée : « Le sieur Goëcke, chef de musique au 32<sup>e</sup> de ligne, a reçu, dans la séance publique de l'académie française du 22 juillet dernier, une médaille de 1,000 fr. de la fondation Montyon, pour les actions vertueuses. Voici pour quels motifs : « — Goëcke est entré comme enfant de troupe au 5<sup>e</sup> de ligne, et s'est livré à l'étude de la musique; dès qu'il a pu obtenir quelques faibles émoluments, il les a consacrés à venir au secours de son père, de sa mère et de ses neuf frères et sœurs. Parvenu à être chef de musique au 32<sup>e</sup>, il a envoyé à son père son premier mois d'appointement, et, depuis, il n'a pas cessé de lui faire remettre chaque mois une grande partie de ce qu'il avait gagné. Lorsque son père, qui était musicien au 5<sup>e</sup> de ligne, est mort, Goëcke a appelé auprès de lui toute sa famille, qui est sans ressource et sans appui; à l'âge de 22 ans, il a pris neuf personnes à sa charge; il pourvoit à leur existence, à leurs besoins et à l'éducation de ses frères. »

— De semblables actions trouvent leur récompense dans la conscience de celui qui les accomplit; mais il importe à l'armée de les connaître et de les apprécier.

— Le ministre de la guerre est heureux d'avoir à lui signaler ce bel exemple, et de rendre publiquement au chef de musique Goëcke tout l'honneur qu'il mérite. »

— Les affaires de Suisse paraissent s'embrouiller plus que jamais. Le canton de Lucerne, au nom des cantons séparatistes, vient de jeter le gant au directeur général. Dans une note officielle, il déclare ne pas adhérer aux résolutions de l'assemblée prises dans la séance du 11 août; il refuse de désarmer, et déclare, au contraire qu'il continuera tous les préparatifs de guerre qui seront jugés nécessaires à la défense de son territoire.

Il nous paraît difficile, à moins d'une puissante intervention diplomatique, que les coups de fusil se fassent attendre longtemps.

— La baisse continue au marché aux farines. Bientôt le blé sera redescendu partout à son prix normal. Le pain sera réduit à 44 c. le kil. le 15 de ce mois. Les dépenses que la ville de Paris fait encore pour les boes de pain vont être supprimées en partie.

— Un grand nombre de jeunes gens ont écrit au noncé apostolique à Paris pour lui offrir de marcher comme volontaires au secours du pape.

— De la statistique dressée des individus arrêtés, tant dans les groupes d'oisifs et de curieux de la rue Saint-Honoré, que dans les rassemblements qui avaient récemment voulu imposer un tarif aux ébénistes du faubourg Saint-Antoine, il est résulté qu'un cinquième environ de ces individus étaient étrangers.

D'après les mesures prescrites par l'autorité, tous les étrangers qui ont été arrêtés dans les rassemblements, soit du faubourg Saint-Antoine, soit de la rue Saint-Honoré, reçoivent au moment de leur mise en liberté, par mesure administrative pour les premiers,

ou en vertu d'ordonnance de non lieu pour les seconds, un passeport avec secours de route jusqu'à la frontière; et leur est au même temps, fait mention de quitter Paris dans les vingt-quatre heures.

— On lit dans *Daily News* du 7 septembre :

« Une réunion très nombreuse de catholiques s'est tenue à Londres, à l'Institut oriental, sous la présidence du révérend John Moore; on devait s'y occuper de la récente agression de l'Autriche en Italie. Il a été adopté une résolution ainsi conçue : « Le pape Pie IX s'est concilié l'admiration et l'estime sans réserve de tous les amis de la liberté raisonnable, par la largeur de sa politique, la sagesse pratique de ses vues, et l'impulsion généreuse qu'il a su donner aux améliorations sociales et nationales. Nous croyons devoir proclamer à la face du monde nos sentiments, et devoir aider et assister le pape Pie IX par tous les moyens légitimes en notre pouvoir dans sa lutte ardue contre les ennemis du gouvernement constitutionnel. » Il a été ensuite proposé et adopté des résolutions dans le but d'ouvrir des souscriptions publiques pour cet objet. Deux personnes présentes ont déclaré que, tout en ne professant pas la religion catholique, elles seraient bien aise de s'associer à une entreprise ayant pour but de favoriser la cause de la liberté et du gouvernement constitutionnel; cette cause rencontrait des sympathies bien au-delà des protestants qu'après des catholiques; il a été décidé que la souscription ne se bornerait pas aux seuls catholiques. On a reçu aux portes de la salle les offrandes de l'assemblée. »

— La situation de grande donne à la question des récoltes dans ce pays et en Angleterre un surcroît d'importance. Aussi la presse de Londres s'en préoccupe-t-elle à bon droit. D'après le *Globe*, tous les renseignements reçus des provinces s'accordent quant à l'abondance de ces récoltes. Les orbes surtout sont magnifiques, et ce produit a une grande importance en Angleterre, par suite de l'usage qu'en font les brasseurs. Quant aux pommes de terre, la saison n'est pas encore assez avancée pour déclarer la récolte hors de danger; la maladie qui a atteint ce tubercule en 1845 ne s'est manifestée clairement qu'en octobre. Cependant il y a tout lieu d'espérer que les pommes de terre de 1847 seront également saines et en grande quantité.

Les fourrages sont aussi abondants que les autres récoltes. Enfin, il y a profusion de fruits de toute espèce.

Malgré tout ce que cette situation a de favorable, le *Globe* pense que la disette à laquelle succède cette abondance a été trop grande pour que le prix des céréales baisse autant qu'on pourrait le supposer, et il est à peu près convaincu que les blés ne descendront pas, en moyenne, en Angleterre, au dessous de 48 à 50 shillings le quarter.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« Un journal annonçait hier, et plusieurs journaux le répètent aujourd'hui, que M. le chancelier venait de transmettre au parquet toute la procédure commencée contre Mlle Delux; que cette dernière serait interrogée de nouveau aujourd'hui par le juge d'instruction, M. Broussais, qui l'avait interrogée, pour la première fois, le 19 août.

Mlle Delux n'a pas été et ne pouvait pas être interrogée aujourd'hui; M. le chancelier n'a pas transmis au parquet et n'avait pas à transmettre la procédure commencée; car M. le chancelier ne peut avoir de rapports officiels et directs avec le parquet du tribunal de première instance ou de la cour royale.

D'après les règles de la hiérarchie, M. le chancelier transmettra les pièces de l'information commencée à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, qui, par l'intermédiaire du procureur général, les fera passer au procureur du roi, sur le réquisitoire duquel l'instruction sera continuée par l'un des magistrats instructeurs.

Le temps indispensable pour faire faire des expéditions authentiques des nombreuses pièces saisies qui concernent la partie du procès restant encore à juger, les délais qu'entraîne nécessairement la transmission du dossier par les divers degrés de la hiérarchie administrative et judiciaire, expliquent suffisamment pourquoi l'information commencée n'a pas encore été remise au magistrat instructeur, qui dès lors n'a pu même annoncer l'intention de procéder à un interrogatoire ou d'entendre un témoin. »

— On lit dans une correspondance particulière d'Oran du 23 août, publiée par le *Toulonnais* :

« Les dernières nouvelles du Maroc font pressentir

que les hostilités commenceront prochainement entre les troupes d'Abder-Rhaman et celles d'Abd-el-Kader. De grands rassemblements de troupes ont lieu à Taza, et l'empereur, en route pour cette dernière ville, où se trouve déjà un de ses fils, était arrivé à Kabat. C'est ce qu'on annonçait à Tanger le 11 de ce mois. Ainsi les événements paraissent enfiévrés à la veille de se dessiner dans le Maroc.

— Abd-el-Kader fait de son côté de grands préparatifs, et, pour lui, l'issue de la lutte n'est pas douteuse. Il a de l'argent et des approvisionnements, des troupes exercées et qui lui sont entièrement dévouées et les sympathies des populations. L'émir ne s'exposera pas à se faire écraser dans une grande affaire; il sait bien que l'empereur Abder-Rhaman dirige contre lui une armée nombreuse; son intention paraît être de barcaroler les Marocains nuit et jour, de livrer de petits combats sans importance, en attendant des occasions favorables. Il faut s'attendre, écrit-on de l'extrême frontière, à quelque grande surprise.

— L'émir espère que les déflections éclairciront les rangs de l'armée marocaine.

— L'entrevue d'Abd-el-Kader avec le gouverneur de la place de Melilla était diversement interprétée à Tanger. L'explication la plus simple de ce coup de théâtre, c'est que le gouverneur de Melilla, qui a servi d'intermédiaire pour le rachat des derniers prisonniers français, a pris goût au rôle de négociateur, et tient à rester en scène.

— M. le général Lamoricière est sur le point de quitter Paris pour aller reprendre son commandement d'Oran. M. le général Bedeau retournera à Constantine.

— On écrit de Rome, le 26 août :

« Les négociations entamées depuis longtemps entre le gouvernement pontifical et celui de Russie viennent d'être terminées par un traité qui applaudit toutes les difficultés qui s'étaient élevées relativement aux intérêts du culte catholique romain dans l'empire russe et en Pologne.

— Ce traité a été signé, pour l'empereur Nicolas, par M. le comte de Bludow, qui partira incessamment pour Saint-Petersbourg, afin de le soumettre à la ratification de S. M. »

— La fille de Tschesch, le régicide prussien, condamné à mort il y a deux ans et exécuté, va publier les mémoires de son père. On y lit que, quinze jours avant sa tentative, le bourgmestre Tschesch avait été reçu par le roi en audience. A peine entré dans le cabinet, le bourgmestre disgracié se mit à genoux en demandant justice. « Ah! c'est vous! » s'écria le roi. Et, en prononçant ces paroles, Frédéric Guillaume donna un coup de pied au malheureux pétitionnaire. C'est à la suite de cette scène que Tschesch résolut d'assassiner le roi.

— On parle toujours de changements considérables dans le personnel administratif de l'Algérie. La *Semaine*, ainsi que nous désigne M. Valat, préfet des Pyrénées-Orientales, comme directeur-général des affaires civiles. Il occupera la première place après celle du gouverneur général. Les directions spéciales des affaires civiles, des travaux publics et de l'intérieur étant supprimées, MM. Prosper Fouché, Dubois et Guyot, qui remplissaient ces fonctions, sont rappelés en France.

Des directeurs, au lieu de sous-directeurs, seraient nommés à Bone, Oran et Constantine. M. Borelli, sous-préfet de Meaux, est nommé directeur à Alger. M. Chauvy, sous-préfet de Mauricie, et M. Mercier-Lacombe, auditeur au conseil d'Etat, sont nommés directeurs à Constantine et à Oran, où il n'y avait précédemment que des sous-directeurs.

Plus de cinquante employés des services actifs en Algérie sont, dit-on, déjà remplacés.

— La cour d'assises du Bas Rhin vient de condamner par contumace, à dix années de réclusion, à la surveillance de la haute police pendant toute sa vie, à l'interdiction et à la dégradation civique, le nommé Auguste Sester, ex pharmacien en chef des hospices civils de Strasbourg, ex-professeur de l'école de pharmacie de la même ville, reconnu coupable d'avoir soustrait frauduleusement une somme de 22,493 fr. 81 c. au préjudice des hospices, en supposant des fournitures fictives.

— On écrit de Trébisonde, le 15 août :

« Le choléra, qui sévit à Tiflis et à Rodout Kalé réclame ici les commissaires russes et turcs envoyés pour fixer les limites des deux puissances. »

— Un Irlandais, nommé James Roche, donne, dans un journal de Cork, des détails curieux sur la géné-

alogie du duc de Choiseul-Praslin. Un de ses ancêtres, César-Gabriel Choiseul, nommé duc et pair par son cousin Choiseul, ministre de Louis XV, avait épousé la fille du sixième vicomte de Clare, Charles O'Brien, d'une antique famille d'Irlande.

Ce vicomte de Clare s'était distingué à la bataille de Fontenoy, le 1<sup>er</sup> mars 1745, et son nom est cité dans la *Henriade* de Voltaire. Sa famille, ayant suivi la fortune de Jacques II, avait été obligée de se réfugier en France. Après la bataille de Fontenoy, en 1746, lord Clare fut nommé maréchal de France, sous le titre de comte de Thomond.

M. James Roche fait observer que lord Clare est le seul Irlandais, ou du moins le seul individu d'origine irlandaise qui ait été nommé maréchal de France, à l'exception toutefois du duc de Wellington, dont le titre de maréchal a été effacé en 1830.

Outre lord Clare et lord Wellington qui appartenaient tous les deux à l'Irlande, l'histoire mentionne aussi deux Anglais qui ont reçu le bâton de maréchal de France : 1<sup>er</sup> John Talbot, connu auparavant sous le nom de comte de Shrewsbury au 15<sup>e</sup> siècle, et 2<sup>e</sup> James Fitz-James, duc de Berwick, fils naturel de Jacques II et d'Arabella Churchill, sœur du duc de Marlborough. C'est au duc de Berwick que les Bourbons darent la couronne d'Espagne, par suite de la victoire d'Almanza, en 1707, sur les Anglais, commandés par Ravigny, lord Galway, réfugié français.

C'était une circonstance assez singulière qu'une armée française commandée par un Anglais, livrant bataille à une armée anglaise commandée par un Français.

Lord Clare a laissé deux fils qui sont morts sans postérité, et le seul représentant de la famille sans Antoine-César de Choiseul-Praslin, qui est mort en 1838, et dont le fils, Théobald de Choiseul-Praslin, vient de finir sa carrière d'une manière si horriblement célèbre.

Nous recommandons le Rob, dépuratif végétal de Boyveau, conseillé par le docteur Girardeau de St-Gervais, pour guérir sans mercure, en peu de temps, radicalement, en secret et à peu de frais, les dartres et maladies syphilitiques. Dépôt à Paris rue Richer, 6 bis et chez MM. les pharmaciens suivants : Pomonti à Bastia; Rossi à Calvi.

#### VARIÉTÉ.

##### COMMERCE GÉNÉRAL DE LA FRANCE EN 1846.

L'administration des douanes vient de publier le compte-rendu général du commerce de la France pendant l'année 1846. Nous en extrayons le résumé général qui précède les différents tableaux qui contiennent les détails de ces vastes opérations. Ce résumé est de nature à intéresser nos lecteurs.

L'ensemble des échanges de la France avec ses colonies et les puissances étrangères a porté, en 1846, sur une valeur de 2,437 millions, savoir : 1,257 millions pour l'importation; 1,180 millions pour l'exportation.

##### COMMERCE GÉNÉRAL ET COMMERCE SPÉCIAL DE FRANCE EN 1846.

Ce résultat total n'exède que de dix millions la somme du commerce extérieur de la France en 1845; comparé à la moyenne des cinq dernières années, il présente une augmentation de 195 millions ou 9 0/0.

En considérant à part chacun des deux éléments du chiffre total, on voit que l'importation n'est supérieure que de 1 0/0 à celle de l'année dernière, et que, relativement à la période quinquennale l'avantage est de 7 0/0; que l'exportation a faibli d'un peu moins de 1 0/0 au-dessus de la moyenne des cinq années antérieures.

Le commerce spécial, qui comprend les marchandises étrangères entrées dans la consommation et les produits nationaux expédiés au dehors, s'élève, importations et exportations réunies, à 1,772 millions; c'est 68 millions ou 4 0/0 de plus qu'en 1845; 182 millions ou 11 0/0 de plus que la moyenne quinquennale. La part des marchandises étrangères, admises pour la consommation dépasse de 64 millions ou 7 0/0, de 76 millions ou 9 0/0, chacun des deux termes de comparaison. La part des produits nationaux exportés excède ces termes de 1 et 14 0/0.

##### COMMERCE PAR MER ET COMMERCE PAR TERRE.

Le commerce général, dont l'importance s'élève, dans l'ensemble, comme on l'a vu, à 2,437 millions, s'est réparti, entre les deux modes d'expédition ouverts au commerce extérieur du pays, (Navigation maritime et transports par terre), de la manière suivante :

Commerce par mer..... 1,755 millions  
Commerce par terre..... 682 —

Cette proportion de 72 contre 28 0/0 entre les deux voies d'expédition est la même qu'en 1845; elle a peu varié depuis six ans.

Les importations par mer se sont accrues de 2 et 7 0/0, suivant qu'on les compare à l'année précédente ou à la moyenne quinquennale; les entrées par terre,



# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de Lézoulet, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

Un journal de Paris, le *Commerce*, assure que l'Autriche, décidée à intervenir directement, ouvertement dans les affaires d'Italie, aurait annoncé son intention d'envoyer des troupes pour occuper les duchés de Parme, Modène, Lucques et la Toscane. Cette nouvelle, si elle était fondée, serait des plus graves, car elle serait, sans doute, le signal de la guerre en Italie. Mais plus cette résolution qu'elle annonce est décisive et franche, sans cesse d'être violente et brutale, moins elle nous paraît vraisemblable. L'Autriche qui a hésité, a reculé à Ferrare, oserait-elle affronter un danger encore plus grand ? Si les sentiments de libéralisme qui, à la voix du grand pontife se sont réveillés dans les Etats de l'Eglise, ont suffi pour faire réfléchir l'Autriche, les mêmes sentiments qui ont éclaté avec non moins d'énergie, en Toscane, n'auraient-ils plus pour le cabinet de Vienne la même signification et la même portée ? La Toscane est régie par un prince d'origine allemande et appartenant à la famille impériale, mais cette parenté ne saurait être un encouragement pour l'Autriche, car Léopold II a embrassé le mouvement de la réforme avec trop d'intelligence et de spontanéité ; il a donné à la cause de la liberté trop de gages pour, nous ne dirons pas solliciter, mais même accueillir les secours de sa famille : ces secours seraient pour lui et pour la Toscane plus funestes qu'utiles. Le calme qui préside au mouvement de la Toscane est en outre trop pacifique, trop régulier pour donner naissance à une intervention armée. C'est là le grand, le noble caractère de la renaissance de l'Italie : la modération ne s'est point séparée jusqu'ici de la fermeté du côté des populations italiennes, et le bon accord qui a régné entre les peuples et les princes sont un excellent présage de l'avenir et du succès des améliorations pacifiques que l'Italie est en voie d'obtenir. Ce caractère singulier, et qui fait la force de la révolution de l'Italie a beau être méconnu par quelques esprits chagrins ou déviants, il n'en reste pas moins ce qu'il est, et c'est avec peine que nous voyons le *Journal des Débats* accueillir des correspondances pessimistes qui ne voient que des désordres là où n'existent que des démonstrations irréprochables à tous égards. Mais quoi qu'il en soit de ces jugements, ils ne changent rien à l'état de choses et l'Autriche qui a tout à perdre dans une intervention armée en Italie, avec quelque rare et quelque habileté qu'elle la dirige, l'Autriche ne voudra pas propager et étendre à toute la péninsule un mouvement qui l'inquiète pour une partie seule de ce pays.

Des désordres graves ont eu lieu même à Milan les 5 et 6 septembre. Mais ces désordres sont tout entiers du fait de la police qui, pour réprimer des démonstrations parfaitement inoffensives et qui n'avaient aucun caractère politique inquiétant, a eu recours à des violences inouïes et à des brutalités sans nom. Voudrait-on faire naître à Milan des troubles pour se donner le triste mérite de les étouffer dans le sang et effrayer ainsi, par une répression sauvage, les velléités d'émancipation qui, dans le milanais, comme dans le reste de l'Italie, peuvent naître et grandir ? Ce serait plus qu'un crime pour l'Autriche, ce serait une maladresse qui compromettrait sa domination au lieu de la maintenir.

Les nouvelles du royaume des Deux-Siciles sont loin d'être rassurantes pour le pouvoir qui, d'après des correspondances, aurait résolu de refuser toutes réformes et de ne avoir recours qu'à la violence. L'insurrection, quoique réprimée sur plusieurs points, subsistait sur plusieurs autres, et l'on craignait, à chaque instant, un soulèvement général. Nous ne savons ce qu'il faut croire des nouvelles contradictoires qui circulent ; mais ce qui ressort de ces bruits, quelque exagérés qu'on les suppose, c'est que les Deux-Siciles sont inquiètes, qu'elles veulent sortir d'une situation intolérable et que la violence n'apaisera pas ce mouvement général mécontentement.

Mgr Féréol d'Alajaccio nous communique, avec prière de la publier, la lettre suivante adressée au *Journal de la Corse*, en réponse à un article contenu dans cette feuille. Notre impartialité nous fait un devoir d'accéder à la demande qui nous est faite, mais nous regrettons vivement que des dissidences existent entre les premiers fonctionnaires du département. La bonne harmonie, nécessaire partout, est surtout indispensable dans un pays comme le nôtre, où les germes de division et de lutte ne sont que trop nombreux. Voici la lettre de Monseigneur :

Vico, le 17 septembre 1847.

A M. le rédacteur du Journal de la Corse.

Monsieur le rédacteur,

Pendant que je faisais ma tournée dans le canton de Calaceucia, on m'a donné à lire, dans le n° de votre journal du 6 septembre, les réflexions que vous avez suggérées la publication de ma dernière Lettre Pastorale.

Des les premières lignes de votre article, j'ai eu lieu de m'apercevoir, ou que vous ne m'aviez pas lu, ou que vous aviez mal saisi et mal rendu ma pensée. Trouvez bon que je la rétablisse ici dans l'intérêt de la vérité.

Vous dites d'abord que je me plains *quatrement* de l'opposition que j'ai rencontrée *surtout* de la part de M. le ministre de l'intérieur.

Ce mot *surtout* ferait supposer que j'aurais rencontré ailleurs d'autres oppositions. Or, si vous prenez la peine de lire avec attention ma Lettre Pastorale, vous y trouverez que la seule résistance qui se soit ouvertement opposée au but de mon voyage est venue de la part de M. le comte Duchetel. J'ai eu la douleur de voir que les sympathies qui se sont partout manifestées pour mon petit séminaire, à Paris comme en Corse, ont été paralysées par le mauvais vouloir d'un ministre du roi. Voilà l'opposition que j'ai rencontrée, la seule que j'ai révélée dans ma Lettre Pastorale. Si vous en sachiez d'autres ; si vous connaissiez ceux qui ont influencé M. Duchetel, le pays ne pourra que vous savoir gré de les lui signaler.

Vous dites ensuite que j'ai pris la décision de supprimer le *petit séminaire* et de renvoyer les élèves. Or, je n'ai fait ni l'un ni l'autre. Comment aurai-je pu renvoyer les élèves du petit séminaire puisqu'ils étaient déjà chez eux quand ma lettre a paru ? J'ai déclaré seulement la communauté dissoute : ce qui ne veut pas dire que j'ai supprimé le petit séminaire. La mesure que j'ai annoncée, n'a été qu'un cri de détresse jeté à tous ceux qui ont des entrailles d'homme et un cœur chrétien, afin de leur faire comprendre l'impuissance où j'étais de soutenir plus longtemps une œuvre qui m'a tant coûté et que j'affectionnais trop pour la détruire de mes propres mains, comme vous paraissiez l'insinuer. Ce cri a été entendu par la ville d'Alajaccio. Il le sera encore, j'ose le croire, par tous ceux qui ont intérêt à la réorganisation de l'établissement qui vient de s'éteindre.

Soyez persuadé, Monsieur le rédacteur, qu'il ne tiendra pas à moi que le petit séminaire ne se relève au plus tôt. Les sacrifices que je me suis imposés pour en prévenir la chute, toutes les fatigues que j'ai affrontées ; toutes les peines et les contrariétés que j'ai endurées le disent assez haut. Mais je ne me sens pas le courage de recommencer l'expérience que je viens de faire. Entre deux maux, j'ai choisi le moindre. Quelque prix que j'attache à l'existence de mes séminaires, j'aime mieux en être privé pour un temps que de les tolérer indéfiniment dans un état compromettant pour ma responsabilité. Je recomposerais la communauté de mon petit séminaire, lorsque j'aurais la certitude de pouvoir la loger sans péril pour la santé des élèves, pour la sécurité de la discipline et le progrès des études.

Mais ce ne sera point avec des chiffres ni avec des phrases que je pourrai achever le bâtiment commencé. Que n'avez-vous Monsieur le rédacteur, quelque autre

chose à m'offrir avec vos conseils ? Je les accepterais avec bien plus de gratitude, et votre patriotisme n'en serait que mieux applaudi de la Corse entière.

On nous assure, dites-vous, que déjà le conseil municipal d'Alajaccio a offert une nouvelle somme de 22,000 fr. à la condition que le petit séminaire ne serait pas fermé. Cette proposition, ajoutez-vous, n'a pas été acceptée.

Ainsi, d'après vous, voilà un secours qui me serait accordé d'une main et retiré de l'autre. Pensez-vous, Monsieur le rédacteur, qu'avec de telles offres nous puissions jamais atteindre le but qui fait l'objet de vos vœux aussi bien que des miens ? Si l'état était vrai, comme vous le dites, que le conseil municipal eût mis à son vote la condition rigoureuse que le petit séminaire ne serait pas fermé, il faudrait pour que cet offre ne fût pas dérisoire, ou que le petit séminaire pût être achevé avec le secours de 22,000 fr. ou que ce secours me garantisse les sommes qui doivent le compléter.

J'ignore au reste quelle a été la délibération du conseil municipal à laquelle vous faites allusion. Je n'ai reçu encore à cet égard aucune communication officielle. Tout ce que je sais c'est que la bonne volonté du conseil municipal n'a pas été toujours suivie de son effet. Il avait voté dans le principe 95,000 fr. qui furent réduits ensuite à 50,000 ; et ce dernier chiffre même, quoique approuvé depuis plus de sept ans par l'autorité supérieure, n'a été jusqu'ici réalisé qu'à moitié. Cependant, fondé sur ce crédit, j'ai contracté un emprunt dont je suis obligé de payer les intérêts, et que je n'ai pu solder, faute par la ville de remplir son engagement.

Mais, dites-vous encore, le clergé s'est engagé à verser une nouvelle souscription.

Vous avez apparemment par devers vous, Monsieur le rédacteur, la preuve de cet engagement. Vous m'obligeriez beaucoup en me la communiquant. Car bien que je ne mette pas en doute le dévouement et la générosité dont mon clergé m'a donné d'éclatants témoignages, je n'ai pas encore vu de sa part cette nouvelle manifestation générale dont vous semblez avoir déjà reçu le gage.

Vous doubleriez vos titres à ma reconnaissance, en me faisant connaître également le nom des particuliers, qui, d'après vos assertions, ont proposé de faire l'avance de tous les fonds nécessaires pour l'achèvement de l'édifice.

Si vous pouviez répondre à mon désir et justifier complètement mon attente, je confesserais alors volontiers avec vous qu'en présence de telle facilité, si le séminaire restait dissout, il faudrait croire que des considérations autres que le défaut d'argent engageaient l'évêque d'Alajaccio à persister dans sa détermination.

Jusqu'à là vous me permettez de ne pas m'aventurer sur votre parole au risque de m'élever qu'un édifice en l'air. Vous me pardonnerez de ne pas me payer de toutes les promesses que vous me prodiguez avec une facilité propre à éveiller ma défiance. Tout est aplani selon vous. Tous les vents conspirent pour me pousser en un clin d'œil au port. Vous voyez non seulement la ville d'Alajaccio, le clergé du diocèse et les particuliers rivaliser d'empressement pour me secourir, mais encore le conseil général lui-même renouvelle son vote de l'année dernière ; vous voyez ce vote accueilli cette fois par le gouvernement et sanctionné par les chambres. Malheureusement, la marche des affaires n'est pas aussi rapide que votre pensée.

Je ne doute pas plus que vous des bonnes dispositions du conseil général de la Corse. Je serais ingrat si je les mettais en questions. Mais les essais que j'ai faits auprès de ceux qui contrôlent ses actes m'ont appris à ne pas trop compter sur leur bienveillant concours. Je n'ai pas oublié mes déceptions de 1841, de 1842 et 1843, sans parler de celle de 1847 qui les a couronnées.

Ce qui m'a surtout douloureusement surpris dans

Les exportations de 1845, sont pareillement supérieures de 7 o/o au chiffre moyen des cinq années antérieures.

La valeur des exportations par mer est restée stationnaire d'une année à l'autre ; elle est de 12 o/o supérieure à la moyenne quinquennale ; les expéditions par terre sont de 2 o/o au-dessous de celle de 1845, de 8 o/o au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

La proportion entre les deux modes de transport est de 71 contre 29 o/o à l'importation ; de 73 contre 27 o/o à l'exportation.

## COMMERCE PAR MER.

On a vu plus haut que la valeur totale des marchandises importées et exportées par mer s'est élevée à la somme de 1,755 millions.

Dans ce résultat, la part du pavillon national a été de 829 millions, ou 47 o/o ; celle du pavillon étranger, de 926 millions, ou 53 o/o. Un avantage de 3 o/o sur l'année comparée, de 15 o/o sur la moyenne quinquennale, est acquis à notre marine ; la marine étrangère a perdu moins de 1 o/o relativement à 1845, tout en conservant une avance de 4 o/o sur le second terme de comparaison.

Dans la valeur de 829 millions, qui forme la part du pavillon national, la navigation réservée entre pour 285 millions ; la navigation faite concurremment avec l'étranger, pour 544 millions. C'est sur celle-ci que porte l'augmentation obtenue.

Bien que l'ensemble des transports exclusivement dévolus à nos navires ait égalé les résultats de l'année précédente, des variations se sont produites dans les éléments divers de cette branche spéciale de navigation. C'est ainsi qu'on remarque une diminution de 9 o/o à l'égard des échanges entre la métropole et nos colonies de Bourbon et des Antilles, tandis que dans les Antilles, tandis que dans nos relations avec les autres possessions françaises situées hors d'Europe, l'Algérie notamment, il y a augmentation de 7 o/o. D'un autre côté, la grande pêche présente un accroissement de 11 o/o.

## PAYS DE PROVENANCE ET DE DESTINATION.

Parmi les puissances qui ont entretenu avec la France les relations commerciales les plus importantes, on citera, classées dans l'ordre de la valeur des échanges, les Etats-Unis, l'Angleterre, la Suisse, les Etats-Sardes, la Belgique, l'Association commerciale allemande, l'Espagne, la Russie, la Turquie et les Deux-Siciles. Les valeurs échangées avec ces pays représentent 70 o/o de l'ensemble du mouvement commercial.

Des diminutions de 4 à 3 o/o, sur les résultats de l'année précédente, atteignent nos rapports généraux avec les Etats-Unis, l'Angleterre, la Suisse et l'Association allemande. Pour la Belgique, les Pays-Bas et l'Egypte, la diminution est de 10, 16 et 20 o/o.

Le mouvement commercial tend à s'accroître avec la généralité des autres puissances, entre autres avec les Etats sardes, l'Espagne, la Russie, les Deux-Siciles, l'Autriche, la côte occidentale d'Afrique et la Suède.

De nos colonies, l'Algérie, le Sénégal, les possessions françaises dans l'Inde et Cayenne, présentent un mouvement ascendant de 7, 4, 17 et 10 o/o ; pour la Martinique, la Guadeloupe et Bourbon, les résultats de l'ensemble des échanges sont de 4, 15 et 9 o/o inférieurs à ceux de 1845.

## PAYS DE PROVENANCES.

Il a été importé des Etats-Unis pour une valeur de 174 millions dont 141 millions portent sur les marchandises mises en consommation. Le commerce spécial a faiblement dépassé, pour cette puissance, le chiffre de l'année dernière ; le commerce général lui est inférieur de 11 o/o.

Vient ensuite la Belgique pour 125 millions au commerce général, et 102 millions au commerce spécial : c'est une diminution de 8 et 13 o/o relativement aux importations qu'elle a opérées l'année précédente.

Du quatrième rang qu'ils occupent dans les importations générales, où ils figurent pour 117 millions, avec accroissement de 31 o/o d'une année à l'autre, les Etats sardes sont rangés au second rang quant aux produits acquis pour la consommation ; la valeur de ceux-ci a atteint la somme de 108 millions, soit 58 o/o de plus qu'en 1845.

La Suisse nous a envoyé, de même que l'année dernière, pour 104 millions de marchandises, sur lesquelles la consommation intérieure en a pris pour 29 millions : c'est un progrès de 11 o/o.

Une augmentation de 2 o/o se remarque dans les importations générales provenant de l'Association allemande : 75 au lieu de 74 millions. Il y a parité dans la valeur des produits de cette origine consommés ; elle s'élève à 40 millions.

Pour la Russie, la Turquie et l'Espagne, on a constaté, au commerce général, des accroissements de 16, 3 et 8 o/o, qui, pour le commerce spécial, s'élèvent à 48, 18 et 13 o/o.

Si l'on en excepte l'Egypte, les Etats Barbaresques, Rio de la Plata et l'Uruguay, les Indes hollandaises et la Grèce, dont les envois à destination de la France ont faibli, il y a un progrès général à l'égard des autres puissances.

Avec nos colonies de Bourbon, la Guadeloupe et la Martinique, la valeur des marchandises reçues offre, par comparaison avec 1845, des diminutions de 19, 25 et 21 o/o, qui se reproduisent dans les termes de 18, 18 et 6 o/o, en ce qui concerne les mises en consommation.

## PAYS DE DESTINATION.

Nos exportations à destination des Etats-Unis sont évaluées à 150 millions, soit 7 millions ou 5 o/o de plus qu'en 1845. Dans cette somme, les produits nationaux comptent pour 100 millions ; c'est une augmentation de 4 o/o.

Il a été expédié pour l'Angleterre, en marchandises de toute origine, pour une valeur de 147 millions, au lieu de 145 millions, chiffre de 1845. L'exportation spéciale s'est élevée à 113 millions 3 o/o de plus que dans l'année comparée.

Les envois à destination de l'Algérie se développent constamment ; ils se sont accrus de 9 o/o ; 107 millions au lieu de 99 au commerce général, de 6 pour o/o, 95 millions au lieu de 89 en ce qui concerne les produits de notre sol et de notre industrie.

Les exportations pour la Suisse ont faibli de 6 o/o au commerce général, de 3 o/o au commerce spécial. L'exportation de nos produits a eu plus d'activité avec l'Espagne, l'Association allemande, les Etats sardes, la Russie, les Deux-Siciles, l'Egypte, l'Italie, la Nouvelle-Grenade et Venezuela.

Elle a été moins active, au contraire, avec la Belgique, les Pays-Bas, la Turquie, l'Autriche et le Portugal, puissances à l'égard desquelles on a constaté des réductions de 16, 31, 13, 20 et 21 o/o ; avec le Chili, le Mexique, la Pérou, Rio de la Plata et l'Uruguay, la Grèce, la Norvège et le Mecklenbourg-Schwerin.

A l'exception de la Guadeloupe, il y a progrès dans nos exportations à destination des colonies françaises. (Nouvellette.)

(La suite au prochain numéro.)

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Nous nous empressons de porter à la connaissance de nos concitoyens, un arrêté de M. le maire de Bastia, en date de ce jour, portant que le cimetière de la ville, sera provisoirement transféré au lieu dit *Paratojo*, territoire de la commune, à partir du 1er octobre prochain, nous réservant de publier un article, sur ce sujet, dans notre premier numéro.

Nous Maire de la ville de Bastia, chevalier de l'Ordre royal de la légion d'honneur.

Attendu que la suppression du cimetière actuel de la commune a été prononcée par l'autorité supérieure administrative du département :

Vu : 1° la dépêche que M. le ministre de l'intérieur publie adressée à son collègue de l'intérieur laquelle est renfermée dans celle de M. le sous-préfet de Bastia à la date du 13 août échu ;

2° La lettre que M. le préfet de la Corse a écrite le 18 du même mois transmise à la mairie le 21 ;

3° Le rapport dressé le 18 août par une commission de médecins nommé ad hoc par l'autorité locale ;

Tous ces documents constatant l'urgence qu'il y a de transférer le cimetière de la commune dans un endroit plus éloigné de la ville, et en dehors du voisinage du collège royal ;

Vu le décret du 23 prairial an XII, 12 juin 1804.

Vu enfin les diverses délibérations du conseil municipal et notamment celle intervenue le 8 septembre courant, portant qu'attendu l'urgence, la ville fera acquisition de l'immeuble appartenant à MM. les frères Santelli, situé à *Paratojo*, territoire de Bastia, pour servir de lieu de sépulture provisoire ;

## ARRÊTÉS :

Article 1er A dater du 1er octobre prochain, les morts seront enterrés dans l'immeuble de MM. Santelli frères sis à *Paratojo* jusqu'à ce que la ville n'ait pourvu à l'établissement d'un cimetière définitif ;

Art. 2. A compter de la même époque toute inhumation est absolument interdite dans l'ancien cimetière ;

Art. 3. M. le commissaire de police est chargé de l'exécution du présent ; expédition en sera adressée à M. le préfet de la Corse, et il en sera envoyé copie à MM. les curés de la ville.

Fait à la mairie de Bastia, le 16 septembre 1847.

Le maire,

LAZZAROTTI.

## VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE.

Maitre Vincent Cagnani, avoué au tribunal civil de Bastia, demeurant en la dite ville rue droite et celui constitué pour les sieurs François Copello commis et Barthélémy Fléchelle propriétaires tous les deux domiciliés et demeurant à Marseille, cointéressés.

Fait savoir que le samedi 23 octobre prochain à

## MAGNÉSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

2 Fr. 50 C. LE FLACON, absorbe les acides, facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Comp.

une heure de même, à l'audience publique du tribunal civil de Bastia, au Palais de Justice et devant des missionnaires, il sera procédé à l'adjudication des immeubles ci-après lesquels ont été saisis à la requête desdits Messieurs Copello et Fléchelle par procès verbal de Chersia huissier du trente juin dernier enregistré ; sur les sieurs : 1° Jean Marie Paoli pharmacien. 2° Jacques François Paoli prêtre. 3° Pierre Mari en sa qualité de tuteur d'Antoinette sa fille mineure. 4° Sébastienne Mari, femme Vinciguerra. 5° Antoine Vinciguerra en sa qualité de mari, tous propriétaires, les deux premiers comme débiteurs solidaires et tous comme héritiers, soit directs, soit par représentation, de feu Marie Franzini veuve Paoli, leur mère et aïeule, demeurans les trois premiers à Porta, et les conjoints Vinciguerra à Ficaja. Le dit procès verbal a été visé le même jour par MM. les maires de Porta et de Quercitello, et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Bastia le vingt-trois juillet suivant. vol. 4 N° 48 et 49.

Les immeubles à vendre sont : 1° Une maison sise Al Piano, quartier dell'Oro dans la Commune de Porta arrondissement de Bastia, élevée de deux étages sur rez-de-chaussée, percée au dit rez-de-chaussée de deux portes de magasin, caves, écuries, confrontant à l'Est le terrain à bâtir ci-après désigné, au midi les héritiers d'Antoine-Paul Paoli, au couchant les mêmes, et au Nord une rue ; cette maison est habitée par le sieur Jean Marie Paoli, et n'a pas de numéro.

2° Une autre maison sise dans la commune à Porta, arrondissement de Bastia séparée de la précédente par une rue ou soit chemin, située Al Piano quartier dell'Oro élevée d'un étage avec mansardes confrontant au levant les héritiers d'Antoine Paoli, au midi maison de Jean Baptiste Casabianca au couchant une place publique, au Nord une rue ; cette maison est occupée par la veuve Ciavatti et n'a pas de numéro.

3° Un terrain ou emplacement à bâtir, attenant à la maison désignée à l'article premier, confrontant au levant le jardin ci-après désigné, au midi les héritiers d'Antoine-Paul Paoli, au Nord une rue ; il n'est pas affermé et a une contenance de 52 mètres 50 centimètres environ de superficie.

4° Un jardin complanté à arbres fruitiers situé comme le terrain décrit à l'article précédent Al Piano au quartier dell'Oro commune de Porta arrondissement de Bastia, confrontant au levant et au midi Antoine Paul Paoli, au couchant le terrain ci-dessus et au Nord un chemin ou soit rue. Le terrain n'est pas affermé et a une contenance de 558 mètres de superficie environ.

5° Un immeuble rural dénommé *Biafocata*, complanté à vigne sis dans la commune de Quercitello arrondissement de Bastia, aboutissant au nord propriété de M. Pompei, au midi une rue et au couchant propriété de Pierre Paul Pompei et de Mathieu Campana ; il a une contenance de 25 ares environ et est exploité par Jean-Marie Paoli.

La maison décrite à l'article 1er sera mise en vente et adjugée conjointement au terrain décrit à l'article 3°, en un seul lot, sur la mise à prix de . . . . . 1000.

La maison décrite à l'article 2° sera sur la mise à prix de . . . . . 800.

Le jardin décrit à l'article 4° sera sur la mise à prix de . . . . . 300.

L'immeuble décrit à l'article 5° sera sur la mise à prix de . . . . . 100.

Bastia le 15 septembre 1847.

CAGNANI, AVOCÉ.

## PAQUEBOTS A VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES. Services réguliers entre la Corse, Marseille, l'Italie et la Sardaigne, touchant à Bastia.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 24 courant à 6 h du matin, il relâchera à l'île Rousse et Calvi et il arrivera à Ajaccio le soir du même jour.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 25 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île Rousse.

Le Grant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FIANINI.



voire article, c'est qu'au milieu de toutes les doléances que vous a inspirées à bon droit la clôture d'un établissement si utile à la Corse et à la religion, vous n'avez pas trouvé un seul mot de blâme pour flétrir la main qui m'a poussé à cette dure extrémité.

Dans le but, sans doute, de justifier M. le ministre de l'intérieur, vous avez cru devoir citer le texte de la délibération du conseil général relative aux chemins vicinaux. Vous auriez pu rapporter également celle qui concerne le petit séminaire. Vos lecteurs, en les comparant, eussent été plus à même de comprendre la véritable pensée du conseil général dans l'appréciation des deux votes. Ils se seraient convaincus que les paroles que vous avez soulignées, ne pouvaient avoir trait qu'aux impositions votées pour les routes du Nebbio et de la Macinaggio. La question soulevée entre les chemins vicinaux et le petit séminaire avait été vidée trois jours auparavant par le rejet de la demande de priorité formée en faveur des chemins vicinaux. Personne ne croira que le conseil général ait voulu se mettre en contradiction avec lui-même.

Au demeurant, comme Dieu se plaît toujours à tirer le bien du mal, j'ai la confiance que le petit séminaire de la Corse ne tardera pas à se relever du coup qui l'a frappé. Il résuscitera, je l'espère, pour vivre désormais dans des conditions infiniment meilleures de durée et de prospérité, grâce aux sympathies nouvelles que lui vaudra cette nouvelle épreuve.

Je me serais dispensé de relever vos erreurs, si votre journal n'était imprimé à l'Hôtel de la Préfecture, ce qui lui donne une sorte de caractère officiel aux yeux de vos abonnés. Il vous est facile de comprendre qu'avec les occupations dont je suis surchargé, il me serait impossible de répondre à toutes les insinuations de la presse périodique dont la liberté n'a point de limites.

Veuillez bien, Monsieur le rédacteur, insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro, et recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

† X. T. RAPHAËL, Evêque d'Ajaccio.

Par ordonnance du roi est nommé conseiller à la cour royale d'Alger, M. Jordan, conseiller à la cour royale de Bastia, en remplacement de M. Tassy, décédé.

Par son arrêté du 13 de ce mois, M. le préfet de la Corse a suspendu le sieur Pietro Pierre-Paul, de ses fonctions de maire de la commune de Carpineto, pour s'être fait accompagner sur la place publique et dans une réunion du conseil de fabrique, par le nommé Pietro Jean-Ambroise, qui était sous le coup d'un mandat d'arrêt.

Par un arrêté du 7 du courant, M. le recteur de l'académie de la Corse a suspendu de leurs fonctions dix instituteurs qui les exerçaient à titre provisoire.

Cette mesure aussi sévère que sage n'a été prise qu'après un examen consciencieux des notes recueillies sur la moralité, la conduite, la capacité et le zèle de ces fonctionnaires.

M. le recteur s'est proposé d'atteindre le double but de rendre vacantes des écoles pour que la direction en soit confiée aux élèves-maîtres sortis de l'école normale et aux autres jeunes gens qui ont obtenu le brevet de capacité, et de donner un avertissement sérieux aux instituteurs qui se trouvent dans une position si précaire. Ils doivent sentir qu'il est de leur intérêt d'en sortir le plutôt possible. Qu'ils travaillent, qu'ils étudient sans relâche. L'administration a les yeux ouverts sur eux, prête à secourir de tous ses moyens ceux qui sauront se montrer dignes de sa bienveillance, et à frapper avec une juste rigueur ceux qui ne comprendront pas l'importance de la mission dont ils se sont chargés.

(Journal de la Corse).

Par décision en date du 23 août 1847, M. le ministre de l'instruction publique a autorisé M. le président des jurys médicaux du ressort de la faculté de Montpellier, à ouvrir le 18 octobre prochain, la session du jury médical.

Les aspirants au titre d'officier de santé et de pharmacien sont convoqués à Ajaccio pour le même jour.

Le 17 du courant, il est arrivé à bord du Comte de Paris un événement de peu de gravité en lui-même,

mais terrible dans ses conséquences, puisqu'il a causé la mort de trois personnes.

Voici, à cet égard, des détails dont nous pouvons garantir l'authenticité. Ce steamer, l'un des meilleurs et des mieux construits, à ce qu'on assure, parmi tous les excellents et rapides bateaux sortis des ateliers de La Ciotat de M. Benet et Comp. qui sillonnent la Méditerranée, parti le 17 courant à onze heures et demie de La Ciotat pour se rendre à Marseille, ne s'est mis en route que vers midi et demi, après que M. Barnès ingénieur eut fait exécuter quelques évolutions pour certaines expériences.

Arrivé en pleine mer, il trouva une houle des plus fortes et un vent des plus violents qui bientôt imprimèrent au bateau de telles secousses, que les deux chaudières de l'avant qui soutenaient la cheminée se brisèrent, et occasionnèrent la chute de cette même cheminée.

Personne sur le pont n'eut à souffrir de cette chute, mais les flammes ne pouvant plus trouver une issue au dehors furent refoulées avec violence dans l'intérieur de la machine et atteignirent malheureusement le second mécanicien et deux chauffeurs qui s'y trouvaient. Ces infortunés eurent le courage et la force de monter sur le pont; mais les atteintes qu'ils avaient reçues avaient été telles qu'ils succombèrent huit ou dix heures après.

Cependant le dommage matériel avait été si minime que le bateau put très facilement et en peu d'instants rentrer dans le port de La Ciotat, où il a été immédiatement réparé.

Deux ou trois jours après, il a pu reprendre la mer et se rendre à Marseille, d'où il partira mardi prochain 28 du courant pour se rendre à Bastia.

Ce malheureux événement que personne ne déplore plus que les agents de la compagnie Valéry est un de ceux qui sont inséparables de l'emploi de la vapeur, comme moyen de locomotion soit sur terre soit sur mer, et dont le magnétique yacht royal Comte d'Eu nous a offert tout récemment un exemple bien autrement cruel que celui qui vient d'arriver sur le bateau de la compagnie Valéry.

Sans la perte des trois ouvriers qui ont été les victimes de ce sinistre, il aurait passé inaperçu, car en réalité, il n'était pas de nature à mériter la moindre attention.

— On lit dans une lettre arrivée aujourd'hui de Londres, la nouvelle d'une épouvantable catastrophe. La chaudière de l'un des bateaux à vapeur qui font le service de la Tamise, au prix d'un demi-penny, a fait explosion samedi dans l'après-midi. Le nombre des passagers était, dit-on, de plus de mille. Au moment où je vous écris, dit le correspondant, on n'a pu arracher une seule victime à la mort. (Nouvelles de 18.)

La rentrée des classes du collège royal de Bastia a eu lieu le 20 septembre, ainsi que nous l'avions annoncé. La plus grande partie des élèves internes et externes ont recommencé leur cours.

Les habitants de Ferrare ont adressé une longue pétition au souverain pontife Pie IX pour provoquer l'émancipation civile des Juifs. Des manifestations semblables ont eu lieu en Toscane.

Voici la réponse du grand-duc de Toscane à la députa-tion qui lui présenta ses remerciements au nom de la Toscane, dans la fête du 12 septembre :

« Je suis né en Toscane; l'ayant quitté enfant, j'y suis revenu homme pour travailler au bonheur de mon peuple et pour accomplir tous les devoirs des princes italiens. J'ai accordé l'institution de la garde nationale pour le bien du peuple, pour me rendre au vœu de toute la population et pour fonder en Toscane une force stable, puissante, italienne. »

Le congrès agricole de Casale, composé de quatre cents personnes a adressé au roi de Sardaigne une pétition demandant l'établissement de la garde nationale. Comme on savait que le roi s'occupait de ce projet et qu'on a pensé qu'une démonstration plus significative serait inutile, on s'est abstenu de recueillir un plus grand nombre de signatures.

Le 19 soir une vive démonstration contre les ministres du duc de Lucques a eu lieu au théâtre du Lys: après le chant d'un hymne en l'honneur de Pie IX, des cris de *A bas le ministère* ont été poussés à diverses reprises.

La garde nationale de Livourne a reçu, le 22 septembre le sabre, le lendemain elle devait avoir le fusil. Elle fait des patrouilles jour et nuit. Les arrestations faites par le peuple des agents de la police intérieure

montent à cinquante. Dans le nombre de personnes arrêtées figure l'agent qui, à la santé de Livourne, signait les passeports. Il a été conduit par le peuple au milieu des rires et tout couvert de crachats sur la place et de là en prison.

D'après les dernières nouvelles de Livourne à la date du 22, quelques tentatives de troubles excités par le parti rétrograde, auraient eu lieu dans cette ville. Mais la garde nationale, organisée provisoirement, les aurait étouffées. Dans la nuit du 19 au 20 des cris de *Mort à Pie IX* et *Vivent les Autrichiens* ont été poussés par un attroupement de gens suspects. Deux jeunes gens de Livourne se sont jetés au milieu pour leur faire sentir combien ces cris étaient odieux; tous deux ont été frappés de coups de couteau. On attribue ces provocations aux agents de la basse police. Dans la nuit du 20 au 21 plusieurs patrouilles de la garde nationale ont trouvé plusieurs postes de la police abandonnés par les agents chargés de veiller à la sécurité publique. Plusieurs arrestations de gens suspects furent exécutées. Le matin le peuple en apprenant ces circonstances, fut vivement irrité et arrêta tous les agents de la police intérieure. Ils ont tous été renfermés dans la vieille forteresse.

Le 22, une proclamation a été affichée pour inviter les Livournais à rentrer dans le calme et à attendre avec confiance les résultats des promesses du grand-duc. L'organisation de la garde nationale se poursuit avec activité. M. M. J. P. Bartolomei et François Paché en ont été nommés chefs de bataillon.

A Lucques le règlement pour l'organisation de la garde nationale a été publié par le président du conseil d'Etat. L'uniforme sera celui de la garde nationale de Rome. Les officiers supérieurs seront nommés par le duc; les capitaines, lieutenants et sous-lieutenants par les compagnies.

Trois députés ont été envoyés par la ville de Gènes au roi Charles-Albert pour lui faire entendre les vœux des habitants. Ils ont été parfaitement accueillis par le comte de Villamarina, principal ministre du roi.

#### NOUVELLES DIVERSES.

— Le *Moniteur* contient une ordonnance, à la date du 11 septembre portant ce qui suit :

« Louis-Philippe, etc. »  
« Notre très cher et très aimé fils, le duc d'Aumale est nommé gouverneur de l'Algérie, en remplacement de M. le maréchal du duc d'Isly, dont la démission est acceptée. »

#### ACCIDENT ARRIVÉ À LA CHASSE AU DUC DE NEMOURS.

Dans une chasse à tir qui eut lieu, mercredi dernier, dans la forêt de Compiègne, et à laquelle assistaient les aides de camp du roi, quelques généraux et les officiers d'ordonnance du duc de Nemours, du prince de Joinville et du duc d'Aumale, le fusil d'un des chasseurs, qui se trouvait placé à quelque distance, partit au moment où le chasseur, cherchant à ajuster l'arme, et une partie de la charge atteignit le duc de Nemours. On dit que l'auteur de cet accident avait été pris d'une sorte d'indisposition nerveuse à laquelle il est sujet, et qu'il ne put retenir la direction de son arme.

Le médecin du duc de Nemours, M. Pasquier jeune qui était à la chasse, accourut près du prince, qui, après quelques minutes d'arrêt, voulut continuer la chasse. Ce ne fut, dit-on, qu'après la chasse que le docteur put examiner les traces du plomb, et qui reconnut qu'une dizaine de grains avaient atteint la tête et qu'un seul avait pénétré profondément dans la région temporale gauche.

M. le duc de Nemours ne voulut point le faire extraire de suite, pour ne pas effrayer la duchesse, à qui on a d'abord caché l'événement, et pour ne pas affliger celui dont la maladie avait failli causer un événement qui aurait eu les plus graves conséquences dans la situation actuelle de la dynastie.

Dependant le grain de plomb avait cheminé assez avant dans la chair et déterminé une lègère et presque imperceptible excoriation; mais le plomb devenait d'autant plus difficile à extraire qu'il ne se trouvait plus en face de la place par où il avait pénétré. Le médecin dut prescrire au prince un peu de repos et l'application de quelques appareils. On rapporte que le duc de Nemours n'en ressentit aucune indisposition car, dès le lendemain matin de bonne heure, il était à cheval au camp de Mouchy, et assistait à une petite guerre qui eut lieu entre les plateaux de Marigny et de Mongis.

L'extraction du plomb n'avait pas encore été opérée hier. Quoiqu'il en soit, le prince continue à présider aux mouvements des troupes.

— Le journal *l'Etoile*, qui contient à peu près les mêmes détails, ajoute les lignes suivantes :

« Le roi, la reine et Mme la duchesse de Nemours ont dû ignorer cet événement. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville furent seuls instruits. »

M. le duc de Nemours dina le soir aussi gaiement qu'à l'habitude; le lendemain matin, à huit heures, il était à cheval au camp de Mouchy et commandait les grandes manœuvres.

Le soir il y eut dîner et réception au château.

Les nouvelles de Compiègne d'hier, 10, annoncent que le prince est en parfait santé.

— Le *Moniteur* parisien annonce que Mme la duchesse d'Aumale est accouchée aujourd'hui à deux heures d'un prince, qui prendra le titre de duc de Guise.

— Le duc de Modène a fait connaître officiellement à ses sujets que l'entrée des troupes autrichiennes dans le duché devait être attendue d'un moment à l'autre.

— Les renforts autrichiens qui étaient arrivés à Trévise ont reçu l'ordre de s'approcher davantage des États pontificaux. Le général de cavalerie comte de Fiquelmont a été adjoint au feld-maréchal comte Radetzky; de Venise où il s'était rendu pour présenter ses hommages au vice-roi, il est parti pour Milan. (Gazette de Spener.)

— C'est à la fin de ce siècle que le corps de la duchesse de Praslin sera extrait des caveaux de la Madeleine pour être transporté en Corse sur le bateau à vapeur le *Pinguin*, qui a été mis à la disposition du maréchal Sébastian par le ministre de la marine.

— Voici les renseignements que donne un journal sur le projet du ministère Salamanca, en Espagne : « Il serait dit dans la nouvelle loi que si Isabelle venait à mourir sans enfant mâle, la couronne passerait à son oncle don François de Paule ou à sa descendante dans la ligne masculine à l'exclusion des filles. »

« Les choses ayant été ainsi convenues, une ouverture semi-confidencielle a été faite à M. de Broglie. Celui-ci a répondu que si ses dispositions résultaient d'une loi régulièrement rendue par les pouvoirs publics, son gouvernement n'aurait à faire aucune objection; puis il a fait observer que lors de l'abolition de la loi salique par le roi Ferdinand VII, M. le duc d'Orléans, chef de la branche cadette de la maison de France, avait cru devoir protester pour la réserve de ses droits éventuels, et qu'il serait possible que Madame la duchesse de Montpensier en fit autant. Sur ce point, il a répondu à M. de Broglie que cette démonstration serait considérée comme étant tout-à-fait sans conséquence. »

« Ce sont, ajoute le correspondant, les faits que nous venons d'exposer qui ont motivé en partie le brusque départ de M. le duc de Broglie pour Paris et provoqué les délibérations successives qui ont déjà eu lieu à Saint-Cloud et à la résidence de la reine Christine. »

« On peut ajouter que le départ de Narvaï pour l'Espagne n'était pas étranger à cet état de choses, et qu'il avait mission de combattre ces projets et d'en éliminer les conséquences. »

« On sait maintenant le peu de succès que Narvaï a obtenu dans un palais dont les avenues étaient gardées par Serrano, par Salamanca et par Bulwer. »

— Le terrible règne à Naples; il n'est pas de jour où de nouvelles victimes ne soient passées par les armes au château de Saint-Elme. C'est là que sont détenus les prisonniers politiques. La plupart de ces malheureux étaient partis de deux compagnies d'artillerie en garnison à Palerme qui ont été rappelées à Naples sous le prétexte d'un changement de résidence. De prétendues connivences avec les insurgés de la Sicile sont donc les motifs qui envoient à chaque instant quelques-uns de ces infortunés à la mort. Ce qui vient encore augmenter la consternation des Napolitains, ce sont les bruits répandus et encouragés par le gouvernement, sur l'appui que celui-ci trouverait au besoin auprès de l'escadre française ancrée dans le golfe; et malheureusement tout semble se prêter à ces fausses interprétations. En effet, par suite des troubles de la Calabre et de la Sicile, plus de vingt mille hommes de troupes de la garnison de Naples ont été expédiés sur ces divers points, et la ville ne se trouve actuellement gardée que par quelques bataillons suisses. On attribue donc la confiance du gouvernement à la présence de l'escadre de l'amiral Tréhouart.

Le gouvernement a aussi tiré parti des malencontreux articles du *Journal des Débats*, qui ont porté ici, on ne peut malheureusement se le dissimuler, le coup le plus funeste à l'influence française. Un très grand nombre d'exemplaires reproduisant ces articles ont été répandus à profusion par son ordre, et ont porté un profond découragement chez les plus modérés.

Toutes les nouvelles que je vous ai transmises par les courriers précédents sur l'état des Calabres et de la Sicile se sont pleinement confirmées; les insurgés des Calabres sont au nombre de plus de cinq mille, cela est positif, malgré les dénégations intéressées du gouvernement; ils sont commandés par les frères Roméo de San-Stefano. Un fait assez curieux s'attache à un de ces messieurs; le gouvernement l'accuse dans sa feuille officielle d'avoir dilapidé des fonds publics, tandis qu'il est au contraire avéré que ce frère Roméo est depuis longtemps créancier de l'état pour de très fortes sommes. Cette maladroite calomnie a totalement manqué son effet et excité contre le gouvernement un blâme unanime.

Le roi assis lui-même à l'embarquement des troupes, le leur prodigue toutes sortes d'encouragements. Quoique ces soldats aient été fidèles jusqu'à ce jour, il est douteux qu'ils consentent à tenir longtemps la campagne contre les insurgés; leur répulsion pour ces expéditions est visible, et il pourrait fort bien se faire qu'ils fissent cause commune avec l'insurrection, on tout au moins qu'ils voulaient garder leur neutralité.

En attendant la loi des suspects mise en exécution

par le ministre de la police, Delcarretto remplit d'antichrist toutes les familles qui sont sans cesse exposées à se voir enlever leurs proches, sans distinction d'âge. Mais toutes les odieuses mesures des conseillers impopulaires de Ferdinand ne saturent ni à briser un mouvement qui, il faut bien le reconnaître, n'est point le fait d'une conspiration organisée, mais la conséquence d'une mauvaise administration et de la misère publique.

— Rien de nouveau à Ferrare; les Autrichiens n'ont fait aucun mouvement. La ville est plus que jamais envahie par tous les malfaiteurs des Marches qui y trouvent une parfaite impunité. (Nouvelles.)

— Le *Times* publie, sous la rubrique de Valgaraise, 28 juin, les nouvelles suivantes de Taïti, jusqu'à la date du 25 mai.

« Le reine Pomaré n'a pas cessé de résider à Taïti depuis qu'elle s'est mise sous la protection des Français, au commencement de février; elle a seulement fait une ou deux excursions autour de l'île. Elle a été bien reçue par le gouverneur Bruat, qui lui a donné des appartements dans l'hôtel du gouvernement, jusqu'à ce que sa maison, toute voisine de l'hôtel du gouvernement, eût été réparée et mise en état de la recevoir. »

Le reine est traitée avec beaucoup d'égards et de respect par les officiers français et par les autres résidents. On dit qu'elle recevra 5,000 dollars par an de la France, outre le revenu qu'elle pourra tirer de ses terres ou de toute contribution sur son peuple. M. Salmon, Anglais, résident depuis longtemps à Taïti, et mari d'une des parentes de S. M., est nommé son secrétaire. On croit qu'il sera payé par les Français.

« Aussitôt après l'arrivée de la reine, il a été annoncé que toute personne désirant voir S. M., devra s'adresser vingt-quatre heures à l'avance à son secrétaire; celui-ci sert d'interprète dans les conférences de la reine avec les personnes qui ne connaissent pas la langue du pays. Telle est la seule formalité à laquelle soient assujetties les conférences de la reine, qui se promène fréquemment à Papeti, et cause librement avec les indigènes soumis résident dans les diverses parties de l'île. On regrette de les voir trop souvent s'enivrer avec du rhum d'orange. A Papeti on n'en fait point, mais ils en boivent dans d'autres parties de l'île. »

« Les autorités françaises empêchent autant que possible le débit des spiritueux et du vin aux indigènes; dernièrement deux Français ont payé une forte amende pour leur avoir vendu une seule bouteille de vin. Quelques chefs indigènes font les fonctions de constables dans l'île pour le maintien de la paix. Ils sont payés par les Français. »

« A l'époque de l'arrivée de la reine, des navires ont été envoyés dans les environs de Taïti. Ils ont ramené à Taïti les chefs de ces îles. Plusieurs restent ici. On croit que la souveraineté des deux îles principales sera bientôt placée volontairement sous le protectorat français. Le gouverneur Lavaud est arrivé le 21 mai; il a pris possession le lendemain. L'amiral Bruat part le 31 pour la France avec les plus anciens officiers. Il emmène six ou huit des fils des principaux chefs, dans le but, dit-on, de les faire élever en France. »

« Le vaisseau de Sa Majesté le *Grampus* vient de rentrer à Papeti. »

— Voici des détails sur les désordres de Milan :

« Les journaux vous auront appris qu'à Milan, à l'occasion de l'installation de notre nouvel archevêque, un mouvement populaire a nécessité l'intervention de la force publique, et qu'il y a eu suite des morts et des blessés. La seconde partie de cette nouvelle est vraie, mais la première est fautive. Il y a eu intervention de la force publique, et un grand nombre de blessés et de morts; mais aucune émeute n'a précédé cette intervention. La police ne pouvait même avoir aucune crainte de désordre. »

« Depuis le jour où l'on a chanté au théâtre et en présence de la cour un hymne à Pie IX, composé par Rossini, quelques hommes du peuple se réunissaient dans les rues le soir pour le chanter. Notre police voulut voir dans ce fait un principe de sédition, et dispersa plusieurs fois ces rassemblements. Cependant elle ne prit jamais aucune mesure décisive. »

« A l'arrivée du nouvel archevêque, le peuple crut l'occasion favorable de chanter cet hymne; tout se serait passé sans trouble. »

« Mais le 8, au moment où la place Fontana était illuminée comme en un jour de fête, et se trouvait remplie de monde, la police, prétextant qu'on voulait aussi y chanter l'hymne, et voulant y voir le germe d'une révolution, ne trouva meilleur expédient que de faire pénétrer au milieu de la foule une bande de sbires qui les frappèrent indistinctement à coups de sabre. »

« Vous pouvez vous imaginer quel désordre s'ensuivit, dans cette foule où il y avait des femmes et des enfants. Il y eut un nombre considérable de personnes tuées, blessées, foulées, écrasées. »

« On comptait le lendemain cent cinquante blessés plus ou moins grièvement, et un mort. Notre gouvernement publia dans la *Gazette* que l'individu tué avait été asphyxié, et que, malgré l'imminent péril dans lequel se trouvait l'Etat, la police (voyez quelle modération) n'avait pas fait usage d'armes à feu. (Dérision.) »

« Le lendemain, l'exaspération de tous les citoyens était à son comble, et le gouvernement, craignant quelque démonstration, mit sous les armes toute la garnison, composée de cavalerie et d'infanterie, et fit parcourir les rues par de forts détachements, avec ordre de charger le peuple à la moindre démonstration. »

« En effet, sur la *Corsica di S. Pietro*, au moment où il passait un piquet de cavalerie et un d'infanterie, un sif-

flot et quelques cris de désapprobation s'étant fait entendre, la cavalerie fit une charge et blessa grièvement quatre personnes. La foule eut à peine le temps de se réfugier dans les cafés ou dans les maisons. »

« Hier (10) la police a fait afficher un édit anonyme dans lequel, pour toute satisfaction, elle disait que ceux qui ne voulaient courir aucun danger devaient rester chez eux. Dans la soirée, des patrouilles en grand nombre continuèrent à circuler dans la ville; et sur la place Fontana il y eut encore des personnes blessées. Tous ces actes de brutalité et de sauvagerie ont été accomplis contre des gens inoffensifs et sans armes, qui n'ont eu d'autre tort que de crier : *Vive Pie IX!* » (Patrie.)

— Cette année sera témoin d'un rare et curieux phénomène astronomique, celui d'une éclipse annulaire et centrale du soleil : c'est le 7 octobre, à six heures 11 minutes du matin, qu'elle commencera; la fin de l'éclipse annulaire aura lieu à 8 heures 58 minutes.

La première impression du disque lunaire aura lieu à l'occident, à 28° de l'extrémité supérieure du diamètre vertical du soleil; les deux contacts intérieurs auront lieu à 7 heures 32 minutes et à 7 heures 38 minutes.

Le commencement de l'éclipse générale aura lieu à 6 heures 15 minutes du matin; le commencement de l'éclipse annulaire et centrale à 7 heures 32 minutes; la fin de l'éclipse annulaire et centrale à 10 heures 46 minutes, et la fin de l'éclipse générale à midi 3 minutes.

— M. Eynard publie dans les journaux une nouvelle lettre relative à son démêlé avec le gouvernement britannique, au sujet de l'offre qu'il a faite de payer à l'Angleterre 500,000 francs pour un semestre échu de l'emprunt grec.

M. Eynard déclare qu'après avoir vainement plaidé auprès de lord Palmerston la cause de la Grèce, pour obtenir que le semestre dont il s'agit une fois acquitté, il y ait suris relativement aux semestres ultérieurs, il vient d'autoriser ses banquiers à Paris, MM. Olier et Co, à payer, le 20 septembre, sa traite de 500,000 fr., émise sur lui par le gouvernement grec à l'ordre du gouvernement anglais.

— A Washington (Etats-Unis), on s'est aperçu dernièrement que depuis long-temps des lettres contenant des valeurs, et confiant à la poste, n'arrivaient pas à leurs destinations. On arrêta à Deerfield (Virginie) un employé dans les mains duquel on trouva des valeurs soustraites. Les détournements continuant cependant, il est évident désormais qu'ils étaient commis dans les bureaux de Washington.

Afin de découvrir le coupable, l'agent de la maille de Richmond mit dans les sacs une lettre contenant 25 dollars en billets marqués de manière à être reconnus. La lettre portait des timbres convenus à l'avance avec l'agent général des mailles, et il fut aisé de s'assurer qu'elle n'était pas arrivée à sa destination. Une recherche fut en conséquence opérée chez tous les employés du bureau général à Washington, et chez l'un d'eux, M. M.-T. Jones, fils d'un ancien directeur des postes, on découvrit quatre des billets détournés. Ce jeune homme, dont la famille jouit d'une estime méritée, a été mis entre les mains de la justice.

— Un petit journal de la France centrale, qui s'occupe presque exclusivement des intérêts agricoles de sa contrée, signalait il y a peu de temps, à propos de graines oléifères, un fait qui ne serait pas sans intérêt pour quelques-uns des cultivateurs ou des agronomes que les solennités de la semaine prochaine vont attirer dans nos murs. Il s'agissait d'essais, faits il y a quelques années dans la Gueldre hollandaise avec un succès complet, pour l'acclimatation du *Cornus oleaster*, qui, apporté vers l'année 1832 dans l'Europe centrale, y donne une huile fort estimée et dont le prix de revient n'est pas très élevé. Il serait à désirer que dans notre pays on songeât également à accroître nos richesses agricoles en provoquant et favorisant l'introduction des végétaux dont l'utilité est reconnue et la culture assez facile. Nous soumettons ceci aux notabilités et aux spécialistes en cette matière.

— Des expériences nombreuses viennent de prouver à un agriculteur de la Gironde que les taupes, malgré la croyance générale, sont plus utiles que nuisibles. Il assure que leur multiplication est vraiment désirable, parce que ces animaux détruisent les vers et les insectes qui font tant de mal à la végétation. Avis aux naturalistes.

— Le *Moniteur* vient de publier l'état des dons et legs faits en faveur des pauvres et des hospices de Paris acceptés pendant l'année 1846, avec les noms des testateurs et donateurs, la destination des libéralités, le montant des legs et donations en capitaux, en rentes et en objets divers.

Ces donations et legs s'élevaient, savoir :  
En capitaux, à 61,250 fr.;  
En rentes, à 365 fr.,  
Et en nu-proprieté, à 360,000 fr.



## L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr., par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

Le prince de Canino et son secrétaire le docteur L. Massi, de Rome, étaient allés à Venise pour assister au congrès scientifique. Ils entrèrent dans la ville, furent inscrits parmi les membres. Le prince de Canino fut même nommé président de la section de zoologie. Aucune démonstration populaire n'avait été faite à leur occasion. Cependant le 15 matin, un commissaire de police est venu leur intimé l'ordre, au nom du vicaire, de quitter immédiatement Venise. Ils durent se soumettre à cet ordre. Ils sont arrivés le 16 à Bologne et ont continué leur route pour Rome.

D'après le *Corriere Livornese*, du 28 septembre, le roi de Naples a écrit au Pape pour le prier d'adresser une encyclique aux évêques de la Sicile, dans le but d'engager les fidèles à ne point se servir de son nom pour exciter des troubles. Pie IX lui a répondu que ce n'était pas son nom qui excitait des troubles et occasionnait des massacres, mais le mauvais gouvernement du roi; que s'il voulait lui promettre d'accorder à ses sujets les réformes qu'ils sollicitent et une entière amnistie, il s'empresse de se rendre aux vœux du roi de Naples.

Une loi qui règle la liberté de la presse ou plutôt qui détermine à quelles conditions les journaux pourront être publiés, sous le contrôle d'une censure, a été publiée par le conseil de régence du duché de Lucques. Les noms des censeurs, appartenant au parti rétrograde, ont vivement mécontenté la population.

D'après une lettre adressée par le comte de Villamarina, premier ministre du roi Charles-Albert, au marquis Doria de Gènes, le roi, dans le cas où les États de l'Eglise seraient attaqués, est tout disposé à voler à son secours et à mettre à sa disposition toutes les ressources de ses États. Quant aux réformes politiques à introduire dans son royaume, Charles-Albert se montre animé de dispositions beaucoup moins favorables; il n'accorderait la garde nationale que dans un moment de guerre.

Le prince Neri-Corsini, gouverneur de Livourne, avait été appelé au ministère par le grand-duc. Le nouveau ministre a cherché à faire prévaloir dans le conseil ses idées de progrès et de réformes. Mais voyant que ses efforts étaient inutiles, il a donné sa démission, a quitté la Toscane et s'est rendu à Rome. Son départ a causé une vive douleur à Livourne. Le choix de son successeur, le général chevalier Sponi, homme, à ce qu'il paraît, rétrograde, d'une nullité complète, ancien commandant des gardes du corps, a causé un grand mécontentement à Livourne; les esprits sont irrités et l'on s'attendait à quelques démonstrations assez vives de l'opinion publique.

Par suite de la retraite du prince Corsini, de M. Pauer, ministre de l'intérieur, le comte L. Serristori et le marquis Cosimo Ridolfi, les ont remplacés. Ces deux derniers sont des hommes à idées libérales, progressives. Mais le premier bornerait son ambition à des réformes matérielles, et le second n'a pas dans le caractère la fermeté nécessaire pour faire prévaloir ses idées: les deux autres ministres, sont MM. Cempini et Baldasseroni. Le premier juriconsulte distingué, nage entre deux eaux et l'on ne peut guère compter sur lui; le second, d'un esprit étroit, est dévoué tout entier à la fiscalité et déteste tout ce qui peut paralyser l'arbitraire. Le ministère ainsi composé est donc loin d'offrir à la Toscane toutes les garanties qu'elle est en droit d'attendre dans la situation difficile où elle se trouve.

La présidence du *Bon-Governo* vient d'être supprimée en Toscane; on sait que sous ce nom l'on désigne l'administration de la police. La présidence a été rem-

placée par une direction générale de police placée dans les attributions du ministère de l'intérieur, cette direction est provisoire jusqu'à ce qu'il ait rédigé une nouvelle loi qui détermine d'une manière nette et précise les nouvelles attributions à accorder à la police. Cette réforme a été jugée comme excellente, mais on se plaint grandement du chef qui a été donné à cette direction, homme violent, nous écrit-on, et digne de prendre rang dans la police de Naples.

Le bruit s'est répandu en ville que les sœurs de St-Joseph, établies à Bastia, ne recevraient plus désormais des élèves externes; ce n'était là fort heureusement qu'une fausse nouvelle qui n'a aucun fondement. Nous apprenons, au contraire, par des voies très sûres, que lundi, 4 octobre, toutes les classes seront ouvertes et qu'il y aura :

1° Un pensionnat pour les élèves auxquelles les parents voudraient faire donner une éducation plus complète. Une importante amélioration aura lieu, les internes n'auront plus aucune communication avec les externes, dont elles seront entièrement séparées. Cette mesure sera très avantageuse à toutes les enfants, et facilitera aux maîtresses de l'une et de l'autre classe le moyen de donner à leurs élèves des soins plus particuliers.

2° Un premier externat pour les élèves de la classe supérieure qui y recevront la même éducation qu'à par le passé. Le prix de cet externat a baissé. Les élèves de la première classe y seront admis pour huit francs et celles de la seconde pour cinq. Il y aura de plus une autre diminution pour les élèves qui seraient deux ou trois de la même famille.

3° Un second externat dont le prix moins élevé, facilitera à beaucoup de parents le moyen d'y faire admettre leurs enfants. Le prix est fixé, nous a-t-on dit, à quatre francs pour les élèves de la première classe et à trois francs pour celles de la seconde.

4° Les classes gratuites communales où l'on donne aux enfants l'éducation qui convient à leur position sociale.

5° La classe des adultes, dite école de midi pour les jeunes personnes qui, à cause de leurs travaux domestiques, ne peuvent consacrer que quelques heures du jour à leur instruction.

6° Enfin la salle d'asile pour l'enfance qui y trouve une sollicitude toute maternelle, pendant que leurs parents vaquent en toute liberté à leurs travaux journaliers.

Nous ne pouvons que nous applaudir vivement de voir les sœurs de St-Joseph persévérer dans les soins dévoués qu'elles prodiguent aux enfants de toutes les classes de notre ville. Leur institution produit trop de bien ici pour que nous ne nous réjouissons pas de la voir se maintenir et se développer chaque année.

Le bateau à vapeur le *Comte de Paris*, construit à la Clotat dans les ateliers de MM. Benet et Comp<sup>e</sup> pour la Compagnie Valéry frères et destiné au service entre Marseille et Bastia, est arrivé hier dans notre port. Ce superbe steamer, que nous avons visité en détail, surpasse en élégance, en commodité et en confort, tout ce qu'on nous en avait dit et ce que nous nous en étions imaginés. Nous ajouterons seulement et en deux mots : qu'il est impossible, à notre avis, de faire rien de mieux en fait de paquebot destiné aux voyageurs. Quant à sa marche il suffira de dire que le bateau de l'Etat, parti de Marseille en même temps que lui, n'est arrivé que 8 heures après.

PROGRAMME pour le concours à l'obtention de l'une des bourses instituées par feu M. le docteur Sisco, en faveur de la jeunesse de la ville de Bastia.

Le maire de la ville de Bastia ;  
Vu la teneur du testament de feu M. le docteur Sisco ;

Vu la délibération prise par le conseil municipal de cette ville le 5 août 1847 :

Vu la lettre écrite écrite, le 25 septembre courant, par MM. les administrateurs royaux des pieux établissements français à Rome, chargés de l'administration de la succession Sisco ;

Fait part à ses concitoyens

Qu'en exécution des dispositions des documents sus-énoncés, le concours pour l'obtention de l'une des bourses dépendantes de la même succession, sera ouvert à l'Hôtel-de-Ville, le lundi 11 octobre prochain, en présence d'une commission déléguée par le corps municipal, à laquelle interviendront Mgr. l'évêque du diocèse, ou son fondé de pouvoirs, ainsi que MM. les curés des deux paroisses à Bastia.

Les jeunes étudiants de cette ville qui désirent participer à ce concours, pourront prendre connaissance des conditions qui leur sont imposées, au secrétariat de la mairie où elles se trouvent déposées.

Fait à Bastia, en l'Hôtel-de-Ville, le 29 septembre 1847.

LAZAROTTI.

## NOUVELLES DIVERSES.

— Le *Moniteur* publie l'ordonnance royale suivante :  
« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

« Vu la loi du 4 août 1839 ;  
« Vu le décès des maréchaux de France comte d'Erlon, comte Valée, marquis de Grouchy et du duc de Reggio ;

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :  
« Art. 1<sup>er</sup> MM. les lieutenants-généraux comte Reille (Honoré-Charles-Michel-Joseph), vicomte Dode de la Brunerie (Guillaume), sont élevés à la dignité de maréchal de France.

« Art. 2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

« Fait au Palais de St-Cloud, le 17 septembre 1847.

« LOUIS-PHILIPPE.

« Par le roi :

« Le pair de France, ministre secrétaire d'Etat de la guerre, »

« TRÉZEL, »

— Voici quelques détails sur les états de service des deux nouveaux maréchaux de France :

Honoré-Charles-Michel-Joseph Reille, grenadier en 1791 dans le 94<sup>e</sup> régiment d'infanterie, aide-de-camp de Masséna en 1794, fut nommé capitaine par Bonaparte au passage du pont de Lodi, et chef d'escadron après la bataille d'Arcole. Son brevet de lieutenant-général date de 1806, époque à laquelle il fut attaché à l'empereur comme aide-de-camp; il était, avant sa nomination au grade de maréchal, le premier lieutenant-général inscrit au tableau de l'état-major général. Le général Reille a exercé de grands commandements sous l'empire : il était gouverneur de la Navarre en 1810; en 1812, il commandait en chef le corps de l'Ebre et l'armée de Portugal. Le comte Reille est aujourd'hui âgé de 73 ans; il est comte, pair de France depuis 1819; grand-croix de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, chevalier de l'ordre de Séraphin de Suède, chevalier de la couronne de fer, commandeur de l'ordre militaire de Bavière, etc.

M. Dode de la Brunerie, lieutenant-général de 1814, sort de l'école qui donna à l'arme du génie les Marescot et les Chasseloup-Laubat, les Bazo, etc.

Il a servi comme lieutenant devant Mayence; dans l'armée aux ordres de Pichegru, en l'an III; comme capitaine à l'armée de Rhin et Moselle sous Moreau, et à l'armée d'Orient sous Bonaparte et Kléber.

Mérou le nomma chef de bataillon en l'an VIII, à Alexandrie; Napoléon le fit colonel après la bataille d'Austerlitz.

En Espagne, il commandait comme général de brigade l'armée du génie au siège de Saragosse. Il fut promu général de division en 1814.

— On lit dans le *Moniteur* :

Pendant le cours de cette année, la cherté des subsistances a été l'occasion de troubles plus ou moins graves qui ont éclaté sur plusieurs points du royaume. Partout ils ont été promptement réprimés. Une abondante récolte ayant fait cesser désormais toute crainte de nouveaux désordres, le roi a voulu étendre sa clémence sur ceux des condamnés que le malheur des temps avait fait sortir de leurs habitudes paisibles. Sur la proposition de M. le garde des sceaux, S. M. vient d'accorder la commutation, la réduction ou la remise entière de leurs peines à 451 individus qui avaient été frappés de différentes condamnations.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

ÉTUDE DE M<sup>e</sup> VINCENT GUASCO, NOTAIRE A BASTIA, rue Spinoia.

A VENDRE par adjudication volontaire au plus offrant et dernier enchérisseur le lundi 11 octobre prochain, onze heures du matin jour et heures suivants, en l'étude et par le ministère dudit notaire les biens immeubles ci-après désignés, appartenants au sieur Firpi (Antoine-Marie), propriétaire demeurant à Bastia.

1<sup>re</sup> Le cinquième étage composé de huit pièces, plus les premiers au-dessus, faisant partie d'une maison sise à Bastia, rue St-Joseph; ledit étage servant d'habitation audit sieur Firpi.

2<sup>re</sup> Le deuxième et le troisième étage de la maison contiguë à celle ci-dessus indiquée.

3<sup>re</sup> Deux chambres dans la maison Lusinchi contiguë à celle indiquée sous le n. 2 ci-dessus.

4<sup>re</sup> Deux chambres dans la maison Attelli, au lieu dit Saint-Rocuccio.

5<sup>re</sup> Un demi-étage composé de quatre pièces au dernier de la maison St-Gratien, rue St-Joseph.

6<sup>re</sup> Un grand magasin au-dessous de la boutique Aimo, du côté de Porto-Vecchio.

7<sup>re</sup> Une boutique avec un sous-escalier dépendant de la maison du sieur Louis Lusinchi, à St-Joseph.

8<sup>re</sup> Un terrain propre à bâtir, avec une grande écurie existant dans ce terrain près de l'église de St-Joseph.

9<sup>re</sup> Une autre terrain propre à bâtir à côté de la boutique Aimo à St-Joseph.

10<sup>re</sup> Deux petits étages faisant partie d'une maison sise rue Campanari.

11<sup>re</sup> Une boutique sise rue du Guadello, vis-à-vis le magasin Salicetti.

12<sup>re</sup> Une maison à la citadelle près des prisons civiles, composée de trois pièces, un grand magasin au-dessous, site et cour.

13<sup>re</sup> Un enclos contenant verger situé dans le quartier d'Agliani.

14<sup>re</sup> Une petite vigne tenant à l'enclos sus-indiqué.

15<sup>re</sup> Une petite vigne avec maisonnette située dans ledit quartier d'Agliani.

16<sup>re</sup> Une vigne avec maisonnette dans le quartier de Bassanese.

17<sup>re</sup> Une grande vigne avec pressoir à vin, écurie et chambres au-dessus, plus une maisonnette dans cette même vigne, située au lieu dit Paese-Nuovo.

18<sup>re</sup> Une propriété consistant en deux vergers d'amandiers, oliviers, vigne, maison et pailier, située audit lieu Paese-Nuovo.

19<sup>re</sup> Plusieurs morceaux de makis audit lieu.

20<sup>re</sup> Une vigne, terrain ensemencable, makis et maison avec pressoir et source d'eau, le tout faisant une seule exploitation, située dans le quartier de Suerta, au lieu dit Jatta.

21<sup>re</sup> Une vigne située à St-Joseph.

22<sup>re</sup> Une parcelle de terrain plantée à amandiers.

23<sup>re</sup> Autre parcelle de terrain à côté de la carrière du sieur Louis Lusinchi.

Tous lesdits biens sont situés à Bastia et dans son territoire.

S'adresser pour tous renseignements et pour prendre connaissance du cahier des charges audit M<sup>e</sup> Vincent Guasco, notaire.

AVIS UNIQUE.

Le maire de la ville de Bastia prévient le public, que le 30 septembre courant, à une heure de relevée, il sera procédé dans la salle de l'hospice de cette ville, en présence de la commission administrative dudit hospice à l'adjudication au rabais, par soumissions cachetées, des articles de comestibles et combustibles pour l'année 1848.

Savoir :

Pain, misé à prix à 2 cent, le kil. moins de la mercuriale.  
Vin, id. à 20 c. le litre.  
Riz, id. à 50 id.  
Pâtes, id. à 60 id.  
Œufs, id. à 6 cent la pièce.  
Biscuits, id. à 50 c. la douzaine.  
Lait, id. à 20 c. le litre.  
Fruits, id. à 15 c. le kilo.  
Poissons, id. à 15 c. le kilo.  
Sel, id. à 11 fr. le quintal métrique.

Draps, Chemises, Paillasse, Capotes, Couvertures, Toiles de matelas, Couvre-lits, misé à prix à 9 c. la pièce.

Huile à brûler, misé à prix à 1 fr. le litre.  
Bois, id. à 2 fr. 20 c. le quintal métrique.  
Charbon, à 5 fr. le quintal métrique.  
Barbe, id. à 7 fr. par mois.  
Sanguines, à 50 fr. le mille.

A. S. LAZAROTTI.

Le maire de la ville de Bastia : en exécution 1<sup>re</sup> de la délibération du conseil municipal en date du 8 septembre courant qui a voté l'acquisition d'un champ d'oliviers clos de mur appartenant à MM. les frères Santelli et situé à Paratojo pour y transférer provisoirement le cimetière de la commune; 2<sup>re</sup> de la lettre de M. le préfet de la Corse en date du 16 de ce même mois, prévient les habitants que conformément aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'ordonnance royale du 23 août 1835, le plan figuratif, ainsi que l'expertise de l'immeuble à acquérir resteront déposés à la mairie depuis le 25 septembre courant, jusqu'au 9 octobre inclusivement, afin que chacun en puisse prendre connaissance.

Qu'après cette dernière époque, c'est-à-dire du 10 au 12 octobre prochain inclusivement depuis midi jusqu'à 5 heures de relevée, M. Pierangeli, juge de paix du 2<sup>e</sup> arrondissement, recevra dans la grande salle de la mairie, les déclarations des habitants sur l'utilité ou le désavantage de l'acquisition et de l'établissement projeté.

Fait à la Mairie de Bastia, le 23 septembre 1847.

Le Maire,

A. S. LAZAROTTI.

AVIS.

Des soumissions cachetées seront reçues à la sous-intendance militaire de cette ville du 22 au 30 de ce mois pour les fournitures des denrées nécessaires à la nourriture des condamnés de l'atelier aux travaux publics pendant une année. Les personnes qui désirent concourir pour cette fourniture pourront prendre connaissance, au bureau du sous-intendant militaire à Bastia, des conditions prescrites, et du modèle de la soumission.

Bastia, le 22 septembre 1847.

Le sous-intendant militaire de 1<sup>re</sup> classe,

F. FOURNIER.

RESSEMBLANCE INFAILLIBLE.

PORTRAITS AU DAGUERRETYPE

PAR J. FLECHARD

EN QUELQUES SECONDES ET TOUJOURS A L'OMBRE.  
Rue Droite N<sup>o</sup> 10, au 4<sup>e</sup> étage, près la Mairie.

Prix : 5, 7, 12, 20 et 30 fr. selon la grandeur du portrait.

L'Artiste se transporte au domicile des personnes qui le désirent, et n'est que de passage en cette ville.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Goïfe-Juan, 9 septembre, tartane Louise-et-Victorine, de 70 tx, c. Vigone, poterie et plâtre.

Livourne, 10 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, bié.

Livourne, 16 id. brick-goëlette Assomption, de 60 tx, c. Gentil, bié et divers.

Livourne, 10 id. goëlette Assomption, de 42 tx, c. Thiers, bié et divers.

Livourne, 10 id. brick-goëlette Conception, de 53 tx, c. Lombardi, bié et divers.

Rio, 10 id. brick-goëlette Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.

Livourne, 11 id. mistik Conception, de 30 tx, c. Bonelli, bié.

Ajaccio, 12 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Civitavecchia, 12 id. gondole St-Erasme, de 13 tx, c. Nicolai, fromage et poteries.

Terra-Mozza, 12 id. brick-goëlette Assomption, de 77 tx, c. Giacelli, charbon.

Terra-Mozza, 13 id. brick-goëlette Ange-Raphaël, de 86 tx, c. Claris, charbon.

Terra-Mozza, 13 id. brick-goëlette S<sup>e</sup> Catherine, de 77 tx, c. Gianelli, charbon.

Terra-Mozza, 13 id. chebeck Belle-Catherine de 50 tx, c. Tonietti, charbon.

Metelin, 13 id. brick-goëlette Angélique, de 78 tx, c. Barthélemy, huile, en quarantaine.

Ostricone, 14 id. tartane Emile, Emilie, de 51 tx, c. Bertoni, charbon.

Livourne, 15 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, bié.

Marseille, 15 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, divers.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Marseille, 15 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant.

Gènes, 15 id. bat. à vap. Liamone, c. Coreil, lieutenant.

Livourne, 16 septembre, bombarde Assomption, de 46 tx, c. Caratini, divers.

Livourne, 17 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, divers et passagers.

Rio, 17 id. brick-goëlette Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.

De la plage, 17 id. mistik Assomption, de 29 tx, c. Alessandri, lupins.

De la plage, 17 id. mistik Miséricorde, de 44 tx, c. Gabrielli, lupins.

Civitavecchia, 17 id. tartane Victor-et-Louise, de 61 tx, c. Gentil, pozzellane.

De la plage, 17 id. tartane François-Etienne, de 35 tx, c. Guaitella, bois.

De la plage, 19 id. brick Joseph-Etienne, de 110 tx, c. Bocognani, charbon.

Constantinople, 20 id. brick Numide, de 103 tx, c. Daniel, graine de lin.

Newcastle, 20 id. brick Themistocle, de 132 tx, c. Bonnet, houille.

Portoferrato, 20 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, passagers.

Marseille, 22 id. paquebot Napoléon, c. De Cuera, lieutenant.

Marseille, 22 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, divers et passagers.

Du Cap-Corse et du littoral 5 gondoles avec vin, bois et charbon.

DÉPARTS.

Livourne, 9 septembre brick-goëlette Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, en lest.

A la plage, 9 id. brick Joseph-Etienne, de 110 tx, c. Bocognani, en lest.

Ajaccio, 10 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Marseille, 10 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, divers et passagers.



Le général Dode commandait l'armée du génie en Espagne en 1823.

Il a rempli les fonctions les plus élevées dans les colonies. En dernier lieu, il a présidé aux fortifications de Paris, dont il est le directeur-général.

M. le vicomte Dode de la Brunerie est le 10e lieutenant-général inscrit au tableau de l'état-major général. Il est pair de France depuis 1823 et grand croix de la légion d'honneur depuis 1843.

Naples, 19 septembre 1847.

Les succès des insurgés des Calabres se confirment. Chaque jour de nouvelles communes se déclarent pour le mouvement et renforcent les bandes des insurgés. Le major partie du littoral correspondant aux principales villes en insurrection s'est également déclaré en leur faveur.

Une rencontre sanglante a eu lieu entre les bandes de Roméo et les troupes royales commandées par le général Nunziante, qui a cinq bataillons sous ses ordres. La lutte a été des plus acharnées; les insurgés ont fait des prodiges de valeur. Plus de 300 soldats royaux sont restés sur le terrain, morts ou fait prisonniers. Parmi les morts, on cite un colonel et un capitaine.

De leur côté les insurgés ont eu bon nombre de tués et de prisonniers.

Après cette affaire, Roméo a fait proposer au général Nunziante l'échange des prisonniers; mais celui-ci lui a fait répondre qu'il était trop tard. Les prisonniers tombés en son pouvoir ayant été fusillés sur-le-champ. Roméo, usant de représailles a fait passer par les armes les soldats royaux faits prisonniers.

La tactique de Roméo est d'avancer toujours, en organisant l'insurrection dans toutes les contrées qu'il traverse, tout en respectant les propriétés et les personnes des citoyens. Ce sont ces marches continuelles que la feuille du gouvernement appelle une fuite devant les troupes du roi.

Le gouvernement a envoyé des colonnes mobiles dans les Calabres et dans d'autres provinces où il craint que l'insurrection ne se propage. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, le général Stratiella a pris le commandement des troupes des Calabres.

On assure que le roi a désapprouvé les exécutions ordonnées par le général Nunziante; mais celui-ci a allégué pour sa justification les ordres qui lui enjoignent de faire fusiller tout insurgé pris les armes à la main.

Il n'est bien difficile de vous mettre au courant des nouvelles de Sicile; aucune lettre ne nous parvient, et l'on ne saurait, sans se compromettre, tenter de percer le voile dont le gouvernement couvre les faits et ses actes dans ce pays. Vous devez cependant connaître l'ordre du jour du général Landi, commandant la province de Messine; il vous fera suffisamment apprécier l'état dans lequel se trouve cette malheureuse ville. (Nouvellette).

— En Toscane certaines dispositions de la loi constitutionnelle de la garde civique ont motivé quelques réclamations. Mais le grand duc a sur-le-champ manifesté l'intention de se conformer aux vœux qui lui ont été exprimés à cet égard, et il est certain que l'organisation aura lieu d'après les bases adoptées dans les Etats pontificaux.

Par le paquebot-poste le *Rhamès*, entré hier au soir dans notre port, on apprend qu'au passage de ce navire dans le phare de Messine, une canonnade était distinctement entendue dans la direction de Reggio. Ce fait a pu donner lieu à un bruit qui circulait dans notre ville sur la rentrée des insurgés dans Reggio. Il va sans dire que ces nouvelles ont été apportées par des passagers du paquebot-poste, et que nous n'en prenons nullement la responsabilité.

Les nouvelles suivantes nous sont communiquées par une personne dont nous ne pouvons suspecter la bonne foi, qui arrive directement de Barri.

Les insurgés des Calabres se sont emparés d'un fort détachement de troupes royales commandées par un colonel.

A son tour, Lecce vient de prendre part au mouvement insurrectionnel.

Rome, 7 septembre. (Voie d'Allemagne.) — Le gouvernement a déclaré au cabinet autrichien qu'il fallait que les troupes autrichiennes se retirassent de Ferrare avant que l'on négocierait sur la question de droit. On a écrit dans ce sens dans les derniers jours du mois d'août, mais le cabinet de Vienne ne paraît pas disposé à accepter cette proposition.

— On assure que M. le maréchal Bugeaud vient de

recevoir, par le télégraphe, l'ordre de partir pour l'Algérie, afin de prendre le commandement de l'armée expéditionnaire qui se rend au secours de l'empereur du Maroc. Cette armée se composera, dit-on, de 19,000 hommes. Le maréchal en avait 3,000 à l'isthme.

— On lit dans le *Morning-Post* :

« On nous confirme la nouvelle que le très-révérend docteur Wiseman va remplir immédiatement les importantes fonctions de vicaire catholique apostolique de Londres; cet arrangement ne sera que provisoire, et précédera des mesures d'une nature plus permanente qui sont soumises à l'examen du Saint-Siège. On dit aussi, mais avec moins d'assurance, que le très-révérend prélat est porteur de communications du Saint-Siège au gouvernement anglais relatives aux questions politiques actuelles. Dans tous les cas, la nomination du docteur Wiseman au vicariat de Londres peut être regardée comme un événement intéressant et important.

— Mme la duchesse d'Angoulême vient de faire élever un tombeau à Cléry, le fidèle serviteur de Louis XVI, au cimetière de Hietzing, village près de Schœnbrunn, en Autriche. C'est elle-même qui a dirigé les travaux.

— Quand on parle à la reine d'Espagne des dangers qui pourraient menacer la royauté, elle en rit :

« Occupez-vous du pays et de vous tous, Messieurs, leur dit-elle; quant à moi, je ne tiens pas à être reine ni à gouverner. A nous autres roi, il ne nous manque jamais le nécessaire pour vivre modestement pour faire quelques heureux. Pensez à ce que vous avez à entreprendre pour ma chère Espagne après mon règne; car il ne sera pas long, j'en ai le pressentiment. »

AUTRICHE. — Vienne, 12 septembre. — Aujourd'hui le duc de Modène est arrivé ici de cette ville. L'ambassadeur sarda a travaillé mercredi avec le prince de Metternich. Avant hier un courrier de cabinet a été envoyé à M. d'Appony, à Paris.

(Gazette des Postes de Francfort.)

ALLEMAGNE. — Francfort-S.-M., 12 septembre. — La Diète germanique s'est occupée des affaires de la presse d'Allemagne. Le comte Manich Bellinghausen a fait le rapport. Le projet présenté par la Prusse a été rejeté. Ce résultat est dû aux voix de l'Autriche, du Hanovre et de la Hesse électorale. On ne s'est pas encore occupé de la proposition d'abandonner le règlement de la presse à chaque Etat de la Confédération.

— Un fait assez curieux pour les mœurs arabes s'est passé dernièrement à Mostaganem (province d'Oran).

Le premier jour de ce long et pénible jeûne, que les Arabes appellent ramadan, un marocain, musulman fidèle, travailla et s'abstint de toute espèce de nourriture; mais la faim le soif, aiguillonnées par un travail physique de douze heures, le mirent dans un tel état d'appétit qu'il devora, après le coup de canon du soir, cent trente figes de Barbarie assaisonnées de plaisantes gaudes. Le lendemain il mourut d'une congestion sanguine.

Un de ses camarades, peu désireux d'un aussi bel exemple, commença à moins travailler que les jours précédents. Le propriétaire, intéressé, le réprimanda sur sa paresse, et le menaça de le mettre à la porte du chantier. Le marocain, tout en disant pour se défendre qu'il ne voulait pas être mort comme l'autre, lui demanda brusquement si les romis avaient un ramadan. Le propriétaire, voyant le parti qu'il pourrait tirer d'une réponse faite à propos, lui tint ce langage : « Les romis ont un ramadan comme toi; mais quand il faut qu'un chrétien travaille comme toi pour manger, il va trouver le marabout de sa tribu, auquel il explique qu'il ne peut travailler sans manger. Alors le marabout lui ordonne de travailler beef, et lui demande un dourou ou un franc, suivant ses moyens, pour la nourriture des vieillards, des blessés, etc. »

Notre Mahomet, enchanté de cette explication de sa religion, s'écria qu'il donnera un dourou, que les Français sont bons, et que désormais il veut faire et vivre comme eux. Quelques fanatiques de ses camarades s'empressèrent d'aller raconter au cadi le scandale causé par Mahomet et ses dispositions hostiles à l'islam.

Appelé devant le cadi, qui lui reprocha son peu de foi en le menaçant, il lui raconta la mort de son camarade et la religion des romis. Le cadi, furieux, lui ordonna de se rendre dans son prétoire pour y recevoir cinquante coups de bâton. A cet ordre, le marocain courut prendre l'entrepreneur par le bras, l'amena avec lui près du cadi, et dit : « Cinquante coups de bâton, machach! Moi travaille pour Français, Français paient et font vivre moi; si toi veux donner coups de bâton, moi tout de suite avec toi-même chez le commandant de place, lui dire : Moi plus vouloir être Maroc! Moi Français, et manger comme Français! » Le cadi étonné et craignant les suites d'une opposition si énergique, conseilla au marocain de faire jeûne ce jour là et lui permit de manger le lendemain à l'exemple des Français. Depuis le quatrième jour du ramadan, tous les marocains de ce chantier mangent quand ils ont faim et rient des huées des autres.

(ECHO d'Oran).

— On lit dans la *Semaine* :

« Il paraît que le rapprochement entre le royaume de France et la France devient chaque jour plus complet. Un professeur de l'Université, envoyé dans l'Océanie par le gouvernement, est chargé de donner à cette princesse des leçons de langue française, qu'elle parle et qu'elle écrit maintenant avec une certaine correction. On lui enseigne également les premiers éléments du calcul, de la géographie et de l'histoire. La reine montre dans ses études une intelligence et une pénétration qui font regretter que son esprit sauvage n'ait pas été plus tôt livré à la culture.

« Voici, du reste, un fait qui porte avec lui son enseignement. Pendant plus de quinze ans que les missionnaires anglais ont entouré la reine Pomaré, au lieu de chercher à la tirer de l'état d'ignorance dans lequel elle était plongée, ils se sont efforcés de l'y maintenir afin d'exploiter sa crédulité. On voit que la France a agi tout différemment, et on peut juger ainsi de la différence des procédés. »

SWITZER. — Berne, 12 septembre. — Dans la séance du grand conseil du 14 courant, le directeur des affaires étrangères a obtenu l'allocation de deux sommes pour dépenses extraordinaires concernant la mise à exécution des arrêtés de la diète contre le Sonderbund. La majorité a été de 102 voix contre 4.

— On lit dans l'*Auxiliaire breton* du 16 septembre :

« Une scène touchante a eu lieu hier dans la prison départementale. S. M. ayant, par une décision du 13 de ce mois, fait remise de diverses peines à cent douze individus condamnés dans le ressort de la cour royale de Rennes, comme ayant pris part aux diverses émeutes qui ont eu lieu cette année par suite de la cherté des subsistances, M. le premier avocat général Massabian s'est rendu à la prison et à la maison d'arrêt, pour mettre à exécution cette décision de S. M.

« Là, en présence du chef de la prison et de la garde assemblée et sous les armes, M. Massabian a notifié aux détenus, à la suite d'une allocution touchante, les grâces dont ils étaient l'objet. Seize ont été rendus entièrement à la liberté; onze ont appris que leurs peines étaient considérablement réduites. Un témoin oculaire de cette scène nous dit qu'il serait impossible de rendre l'attitude de tous ces malheureux, et l'expression de leurs figures. Les cris de vive le roi! qui ont échappé de leur bouche, paraissent du fond du cœur, et jamais peut-être un tel cri n'a été plus spontané, plus attendrissant. Heureux le prince quand il peut user ainsi de la plus belle de ses prérogatives constitutionnelles, le droit de grâce. »

— Si nous sommes bien informés, Espartaco ne veut pas profiter en ce moment de l'amnistie qui lui a été accordée, car il a appris, par des renseignements secrets, que l'armée était contre lui, et que son apparition sur le sol de l'Espagne serait le signal d'un mouvement militaire dont le but serait de ramener Narvaez au pouvoir et de renverser le ministère Salamanca.

— Le *Moniteur* du 31 août dernier a fait connaître la notification émanée du gouvernement de S. M. B., à l'occasion de la visite à laquelle le brick de commerce français, les *Deux-Sœurs*, a été soumis, par les officiers d'un croiseur anglais, à la côte occidentale d'Afrique.

Il résulte d'un rapport adressé de Gorée, le 26 juillet, à M. le ministre de la marine et des colonies, par M. le contre-amiral commandant la division navale des côtes d'Afrique, que le commodore Hothan, commandant la croisière anglaise, a exprimé, à l'égard de la conduite du capitaine Wanderer, un blâme qui a été mis officiellement à l'ordre du jour de l'escadre.

— Un sérieux accident est arrivé sur le chemin de fer de Manchester à Leeds :

Le train avait quitté Manchester pour Leeds à une heure; entre la station de Helden Bridge et de North-Dean, il a passé sur quelque chose qui se trouvait sur la ligne. Un wagon de première classe a eu une des roues de derrière brisées; il était placé à la queue du train; le train a continué de marcher pendant quel-

ques miles dans cet état sans que les voyageurs du wagon brisé pussent en faire entendre. Il y avait quatre personnes dans le wagon; deux ont été tuées, une troisième a eu le bras cassé; on a été obligé de le laisser en route; la quatrième a échappé par miracle. Son chapeau a été mis en pièces; elle n'a été sauvée que parce qu'elle s'était accrochée au siège du wagon, demeurant dans cette position jusqu'à ce que l'on s'arrêtât.

— Dans une réunion de la cour de Common-Council, M. Anderson a annoncé qu'il ferait une motion ainsi conçue : La cour de Common-Council demande à la chambre des communes, que les membres de la chambre ne soient pas, en vertu de ce titre, investis du privilège d'être à l'abri de l'arrestation par suite de mandats obtenus contre eux, par leurs créanciers pour arriver au paiement de leurs dettes reconnues.

— Quoique les Autrichiens se soient arrêtés dans leur mouvement agressif, ils n'ont point, pour cela, renoncé à agir de toute leur influence sur les peuples de l'Italie. L'acte inqualifiable du duc de Lucques en est une preuve convaincante. On sait que ce prince, châtiant ses vœux pressants de sa population, a rendu tout récemment plusieurs édits qui annonçaient de sa part des intentions sincères de servir les Etats pontificaux dans la voie des sages réformes. Déjà, même, de louables concessions avaient été faites, et tout faisait espérer que le duc de Lucques persévérerait dans de généreuses intentions. Mais, au mépris de ses promesses, ce prince s'est enfoncé de nouveau; et de Modène, où il s'est retiré, il a envoyé à Lucques une protestation circonstanciée, par laquelle il annule toutes les ordonnances précédemment rendues, alléguant que les concessions qu'il consacrait lui avaient été arrachées par la force. Il est certain que cet honteux revirement n'a eu lieu qu'à la suite de pressantes recommandations venues de Vienne.

— On lit dans le *Moniteur* d'aujourd'hui : « M. le ministre des finances a porté plainte en diffamation contre le gérant du *Courrier Français*, à raison d'un article publié dans ce journal le 14 de ce mois. »

— Ainsi qu'on l'a annoncé le 17, dans l'*Après-midi* Son Ex. l'ambassadeur de Perse est arrivé à Paris avec sa suite.

Mehemed-Ali-Khan a été conduit provisoirement au grand hôtel du Rhin, place Vendôme, n. 4, tenu par Mme Marchand, où de magnifiques appartements lui étaient préparés depuis un mois.

Aujourd'hui à midi, Mehemed-Ali-Khan et les principaux officiers qui l'accompagnent se sont rendus au ministère des affaires étrangères faire la visite d'usage au ministre qui les a reçus dans le grand salon bleu.

M. Alix Desgranges était présent. On pense que demain l'ambassade persane sera présentée à la famille royale, à Saint-Cloud, et que lundi elle quittera Paris pour se rendre à Compiègne, afin d'assister aux grandes manœuvres et de prendre part aux fêtes qui auront lieu au palais.

— On annonce que des négociations viennent d'être ouvertes pour arriver à l'établissement d'un règlement en forme de convention internationale relatif à la pêche de la baleine. Ce règlement aurait pour effet principal de porter un remède à la destruction toujours croissante de ce cétacé, destruction qui, dans l'état actuel des choses, amènera forcément avec le temps son entier anéantissement.

— On dit que M. l'abbé Coqueron va être nommé aumônier de M. le duc d'Angoulême, nouveau gouverneur-général de l'Algérie. L'abbé remplirait en même temps, auprès de l'évêque d'Alger, les fonctions de grand-vicaire.

— Un journal annonce, comme un bruit, que la reine Victoria éprouve depuis quelques jours des symptômes fréquents d'un dérangement dans ses facultés mentales. On sait que la famille de cette princesse est sujette à cette cruelle maladie et que son grand-père, Georges III, par suite d'une complète aliénation d'esprit, éprouvait des accès si violents, qu'il a fallu à plusieurs reprises l'enfermer dans une camisole de force. Il ne paraît pas toutefois que l'état de la reine d'Angleterre soit jusqu'ici de nature à inspirer de graves inquiétudes.

AUTRICHE. — Vienne, 9 septembre. Hier, le nonce du Pape a eu une audience particulière de l'empereur en présence de M. de Metternich. Ceux qui connaissent les usages diplomatiques, savent que de pareilles audiences n'ont lieu que dans des circonstances graves, et qu'en règle générale, on ne traite qu'avec le ministre des affaires étrangères.

— Divers journaux ont annoncé, d'après des lettres de Vienne en date du 12 septembre, que le cabinet autrichien venait de recevoir du roi de Naples une demande d'intervention pour réduire l'insurrection des Calabres. D'après ces lettres on ne doutait pas que M. de Metternich n'eût consenti, et on assurait même que des troupes autrichiennes étaient prêtes à se mettre en marche.

Nous ne savons jusqu'à quel point on doit ajouter foi à ces nouvelles; mais elles paraissent coïncider avec un article du *Contemporain*, qui mentionnait la demande faite par l'Autriche à la cour de Rome pour obtenir l'autorisation du passage des régiments autrichiens à travers les Etats de l'Eglise, et le refus formel que le Saint-Père avait opposé à cette démarche. (Nouvellette.)

— L'oscillation dont nous avons parlé, au sujet des produits du Maroc, continue à se faire sentir. A mesure que les détails favorables qui nous arrivent aujourd'hui sont beaucoup mieux certifiés que les bruits inquiétants de la semaine dernière. Ils ont été recueillis, tout à fait identiques, à Nemours, à Lalla-Maghnia, à Tiemcen, à Oran, et de la bouche même de plusieurs témoins oculaires.

Les Hachems et les Beni-Amer, internés près de Fez, et auxquels Abd-el-Kader tenait donner la main en se portant sur Taza, ont été complètement détruits à quelques lieues de la capitale du Maroc. Des cavaliers du magkzen impérial étaient venus les sommer de s'arrêter dans leur marche; ils avaient passé outre en annonçant l'intention de s'ouvrir un passage du vif force.

Cependant, afin d'éviter l'attaque probable des gonaïs d'Abd-el-Rhaman, ils firent un détour vers le sud, et s'engagèrent dans un pâté de montagnes qui pouvait les conduire vers Abd-el-Kader. Mais les cavaliers du magkzen accoururent sur leurs traces, et persécutèrent aux Kabyles de cette contrée, ordinairement soumise à l'empereur, de faire justice d'une population tout à la fois étrangère et rebelle. L'instinct du pillage eût suffi d'ailleurs pour entraîner les montagnards à cette exécution.

Quoi qu'il en soit, nos malheureuses tribus émigrées furent assaillies de toutes parts, détruites après combat, pillées, et, selon les rapports qui nous arrivent, presque entièrement anéanties. Des fuyards parvenus jusqu'à Nemours ont peint ce désastre sous les plus horribles couleurs.

A part le sentiment de compassion qui murmure en faveur des victimes, on doit considérer cet événement comme un des plus heureux qui pût survenir au Maroc, dans l'intérêt de la tranquillité de l'Algérie. Non seulement Abd-el-Kader éprouve un grand échec matériel et moral, qui recule de bien loin l'époque propice à ses desseins ambitieux contre Muley-Abd-el-Rhaman, mais nos tribus algériennes seront à jamais débarrassées par ce terrible exemple de toute tentative d'émigration.

— Le roi de Prusse est parti pour l'Italie, sans avoir eu d'entrevue avec M. de Metternich.

(Correspondant de Nuremberg.)

Du 11 septembre. — On avait annoncé que l'impératrice Marie-Louise, duchesse de Parme, renonçait au gouvernement de ses Etats. Cette nouvelle est fautive. S. A. I. retournera à Parme immédiatement après le mariage de l'archiduc Ferdinand de Modène-Este, avec l'archiduchesse Thérèse, fille de l'archiduc Palatin, décédé.

— On écrit de Venise au *Conservateur* de Paris, 1er septembre : « Depuis l'arrivée de Mme la duchesse d'Angoulême à Venise, M. le duc de Bordeaux se montre plus fréquemment en public. Une fête a été donnée le jour de la saint-Henri, dans le palais Vendramin, habité par Mme la duchesse de Berry. M. le duc de Bordeaux est beaucoup grossi depuis l'année dernière, et son infirmité paraît s'être aggravée. La princesse, son épouse, est très déçolée de n'avoir point d'enfants, et elle a perdu l'espérance d'en avoir. Sans être jolie, elle plat par la grâce de ses manières; mais les législatives françaises qui sont ici lui témoignent peu d'empressement.

— La *Gazette officielle* publie la circulaire suivante, qui a été envoyée dans toutes les provinces :

« La France française, intitulé le *Courrier Français* ayant osé, dans son numéro 250, parler de la reine notre souveraine Isabelle II, en termes hautement calomnieux, indignes de la nation civilisée chez laquelle ce journal est écrit, le gouvernement de S. M. est bien résolu à ne pas souffrir que ni des sujets ni des étrangers s'avisent d'insulter impunément le trône espagnol, et l'auguste personne qui l'occupe par la volonté de la nation; en conséquence entre autres mesures que réclame la gravité des circonstances, il a résolu de défendre l'introduction et la circulation du *Courrier Français* en Espagne.

« Par ordre royal, etc. »

Madrid, le 12 septembre. ESCOSURA. »

## VARIÉTÉ.

COMMERCE GÉNÉRAL DE LA FRANCE EN 1846.

(Suite et fin.)

IMPORTATIONS.

La France a reçu de l'étranger, pour toutes destinations, pour une valeur de 721 millions de matières nécessaires à l'industrie; elle en a appliqué pour 608 millions à ses besoins intérieurs. En 1845, l'importation de cette classe de produits s'était élevée à 768 millions; la diminution est de 6 à 10 p. 100, relativement à l'année comparée; elle est de 20 p. 100 seulement au commerce général, et il y a eu accroissement de 20 p. 100 au commerce spécial, si l'on fait porter la comparaison sur la moyenne de la période quinquennale.

Une valeur de 310 millions est attribuée aux objets de consommation naturels; les objets fabriqués sont entrés pour une valeur de 235 millions dans le chiffre général des importations. Ces deux catégories n'avaient présenté, l'année précédente, que des résultats de 261 et 233 millions; l'amélioration, en ce qui les concerne, est de 17 et 9 p. 100. La partie mise en consommation dans le royaume représente une valeur de 254 millions en 1846, et de 183 millions en 1845, pour

les objets de consommation naturels; il en résulte un excédant de 66 millions ou 35 p. 100. Quant aux produits fabriqués retenus par la consommation, la somme de 35 millions, à laquelle ils se sont élevés, ne dépasse que de 10 p. 100 d'importation spéciale de 1845.

La comparaison de l'année, avec la moyenne quinquennale, fait ressortir des avantages assez notables sur les deux classes de produits dont il s'agit, tant au commerce général qu'au commerce spécial.

Au premier rang des matières premières importées figurent toujours les cotons. Leur valeur, 128 millions, à égalité, à un million près, celle de l'année dernière; tandis que la consommation de ce filament s'est accrue de 6 p. 100 : 115 millions contre 108.

Cette année, les céréales occupent le second rang d'importance; leur importation générale représente une valeur de 125 millions; la partie versée à la consommation atteint 100 millions. Les arrivages de l'étranger ne se sont élevés, en 1845, qu'à 56 millions, valeur moyenne de la période quinquennale; la consommation n'avait pas atteint 16 millions.

La valeur des soies importées et employée dans nos fabriques a été de 112 et 77 millions; l'augmentation sur l'année précédente est de 4 et 19 p. 100.

Il a été importé pour 43 millions de laines étrangères sur lesquels l'industrie du pays en a retenu pour 37 millions; c'est une diminution de 40 et de 26 p. 100.

Il y a diminution de 4 p. 100 dans la valeur des houilles étrangères importées et consommées.

Il est arrivé et il a été acquis pour 50 millions de sucres de nos colonies. Les importations de 1845 s'élevaient à 64 millions, dont 57 ont alimenté la consommation; c'est une différence en moins de 22 et 13 p. 100.

Les graines oléagineuses n'ont donné qu'une valeur de 27 millions au lieu de 46 pour la consommation; les arrivages ne sont que de 26 millions contre 53, chiffre de 1845.

L'importation générale des fils de lin ou de chanvre est descendue à 20 millions au lieu de 30; la consommation à 17 millions au lieu de 28. Celle des tissus de mêmes matières s'est maintenue, à un million près, au niveau des résultats de l'année dernière.

On citera encore les variations suivantes, en plus : 10 millions sur les bois communs; 5 millions sur la fonte brute; 4 millions sur le lin; 2 millions sur le sucre étranger, le riz, l'huile d'olive, et les machines et mécaniques. En moins : 6 millions sur les peaux brutes, 4 millions sur le cuivre, 3 millions sur les poils propres à la chapellerie et le tabac en feuilles; 2 millions sur le suif brut et 1 sur les bestiaux.

## EXPORTATIONS.

Dans la somme de 1,180 millions formant le montant de nos exportations générales, 342 millions composent la valeur des produits naturels; 830 millions celle des objets manufacturés.

La valeur des produits du sol et de l'industrie, exportés à l'étranger, est de 832 millions; 186 millions pour les productions naturelles; 646 pour les productions industrielles.

Les exportations de la France, en marchandises de toute origine, sont de 7 millions, ou de moins de 1 p. 100, au-dessous de celles de 1845; elles conservent un avantage de 11 p. 100 sur la moyenne des cinq années précédentes. Au commerce spécial, les résultats sont plus satisfaisants : une augmentation de 10 p. 100 sur l'année dernière, de 14 p. 100 sur la moyenne quinquennale, se remarque à l'égard de l'expédition des produits nationaux au dehors.

Comparativement à 1845, une diminution de 11 millions ou 16 p. 100 affecte nos vins; l'exportation des eaux-de-vie présente une différence en moins de 1 million; celle des céréales a baissé de 6 millions; celle des graines à semencer, de 4 millions. Des produits naturels, la garance seule offre un accroissement de 1 million.

Parmi les produits de l'industrie nationale exportés, les tissus de coton, de soie, de laine, et ceux de fil de lin ou de chanvre, présentent, relativement à l'année précédente, des excédents de 12, 6, 4 et 2 millions. Des augmentations de 3 millions ont aussi été obtenues sur les peaux ouvrées et les habillements neufs. A l'égard de la tabletterie, de la mercerie, des extraits de bois de teinture, des machines et mécaniques, et des fils de coton et de laine, on remarque des excédents de 2 et 1 millions.

Au contraire, les exportations du produit de nos raffineries de sucre ont subi une réduction de 7 millions de valeur dans les résultats des deux années comparées; mais elles conservent un avantage de 6 p. 100 par comparaison avec la période quinquennale.

L'exportation des autres marchandises d'origine nationale s'est maintenue, sauf de légères variations, dans les limites de l'année comparée : on citera notamment les chevaux et bestiaux, les poissons de mer les ouvrages en métaux, les poteries, verres et cristaux, l'horlogerie, les modes et les objets de l'industrie parisienne.

## TRANSIT.

Les marchandises étrangères expédiées en transit par la France représentent une valeur de 202 millions; 10 millions, ou 5 p. 100 de moins qu'en 1845; et un poids de 570,685 quintaux métriques, ou 32 p. 100 de plus que l'année dernière.

De même que les années précédentes, les tissus de coton, les tissus de soie, les soies, les étouffes de laine et le coton forment, sous le rapport de la valeur, la partie la plus notable du transit, 74 p. 100.

En ce qui concerne l'importance spécifique, les céréales occupent le premier rang, viennent ensuite le



## L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 25 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

La perte déplorable du *Bonaparte* a produit sur toute la partie honnête et intelligente de notre population l'impression la plus douloureuse. C'est qu'on a compris bien vite que ce n'était pas le seul d'un malheur privé, qui frappait si cruellement une entreprise particulière, mais on a senti qu'il atteignait directement les intérêts tout entiers de notre pays. Tous les esprits impartiaux et qui applaudissent avec bonheur au développement industriel et moral de la Corse s'étaient trop réjouis des succès obtenus par la Compagnie Valéry, qui dans son activité infatigable, avait su triompher des obstacles et multiplier les relations entre notre île et les continents français et italiens, pour ne point ressentir vivement un coup qui compromettrait si gravement l'avenir de ces relations elles-mêmes si utiles, si profitables pour nous. On aurait donc pu espérer, dans cette circonstance douloureuse que les mauvaises et étroites passions, qui luttent infructueusement avec tant de fâcheuse persévérance, contre cette compagnie, auraient eu la pudeur et le bon sens de respecter une calamité si grande et ne se seraient pas fait une arme d'une catastrophe pour reprendre, avec une nouvelle énergie leurs attaques odieuses; attaques doublement odieuses, car elles tendent non seulement à compromettre le présent, mais pourraient décourager de toute tentative pour l'avenir.

Le triste événement du 14 a donc été pour ces passions mauvaises une occasion de nouvelles agressions, d'autant plus violentes qu'elles se croient plus sûres du triomphe, c'est-à-dire de la ruine d'une compagnie qui a rendu cependant de si grands services au pays. Ces passions envieuses se sont laissées aller à un nouveau débordement d'attaques non seulement contre la compagnie elle-même, dont-elles veulent la ruine à tout prix, mais surtout contre les gérants dont le tort le plus impardonnable est d'avoir fondé et développé une entreprise si utile et qu'elles ont poursuivie de leurs rancunes colères. Ces passions impitoyables, n'ont point été désarmées par le malheur qui atteint si gravement la compagnie, qui frappe directement ses gérants, qui en sont les principaux actionnaires, et qui s'annoncent par là même la perte la plus considérable. La vue du succès, qui était déjà certain; les relations nouvelles ouvertes entre la Corse et l'Italie, qui s'annonçaient d'une manière si heureuse et si féconde et qui auraient dû par là même satisfaire les esprits les plus exigeants, alors qu'elles surpassaient les espérances qu'on pouvait former, ces relations nouvelles si fatalement interrompues, voilà ce qui avait irrité profondément ces passions et voilà aussi ce qui explique leur nouveau débordement. Mais elles auront beau s'efforcer d'être injustes, violentes, elles ne feront pas que la reconnaissance publique ne tienne compte des efforts accomplis avec une si louable persévérance et qui méritent les sympathies de tous les vrais amis de notre pays; elles n'empêcheront pas que la sympathie de ces derniers ne prenne sa part du malheur qui frappe une compagnie et avec elle le pays lui-même.

Dans toute autre ville que la nôtre, où l'on ne cède pas à d'étroites et de mesquines préoccupations de rivalités, de personnes, où l'on n'a qu'une passion, celle du bien public, où l'on s'efforce d'être juste et moins envieux des succès obtenus, on ne se serait empressé de soutenir et d'encourager les gérants d'une compagnie qui n'avait et n'a d'autre but que d'accroître la prospérité de la Corse. Cette conduite, après tout, n'eût été qu'un calcul très ordinaire de sagesse et d'habileté communes. Malheureusement il n'en a pas été ainsi à Bastia et bien que cette opposition, que nous sommes malheureux de constater, ne soit le fait que d'une faible minorité, son existence n'en est pas moins déplorable. Les mauvaises passions ont une énergie qui supplée par une activité infatigable à leur peu de consistance en elles-mêmes. A force de se remuer, de répéter sans cesse les mêmes accusations, on peut se fatiguer de voir

l'opinion publique s'égarer et la justice elle-même, circonvenue, même à son insu, même malgré elle, par toutes ces odieuses rumeurs se laisser tromper et abuser.

Ces coupables espérances, nous sommes affligés de le dire, se sont en partie réalisées, et ce n'est pas sans un étonnement douloureux que nous voyons certains agents subalternes de l'autorité, d'ordinaire insoucients et négligents de leurs devoirs, devenir tout-à-coup actifs et zélés dans cette triste circonstance, pour satisfaire ainsi des passions envieuses et nuire aux intérêts généraux et particuliers de la cité.

Dans ce débordement d'attaques incessantes et qui ont malheur à raviver, la malveillance devait naturellement s'en prendre à notre journal qui a le tort impardonnable d'avoir encouragé de ses faibles efforts une entreprise qui se recommande si bien d'elle-même aux sympathies du pays. Les calomnies odieuses que ses détracteurs se plaisent à répandre aussi contre nous, nous en faisons le cas qu'elles méritent. Ces calomnies font plus de tort à ceux qui les profèrent qu'à nous-mêmes. Si l'est des personnes assez malheureuses pour croire à l'impossibilité de sentiments désintéressés, tant pis pour elles, pour nous nous croyons et nous avons toujours cru, que la compagnie Valéry a rendu de grands services à notre pays, qu'elle est appelée à lui en rendre encore. Nous avons toujours dit et nous continuerons à le dire que la prospérité de notre ville et de notre commerce se rattachent étroitement l'une et l'autre à la prospérité de cette compagnie elle-même; en parlant ainsi nous avons été fidèles à la vérité, nous avons été à la plus manifeste évidence.

Cette évidence n'existe pas pour les meneurs de l'odieuse intrigue, que nous avons la douleur de signaler. Elle veut la ruine de la compagnie Valéry; c'est là le but élevé et patriotique qu'elle poursuit, et pour atteindre ce but si noble, si désintéressé, si intelligent, tous les moyens lui sont bons. Elle n'hésite pas à associer à ses rancunes, à son envie le nom d'illustres personnalités qui exercent à si juste titre une haute influence sur notre pays. C'est là une inconvenance pour ne dire rien de plus, contre laquelle nous croyons devoir protester avec énergie. Entre cette intrigue et nous nous recommandons, il n'y a rien de commun. Ces personnes n'ont qu'un désir, le bien, la prospérité de notre pays. Leurs noms devraient être au moins respectés et on leur devrait la justice et la convenance de ne point les mêler à toutes ces misères. C'est là un conseil que nous croyons devoir adresser à certaines conversations récentes qui s'imaginent suppléer à force de bruit à ce qui manque à leur dévouement de fraîche date.

LISTE des jurés qui doivent faire le service de la session du 4<sup>e</sup> trimestre de 1847, qui s'ouvrira à Bastia le 22 novembre prochain sous la présidence de M. Gavini, assisté de MM. Giordani et Nasica, conseillers.

## Jurés titulaires.

1. Poli Joseph-Marie, prop. domicilié à Cervione.
2. Bradi Pierre-Antoine, avocat, Bastia.
3. Peraldi Joseph-Marie-Louis, propriétaire Ajaccio.
4. Arnaud Jean-Louis, propriétaire, Bastia.
5. Mastagli Jean-André, adjoint au maire de Calvi.
6. Guasco Antoine, docteur en chirurgie, Bastia.
7. Pugliesi Etienne, prop. et négociant, Ajaccio.
8. Bonavia Jacques-François, prop. S. Reparata.
9. Paoli Pierre, propriétaire et maire, Piedicroce.
10. Polidori Liberato, avocat, Corte.
11. Ambrosini, Bonaventre, propriétaire Speloncato.
12. Ortolini Antoine-François de feu Joseph, prop. diatere, Sartene.
13. Pietri Charles-Laurent, avocat, Sartene.
14. Qui François-Marie, cap. en retraite, Ajaccio.
15. Colonna d'Istria François-Xavier, pr. Sollacaro.
16. Fabiani César, imprimeur libraire, Bastia.
17. Carrega, Barthélemy, propriétaire Bonifacio.

18. Piccioni Sébastien, pr. et maire de Rousse.
19. Pietri François-Xavier, de feu Antoine-Silvestro, propriétaire, Sartene.
20. Giovanacchi Thomas, capitaine en retraite, Bastia.
21. Ajaccio Joseph-Marie, pr. et quincailler, Bastia.
22. Renucci François, propriétaire, Lumio.
23. Ciavaldini Louis-Joseph-Marie, chef de bataillon en retraite, Bastia.
24. Moretti Ambroise, lieutenant en retraite, Pianello.
25. Bianchi Joseph, propriétaire et maire, Coggia.
26. Angeli Pierre-Marie, propriétaire, Silvareccio.
27. Matra Pierre-Jean, propriétaire, Bastia.
28. Patrimonio Joseph-Marie, propriétaire, Bastia.
29. Muleto Jean-Luc, propriétaire et membre du conseil général, Vico.
30. Milanti Pierre, avocat, Bastia.
31. Campi Jacques, de feu Antoine-Marie, propriétaire et drapier, Ajaccio.
32. Giordani Jean-Pierre, propriétaire San Giovanni.
33. Andreucci Dominique, propriétaire de bâtiment, Bastia.
34. Giacomoni Don-Jacques, de feu Jacques, propriétaire, S. Lucie de Tallano.
35. Rocca Serra Pierre-Paul, propriétaire, Sartene.
36. Tavera François-Xavier, propriétaire et négociant, Sartene.

## Jurés suppléentaires.

1. Lazzarotti Jean-Augustin, propriétaire, Bastia.
2. Casabianca François-Xavier, avocat, Bastia.
3. Mattei Ange, avocat, Bastia.
4. Vinciguerra Antoine, médecin ordinaire en retraite Bastia.

Par arrêté de M. le ministre des finances en date du 5 de ce mois, M. Olivier, contrôleur des contributions hors classe à Bordeaux, a été nommé inspecteur de 3me classe dans le département de la Corse.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique en date du 5 octobre courant, M. Grimaldi, agent de cinquième au collège d'Ajaccio, à titre provisoire, est nommé successeur régent de la même classe.

Par arrêté de M. le recteur de l'académie de la Corse en date du 16 octobre courant, la commission d'instruction primaire chargée d'examiner les aspirants aux brevets de capacité, se réunira extraordinairement le 4 novembre prochain, dans une des salles du collège Fesch à Ajaccio.

M. Bouisson, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, président du jury médical de la Corse, est arrivé à Ajaccio, par le dernier paquebot de la correspondance.

Par ordonnance royale datée du 12 octobre et insérée au *Moniteur* d'aujourd'hui, les dispositions des ordonnances des 19 et 29 janvier et 27 juillet derniers, qui ont prohibé, jusqu'au 31 octobre 1847, la sortie des légumes secs, des pommes de terre, des grains et fécules de toute espèce, ainsi que des marons, châtaignes et de leurs farines, sont prorogées jusqu'au 31 janvier prochain.

Une autre ordonnance royale, également datée du 12 octobre, porte que : Les dispositions de l'ordonnance du 27 juillet dernier, relative à l'exportation des grains et farines de maïs et de Sarrasin, sont prorogées jusqu'au 31 janvier prochain. (*Moniteur.*)

Les journaux italiens du dernier courrier ne contiennent que peu de nouvelles importantes. La réunion du duc de Lucques à la Toscane est aujourd'hui un fait consommé. Le grand duc Léopold et toute sa famille se sont rendus dans la capitale et ont été reçus

coton en laine, les métaux, le sucre raffiné ou brut et terre, le café, les tissus de coton et les tissus de laine. On citera aussi le transit des houilles, belges pour emprunt des canaux français, comme s'étant élevé, d'une année à l'autre, de 10,000 à 64,800 quintaux métriques. Ces articles représentent environ les 35% du poids du transit consommé. Il y a diminution de 28 et de 11 o/o à l'égard du coton et du café; augmentation de 15, 74 et 16 o/o sur les métaux, le sucre raffiné et le sucre brut et terre. Quant aux céréales, l'expédition en transit a doublé comparativement à 1845.

La Suisse, l'Angleterre, l'association allemande, la Belgique, les Etats sardes et les Etats-Unis sont les puissances dont les produits ont principalement alimenté le transit à l'étranger. Ce sont les mêmes puissances, mais rangées dans un autre ordre d'importance, la Suisse, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Association allemande et les Etats sardes qui ont reçu la plus grande partie des marchandises de transit. Le Brésil, l'Espagne et la Belgique comptent ensuite parmi les principales puissances de destination.

## ENTRÉES.

Le poids des marchandises étrangères admises en entrepôt pendant l'année a atteint le chiffre de 42 millions 553,823 quintaux métriques, soit 2,126,194 quintaux métriques ou 21 o/o d'excédant sur les entrées en entrepôt de 1845. L'augmentation obtenue porte pour 2,190,815 quintaux métriques sur les céréales.

La valeur des marchandises entreposées s'est élevée à 707 millions; 12 millions, ou 2 o/o de plus que l'année dernière.

A part le mouvement exceptionnel des céréales, on trouve, pour les marchandises ordinaires, les variations suivantes: augmentation de poids de 7 o/o sur les houilles, 57 o/o sur les métaux, 26 o/o sur les sucres étrangers et les riz, 25 o/o sur les soies; diminution de 22 o/o sur les sucres des colonies françaises, 7 o/o sur les cotons, 9 o/o sur les bois exotiques, 38 o/o sur les graines oléagineuses; 24, 29, 10 et 34 o/o sur les tabacs en feuilles, les laines en masse, les graisses et l'indigo.

Pour la valeur comme pour le poids, les opérations d'entrepôt de la douane de Marseille occupent le premier rang; 57 centièmes dans la valeur totale, 49 centièmes dans le poids. La douane du Havre est comprise pour 29 centièmes dans la valeur des marchandises entreposées, pour 19 centièmes dans leur poids. Viennent ensuite, par ordre, quant à la valeur, les entrepôts de Lyon, Bordeaux, Paris, Nantes, Dunkerque, Cette et Rouen; quant au poids, les entrepôts de Paris, Nantes, Bordeaux, Cette, Toulon, Dunkerque, Rouen et Lyon. En définitive, les entrepôts de Marseille et du Havre ont retenus les 68 centièmes du mouvement général, la première de ces douanes, avec accroissement de 12 o/o des valeurs, de 51 o/o du poids, la seconde, réduction de 10 et 3 o/o.

## PRIMES.

Le trésor a payé, de primes ou de drawback, à l'exportation de certains produits nationaux, une somme totale de 16,977,515; c'est 4,076,962, ou 19 o/o de moins qu'en 1845; 14 o/o de plus que la moyenne quinquennale.

C'est sur le sucre raffiné que porte notamment la différence. Il en a été exporté en moins de 300 quintaux métriques pour le sucre des colonies françaises; 16,591 quintaux métriques pour le sucre de provenance étrangère, ce qui présente une réduction de 2,615,008 fr. ou 75 o/o, dans les primes payées sur le produit de nos colonies; 1,568,401 fr. ou 16 o/o à l'égard des primes payées sur le produit étranger.

Les augmentations de 6, 7 et 19 o/o se remarquent dans le montant des primes payées à l'exportation des tissus de laine, des tissus de coton et des fils de coton. Il y a diminution de 11 o/o à l'égard des savons d'huile d'olive. Les autres différences constatées ont relativement moins d'importance.

## PÊCHE DE LA MORUE ET DE LA BALEINE.

Les retours de la grande pêche présentent un résultat de 410,092 quintaux métriques, en morues, huile et fanons de baleine; ce n'est qu'une différence en plus de 18,796 quintaux métriques, ou 5 o/o, sur les produits de l'année dernière.

Une augmentation équivalente se remarque dans les exportations de morue sous bénéfices de primes: elles ont consisté en 86,870 quintaux métriques, soit 17,140 quintaux d'augmentation sur l'année comparée. Nos colonies de la Guadeloupe et de la Martinique ont reçu les 54 centièmes de ces expéditions; l'Italie et le Levant en ont consommé 37 centièmes.

## DROIT DE TOUTE NATURE.

L'ensemble des perceptions payées par les douanes présente un total de 217,180,629 fr., savoir :

Droits d'entrée ..... 133,914,490 fr.  
Droits de sortie, de navigation et re-  
cettes accessoires ..... 8,303,112  
Taxe de consommation sur les sels ..... 54,963,027  
Comparé aux recettes totales de 1845, ce résultat lui est inférieur de 210,968 fr. seulement.

Les droits d'importation ont produit 2,063,957 fr. de plus que l'année dernière. Des diminutions de 6 millions sur les sucres des colonies françaises, de 3 millions sur les laines, de 2 millions sur les fils de lin ou de chanvre, ont été plus que compensées par des augmentations obtenues à l'égard d'autres marchandises;

sur les céréales, 4 millions; le sucre étranger, 3 millions; la fonte de fer 2 millions, et 3 millions environ sur le café, le coton en laine et l'huile d'olive.

Le recouvrement de l'impôt du sel est resté de 3 millions 129,358 fr. au dessous des perceptions de 1845.

Les perceptions se sont réparties entre les principales douanes dans les proportions suivantes :

Marseille	40,128,000 ou 19 o/o
Le Havre	28,438,000 13
Paris	21,303,000 10
Nantes	14,823,000 7
Bordeaux	15,778,000 6
Dunkerque	9,021,000 4
Rouen	7,001,000 3
Autres douanes	82,587,000 38

## MOUVEMENT DE LA NAVIGATION.

Les relations maritimes de la France avec ses colonies et l'étranger ont occupé, tant pour l'entrée que pour la sortie, 32,515 navires chargés; en d'autres termes, il s'est accompli pareil nombre de voyages avec transport de marchandises. L'ensemble du tonnage s'est élevé à 3,925,000 tonnes. Il se ressort un avantage de 8 et de 15 o/o sur le nombre des navires et de 10 et 20 o/o sur le tonnage, relativement au mouvement de l'année précédente et celui de la moyenne quinquennale.

La part proportionnelle du pavillon national a peu varié. En 1844 et 1845, elle était de 42 o/o pour le nombre des navires; de 39 o/o quant au tonnage. En 1846, on a constaté à son profit une différence en plus de 1,120 navires, et de 137,000 tonnes, ce qui modifie d'une manière peu sensible sa position vis-à-vis du pavillon étranger.

Dans l'ensemble du mouvement de notre marine, qui a porté, cabotage excepté, sur 43,779 navires, jaugeant 1,535,000 tonnes, il convient de distinguer les transports qui lui ont réservés de ceux qu'elle a effectués concurremment avec le pavillon étranger. Les premiers ont nécessité l'emploi de 3,667 bâtiments, de la contenance de 338,000 tonnes; cette branche spéciale est restée stationnaire. Pour les transports de concurrence, on a compté 10,112 navires et 997,000 tonnes; c'est une augmentation de 12 o/o pour les bâtiments, de 16 o/o pour le tonnage, relativement à l'année comparée.

La plupart des pavillons étrangers a été aussi plus considérable: 18,736 navires et 2,390,000 tonnes contre 17,586 voiles jaugeant 2,174,000 tonnes résultats de 1845; d'où ressortent des accroissements de 7 et 10 o/o, qui portent exclusivement sur les relations avec les pays d'Europe.

En dégageant de ce tableau de la navigation extérieure le contingent fourni par les navires à vapeur, on reconnaît que, pour cette branche particulière, le nombre des bâtiments tend depuis quelque années à décroître, tandis que le tonnage s'élève. C'est ainsi qu'en 1845, on compte 415 navires à vapeur en moins et 10,000 tonnes en plus. Toutefois, cette réduction dans le nombre de bâtiments à vapeur n'atteint pas le pavillon national, dont la position s'est, au contraire, améliorée. Ainsi, pour les voyages faits par les steamers français, il y a augmentation à la fois de 181 navires et de 69,000 tonnes; pour la part du pavillon étranger, la diminution est de 596 navires et de 59,000 tonnes.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Nous croyons faire chose agréable aux voyageurs en leur annonçant que l'hôtel Paoli à Corté, cède depuis quelques jours par M. Burini à la veuve Feraceli, réunit désormais toutes les conditions désirables de propreté, de commodité et d'élégance. Situé à côté du bureau des diligences entre la route royale et un superbe jardin, il offre aux voyageurs par sa belle position toutes sortes d'avantages.

Un approvisionnement varié et abondant de tout ce que le pays fournit de plus recherché en productions du terroir permet à la maîtresse d'hôtel de satisfaire, à bon marché, les goûts et les justes exigences des voyageurs. On y trouve une table d'hôtel bien servie avec douze chambres à coucher, c'est ce qui explique et assure la préférence que cet hôtel obtient sur les autres au bergers et restaurants de la ville.

## RESSEMBLANCE INFAILLIBLE.

## PORTRAITS AU DAGUERRÉOTYPE

PAR J. FLANCHARD

## COPAHU FERRUGINEUX,

3 FR. LE FLACON, infaillible pour la guérison des maladies secrètes, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉRAL, à Paris; dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Compagnie. (8160.)

## LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langue, le dégoût, la débilité organique, abrége les convalescences trahissantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Ponelli pharmacien à Bastia. (8221.)

Le Gérant N. TARTAGLIA.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARIANI.